

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

AVRIL 1930.

SOMMAIRE

- EDITORIAL I. La constitution de l'Opposition Internationale de gauche.
II. Le second ministère Tardieu.
- L. TROTSKY Lettre ouverte aux membres du Parti Communiste Russe (bolchevik).
- MINH-KIM La mise en valeur de l'Indochine et la bourgeoisie annamite.
- G. M. STEKLOV Les Internationalistes dans la Commune de 1871.
- A. ARIAT Le rôle et les tendances actuelles de la social-démocratie en France.
- H. LACROIX La nouvelle orientation de la C. N. T. d'Espagne.
- ALFA L'expérience de la capitulation.

NOTES : « Monde » à l'envers. — La part des salaires dans les prix de vente. — Les LIVRES : *La Russie Nue*, par P. Istrati. — *Les Dictatures*, par F. Cambo. — *Ce que dissimule le manteau sanglant et hypocrite du pontife de Rome*, par Boukharine. — *Le Matérialisme militant*, par G. Plekhanov. — La vie de la Revue.

Rédaction et administration
45, Boulevard de la Villette
PARIS X^e.

Lisez tous les *Vendredis*

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

c'est le journal hebdomadaire des Communistes

45, Boulevard de la Villette
Paris X^e.

Le numéro : 0 fr. 50.

Abonnements : 6 mois 13 fr.

: 1^{er} an 25 fr.

Chèque postal :

P. Franck 136.855 - Paris.

En vente dans tous les kiosques

Бюллетень Оппозиции

(БОЛЬШЕВИКОВ-ЛЕНИНЦЕВ)

Bulletin de l'Opposition (bolchéviks-léninistes)

(entièrement en langue russe.)

Vient de paraître N° 10.

Pour les abonnements et la vente, adresser la correspondance à Meichler, 6, rue de Milan. Paris.

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE
45, Boulevard de la Villette, PARIS, X^e. — Prix du numéro 2 fr.

Envoyer toute la correspondance à Pierre Naville, Secrétaire de la rédaction.

ABONNEMENTS :

France et Colonies : 1 an : 20 fr. — 6 mois : 10 fr.

Etranger : 1 an : 30 fr. — 6 mois : 15 fr.

Compte chèque postal : Naville — 1333-80 — Paris.

3^e année.

Avril 1930.

Numéro 20.

SOMMAIRE

EDITORIAL	I. La constitution de l'Opposition Internationale de Gauche	p. 227
	II. Le second ministère Tardieu	p. 236
LÉON TROTSKY .	Lettre ouverte aux membres du Parti Communiste Russe (bolchevik). La situation dans le parti et les problèmes de l'Opposition de Gauche . .	p. 239
MINH-KIM	La mise en valeur de l'Indochine et la bourgeoisie annamite	p. 256
G. M. STEKLOV	Les Internationalistes dans la Commune de 1871	p. 268
ANDRÉ ARIAT .	Le rôle et les tendances actuelles de la Social-démocratie en France	p. 277
HENRI LACROIX	La nouvelle orientation de la Confédération Nationale des Travailleurs d'Espagne	p. 286
ALFA	L'expérience de la capitulation (réflexions nécrologiques)	p. 291
NOTES :	« Monde » à l'envers	p. 299
	La part des salaires de production, des frais généraux et des bénéfices dans les prix de vente des marchandises . .	p. 303
LES LIVRES : . .	<i>La Russie Nue</i> , par P. Istrati (A. A.)	p. 309
	<i>Ce que dissimule le manteau sanglant et hypocrite du pontife de Rome</i> , par N. Boukharine (A. A.)	p. 313
	<i>Les Dictatures</i> , par F. Cambo (F. G.)	p. 314
	<i>Le Matérialisme militant</i> , par G. Plekhanov (A. A.)	p. 316
	La Vie de la Revue	p. 317

ABONNEZ-VOUS
ENVOYEZ-NOUS
DES NOMS
D'ABONNÉS
POSSIBLES

EDITORIAL

La Constitution de l'Opposition Internationale de gauche

I

Le 6 Avril a marqué une date importante dans le développement de l'opposition de gauche internationale. Ce jour-là, s'est constitué à Paris le Secrétariat International provisoire qui coordonnera le travail des différents groupes en vue de la préparation de la future Conférence Internationale de l'Opposition. Son premier devoir sera de publier le *Bulletin d'Information* de l'Opposition Internationale de gauche. Maintenant le Secrétariat existe, et la parution du *Bulletin* est prochaine.

C'est avec une vraie joie que l'aile marxiste du mouvement ouvrier international saluera cette initiative qui marque une étape nouvelle, atteinte malgré les conditions de lutte les plus difficiles, grâce au combat incessant et malgré les reculs momentanés. Cette union internationale n'est pas une formalité, un assemblage hétéroclite, une addition de forces disparates, ou unies par les liens plus ou moins lâches d'une critique semblable des erreurs profondes de l'Internationale Communiste. Non, c'est déjà la matérialisation tangible de la force internationale qui s'est levé inégalement, depuis plusieurs années, pour enrayer la chute de l'Internationale Communiste; c'est l'expression concrète du fait que le rôle historique de l'opposition communiste de gauche n'est pas d'opposer une critique locale et fragmentaire au communisme officiel et bureaucratique, mais de reprendre avec vigueur, sur le plan mondial, la tradition marxiste révolutionnaire accumulée dans l'aile gauche du mouvement ouvrier révolutionnaire. Aujourd'hui, comme le Capitalisme, le Communisme, dans ses progrès comme dans ses reculs, ne peut évoluer que sur le plan international. Certes, tous les points de son organisme ne réagissent pas aux événements de la même façon, avec la même force ou avec la même efficacité. Des conditions objectives lui imposent des limitations ou au contraire une grande possibilité d'extension. Mais dans son ensemble, il ne peut être envisagé que comme une force mondiale, avec une stratégie unique, avec des

principes communs. C'est ce point de vue fondamental qui constitue la base de l'action de l'opposition de gauche. Partout où elle s'est développée, et où elle a pu se cristalliser, elle a été portée par le mouvement naturel de sa ligne politique marxiste à rechercher l'union. Chaque groupe national est né des conditions particulières de la dégénérescence de l'I.C. dans sa section, mais les fautes qui l'ont fait naître sont précisément celles qui montrent l'abandon progressif de la politique de la révolution internationale. Sous chaque déformation concrète du marxisme révolutionnaire dans chaque pays, apparaît la défiguration fondamentale des principes de l'internationalisme prolétarien, tel que les quatre premiers Congrès internationaux de l'I.C. les ont établis. C'est pour cela que l'opposition internationale de gauche, qui se tient inébranlablement sur le terrain de la révolution prolétarienne mondiale telle que l'on conçue des hommes comme Marx, Lénine et Trotsky, s'unit dès maintenant pour lever le masque de l'étroues nationaliste dont les classes réactionnaires dans le monde entier, et notamment dans la république soviétique, ont recouvert le visage de l'Internationale Communiste.

Il s'agit pour nous d'un problème central. C'est pourquoi aussi l'unification des groupes oppositionnels dans chaque pays n'est pas seulement le signe d'une solidarité générale, mais la marque concrète qui nous donne notre figure propre en nous différenciant totalement des oppositions de droite.

Désormais, paraîtra régulièrement le *Bulletin d'Information* de l'opposition de gauche, qui sera le lien permanent entre les différents groupes. Dans le *Bulletin*, l'opposition internationale discutera en vue de préciser sa plate-forme générale d'action pour la future Conférence Internationale de l'Opposition.

II

Les liquidateurs du communisme dans tous les pays, à commencer par l'U. R. S. S., ne cessent de crier à la décomposition de l'opposition de gauche, à son démembrement, à sa dissolution. Chaque crise qui est survenue dans le développement de cette opposition a été pour eux l'occasion de crier à la liquidation complète du « trotskysme », — sinon à celle du « léninisme ».

En Russie, le phénomène est périodique. Chaque capitulation d'un « chef » de l'opposition est saluée comme le signe irrécusable de la faillite de l'opposition en tant que noyau communiste solidement enraciné dans les masses. Chaque organisation oppositionnelle clandestine découverte est considérée comme la dernière, le dernier reste de ce qui n'avait pu être extirpé. Les héros de la bureaucratie stalinienne n'envisagent plus les processus de classe qu'à travers les lunettes des combinaisons personnelles. Zinoviev, Radék, ralliés, c'est

pour eux toute l'aile gauche qui capitule devant la justesse divine de la ligne. Malheureusement pour eux ils font un faux calcul. La tactique qui vaut pour les combinaisons de sommets dans le paradis bureaucratique ne valent pas pour l'enfer de la lutte de classes où des forces plus irrémédiables et inévitables dirigent les événements. Les mouvements de la classe ouvrière en U.R.S.S., et, par suite, les évolutions des militants qui se règlent sur elle au lieu de se régler sur la montre de Yaroslavsky, sont aujourd'hui la base indestructible sur laquelle est assise l'opposition de gauche. Cela n'est pas vrai d'une manière vague, mais d'une manière d'autant plus précise que la classe ouvrière lutte dans les murs qu'elle a elle-même élevé pour sa défense contre la bourgeoisie. L'opposition, représentée par ses cadres constamment sélectionnés et renouvelés par la répression gouvernementale à laquelle elle est en butte, est étroitement liée au prolétariat qui lutte par tous les moyens qui sont à sa disposition afin de contenir les forces sociales hostiles à la révolution, et afin de poursuivre l'œuvre de la révolution sur le rythme de progression (y compris ses phases de recul) de la révolution mondiale.

C'est pourquoi les déportations, les emprisonnements, les exils, ne peuvent pas changer la direction générale dans laquelle travaille et lutte l'opposition.

L'opposition internationale ne peut oublier que c'est en Russie qu'elle a pris naissance. Non seulement elle ne peut l'oublier, mais elle doit même s'en rendre compte tout à fait clairement si elle veut comprendre comme elle s'est formée et développée. Son développement a été et reste dans une large mesure lié à celui de l'Internationale Communiste, parce que l'Internationale Communiste est elle-même étroitement dépendante de la situation de l'Etat soviétique. Les défaites de l'I. C. ont été celles de l'U.R.S.S., et inversement. La défaite de la révolution allemande en 1919 et 1923, la défaite de la révolution chinoise en 1927, ont été immanquablement le signe d'un affaiblissement des positions internationales de la révolution russe. Et c'est l'affaiblissement de la révolution elle-même qui fait naître et surgir l'opposition. En même temps qu'elle la fait surgir, elle lui rend la vie dure, elle la brime, elle cherche à la faire disparaître; car l'affaiblissement de la révolution, cela signifie l'accroissement du pouvoir et de l'audace des classes bourgeoises ennemies. Naturellement ce processus ne s'est pas accompli avec régularité, selon une pente à l'inclinaison régulière. Le choc des classes provoque des revirements. Enfin les conditions de la dictature en U. R. S. S. ont isolé l'opposition russe du mouvement communiste international, qui aurait dû être son premier soutien.

Cette dernière circonstance explique pourquoi la première phase d'activité de l'opposition a été dans une décroissance et une confu-

sion constante hors de Russie, alors qu'en Russie elle parvenait à s'affermir, à développer son activité, à adopter une plate-forme de lutte cohérente, à discuter, à élaborer une ligne de conduite, et en fin de compte à influencer sérieusement la politique des centristes (Staline). Pendant cette première phase, l'opposition internationale, surtout en France, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, etc... a été en s'affaiblissant progressivement, en s'isolant. Aucun échange d'idées suivi, d'élaboration de ligne tactique commune n'a permis un travail collectif important avec l'opposition russe. Les vagues successives d'oppositionnels, rejetés par la bureaucratie zinovéviste puis staliniste de l'I. C., se composaient de groupements hétéroclites, sans lien commun. L'épreuve des faits et de l'isolement les a presque tous menés à l'affaiblissement sinon à la disparition, tout au moins politique. Dans cette première phase, il est clair que l'opposition internationale n'a pas su se développer.

Elle n'a même pas su se donner toute la base nécessaire pour une activité nouvelle.

Une deuxième phase est maintenant entamée. On peut prévoir un important développement de l'opposition internationale. L'opposition combat en Russie dans des conditions de plus en plus difficiles, et ses liens avec le mouvement communiste international restent toujours soumis aux caprices de la censure stalinienne. Mais dans plusieurs pays importants l'opposition de gauche s'est dégagée de ses faiblesses antérieures, et aussi de ses fautes politiques. Un régime infiniment meilleur a été réalisé dans l'organisation. On peut dire en toute confiance qu'une base solide d'action existe actuellement, et qu'elle doit s'élargir constamment. La France, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, etc... en offrent l'exemple. Il ne reste plus aux directions officielles ainsi qu'aux liquidateurs de droite qu'à nier contre toute évidence nos progrès. C'est ce qu'ils font sans souci du ridicule. L'existence de Trotsky leur tient lieu d'explication, comme « l'œil de Moscou » explique tous les mouvements révolutionnaires sous la plume des journalistes bourgeois.

III

La droite française liquidatrice du communisme se déploie maintenant largement dans le ciel politique, sous toutes ses couleurs, depuis le rose pâle jusqu'au vinaigre, depuis Dunois, membre de l'Internationale de Mac Donald et de Zorgiebel jusqu'à Souvarine, en passant par le P. O. P. Tous prèchent à l'envie la nécessité de la liquidation du bolchevisme, celui de l'appareil dirigeant de l'Internationale, comme celui de l'opposition de gauche. Tous nous accusent de n'être qu'une secte « russe », alors qu'eux ont retrouvé

la route royale de la démocratie à la française, qu'ils parcourent en cohues compactes ou isolés. C'est avec pitié qu'ils nous voient piétiner dans les ornières du « léninisme », au lieu d'en revenir au bon « vieux doute méthodique ». C'est avec fureur qu'ils nous accusent de ne pas participer à leurs agapes. Car sur la voie qui mène *tout droit* à la social-démocratie, voie que les fautes et les crimes de l'appareil dirigeant du Parti et de l'I.C. ont largement ouverte, nous nous sommes hardiment interposés. A pleines mains nous avons relevé le drapeau du communisme, et c'est pourquoi l'opposition de gauche et *La Vérité* subissent aujourd'hui la triple conspiration du silence, de la calomnie et de l'attaque brutale.

Le développement de *La Vérité*, la cristallisation autour d'elle et de l'organisation de l'opposition de gauche de noyaux capables de fournir dès aujourd'hui et surtout demain la base de la renaissance du communisme en France, a fait lever une violente opposition de la part des éléments les plus divers de droite, mais qui, tous, se sont reconnus et réunis sur le terrain de la liquidation nécessaire du bolchevisme. Leur volonté d'extirper les racines du communisme en France est évidente. Chez certains cette volonté prend la forme syndicaliste « pure », chez d'autres c'est l'appel à la tradition « socialiste », mais chez tous apparaît nettement, explicitement, la nécessité de liquider *par tous les moyens* le Parti Communiste, et par surcroît l'opposition communiste. Chacun prend peu à peu sa vraie place. Un Dunois, plus franc et plus logique que d'autres de ses anciens amis politiques « communistes », rentre les larmes aux yeux dans le vieux chenil S. F. I. O. Cela ne l'empêche pas de rester un des leaders politiques du *Cri du Peuple* et de *La Révolution prolétarienne*. Le Parti Ouvrier-Paysan n'est vraiment qu'une antichambre sur la voie du socialisme démocrate-bourgeois. La lecture de son journal est tout à fait édifiante. Et cela, l'opposition de gauche l'avait dit dès le premier jour de la constitution de ce P. O. P., véritable baraque de foire électorale, qui n'a rien de commun, sur aucun terrain, avec le communisme, ni d'une manière générale avec le marxisme.

Enfin, personne ne pouvait mieux résumer, ni d'une manière plus comique, la situation de la droite en France, que le groupe Brandler en Allemagne. Ce groupe qui possède une base réelle en Allemagne, veut aussi naturellement posséder une base internationale. Mais comme cela est absolument contradictoire avec ses principes, il en est réduit à opérer un rassemblement complètement éclec-tique; le seul point commun de la plate-forme des groupes de droite, est la répudiation de toutes les tendances du communisme russe (hormis — avec quelque indulgence — celle de Boukharine), et en général de toute appréciation sur l'étape actuelle de la lutte de

classes en U. R. S. S. Cependant, si l'on ne part pas d'une juste appréciation marxiste, qui ne peut qu'être celle de l'opposition de gauche, sur la situation de l'U. R. S. S., on ne peut *absolument pas* se tenir sur une plate-forme communiste internationale cohérente. On en est réduit à des critiques formelles, partielles, qui cachent un glissement vers la social-démocratie. Donc le groupe Brandler a levé lui aussi l'étendard de la lutte contre le « trotskysme », forme virulente du « bolchevisme ». Il s'est montré décidé à réunir internationalement tous les groupes dont la marque distinctive serait la répudiation de l'internationalisme communiste marxiste, et la lutte forcée contre la gauche. En France, Brandler et Thalheimer ont quelque temps cherché. Ils se sont d'abord rabattus sur le parti nationaliste-alsacien de Hueber, maire de Strasbourg, qu'ils ont littéralement submergés sous leurs propos, leurs rapports, leurs conseils, et qu'ils ont réannexé rapidement à l'Allemagne. Mais l'Alsace, ce n'est pas encore la France, surtout si elle est représentée par des nationalistes de la trempe de Hueber. La constitution du P. O. P. offrit enfin à Brandler l'occasion cherchée. Puisque Souvarine se montrait incapable de faire vivre un groupe, le P. O. P. pourrait servir de base française. Ainsi fut fait. Pour les ouvriers allemands qui lisent la prose de Thalheimer et de son correspondant parisien, le communisme n'est représenté en France que par le P. O. P. et... Souvarine. Quant à la gauche, elle est inexistante. On l'écrase tout à fait sous le terme de « trotskyste ». *La Vérité*, cela n'existe pas, tandis que le *Ça Ira*, dame, cela impose le respect!

Mais pour le lecteur français, il faut citer quelques extraits d'un article paru dans le n° 2/3 (Mars-Avril 1930 des *Nouvelles Internationales* de Brandler, sous la signature peu mystérieuse de Charles. Cet article concerne la situation du mouvement révolutionnaire en France.

« En 1927 surgit une nouvelle vague d'opposition trotskyste, qui se manifesta avant tout comme une protestation contre le sort qu'on fit à Trotsky et à ses compagnons d'idées. Même des communistes, tels que le Cercle Marx-Lénine de Souvarine, qui combattit dans les questions russes et internationales le point de vue de Trotsky, se dressèrent contre le système de l'I. C. et ses méthodes dans la lutte contre les trotskystes.

Il y eut de nouveau des exclusions massives. Mais cette opposition qui donna, par la suite, naissance aux différents groupes trotskystes d'aujourd'hui (avant tout au groupe Rosmer avec *La Vérité*), ne gagna aucune base dans les masses, car aux bêtises de l'I. C. elle opposa les dogmes étroits de Trotsky. Quelques groupes, tel celui de Treint, ont disparu. Le groupe Paz, qui ne recueillit pas les faveurs de Trotsky, fait bien paraître de temps en temps une feuille *Le Libérateur*. Il ressemble sur bien des points au Léninbund en Allemagne. Dans la question du conflit sino-russe la position du groupe, qui avait précédemment fidèlement suivi les thèses de Trotsky, fut, objectivement, contre-révolutionnaire. Rosmer, uni à l'ancien groupe de *La Lutte de Classes*, reçoit

des subsides matériels et spirituels de Constantinople comme le parti officiel en reçoit de Moscou. La phrase gauchiste y triomphe dans une nouvelle édition oppositionnelle trotskyste. Elle ne saurait donner aucun appui au mouvement oppositionnel.

« Le Groupe Souvarine, qui réunit une partie des marxistes les plus expérimentés et les mieux éduqués, et qui travaille avec mérite au renouvellement théorique du mouvement communiste en France, a tiré, comme nous l'avons dit, la conclusion incompréhensible, d'un auto-isolement nécessaire à longue échéance, et n'a, par suite, eu aucune influence de masse, ni aucune influence sur l'unification du mouvement oppositionnel communiste dans lequel il aurait son mot à dire. »

Suit un éloge détaillé du parti communiste alsacien, et du P. O. P. qui fait ce que le groupe Souvarine devrait logiquement faire... s'il existait.

En réalité l'opposition de gauche, réunie autour de *La Vérité*, prend aujourd'hui un développement qu'aucune tendance oppositionnelle n'a jamais pu atteindre. Et non seulement l'opposition de gauche en France, mais l'opposition de gauche dans de nombreux pays. Et c'est au moment où Brandler et son état-major multiplient les incantations magiques contre le trotskysme et essayent de conjurer le sort par des textes ridicules comme celui que nous venons de citer, que l'opposition de gauche parvient à l'étape nécessaire où elle peut s'unir internationalement, non sur la base d'un amalgame sans principe comme la droite brandlérienne, mais sur la base de l'internationalisme prolétarien véritable.

Comme nous en sommes à noter les progrès de la gauche en France, et les efforts de la droite pour en exorciser le mouvement révolutionnaire, donnons quelques éclaircissements sur les affirmations du brandlérien « Charles ».

Dans notre analyse de la situation en France, nous ne nous satisfaisions pas d'affirmations formelles sur telle ou telle personnalité ou groupe. La méthode qui consiste à s'en satisfaire, *La Vérité* l'a répudiée dès le premier jour de sa parution. Nous avons dit que l'appareil du parti communiste, momentanément orienté vers une tactique gauchiste bureaucratique commandée par l'Exécutif de Moscou contre la volonté de la majeure partie du Parti, cachait un vieux fonds social-démocrate et opportuniste. Ce double caractère imposait au Parti une sorte de gymnastique contorsionnée qui est la marque distinctive de ce qu'on appelle le « centrisme ». Il était clair pour nous qu'une droite devait se former au sein et à l'extérieur du Parti, et qu'elle n'attendait qu'une occasion favorable pour se manifester au grand jour. Déjà en 1928 l'absurde application de la tactique « classe contre classe » aux élections législatives aurait pu être le signe de son départ. Elle préféra patienter, et ce fut la journée du 1^{er} août, et les événements qui l'entourèrent qui mirent le feu aux poudres. Les remaniements bureaucratiques à *l'Humanité*,

et les évolutions compliquées et ténébreuses de la Banque Ouvrière et Paysanne, servirent de prétexte immédiat. Enfin, la levée dans la C. G. T. U., lors du Congrès de Septembre 1929, d'une nouvelle minorité qui répudiait la tactique gauchiste et sectaire du Parti, vint appuyer rapidement la droite. Ainsi la porte fut toute grande ouverte sur la « démocratie » et la constitution d'une organisation nouvelle devint inévitable.

Dès le début de ce mouvement *La Vérité* a signalé le danger et engagé résolument la bataille à la fois contre cette droite, *servante passive de la bureaucratie de l'I. C. jusqu'au début de 1930*, et contre la bureaucratie du Parti. Telle fut la position de la gauche, et cette gauche ne fut représentée que par *La Vérité*, parce qu'elle seule avait une perspective nette sur le développement de la crise. Il est évident que pour un brandlérien, le pire des crimes est de résister au courant de droite, à la vague de liquidation qui emporte l'Internationale Communiste, et même de prendre l'offensive contre les hommes qui sont responsables de cet état de choses. Et c'est justement cela que *La Vérité a fait*. Or huit mois d'activité ont donné à *La Vérité* et à la gauche une base d'action tout à fait sérieuse. *La Vérité* est le premier journal hebdomadaire que l'opposition ait su faire paraître, avec *La Lutte de Classes*, revue politique mensuelle. La gauche a même été obligée, par son extension croissante, de s'organiser sérieusement comme fraction en Ligue Communiste (Opposition). Elle possède des groupes et des ramifications importantes, dans la région parisienne et en province. Or pendant ces mêmes huit mois d'activité la droite a accompli un chemin qui l'a placé désormais complètement en dehors du champ du communisme, que Brandler le veuille ou non. Le Parti Ouvrier-Paysan, véritable marécage démocratique tout à fait dans la tradition française la plus détestable, est le miroir déformant où la droite internationale peut se regarder, mais non sans honte. Lovestone et Brandler considèrent nécessaire de s'afficher comme fraction de l'I. C., mais le miroir Popiste leur répond par une image où l'on voit se constituer un amalgame démocratique qui peut faire un bloc avec la social-démocratie, mais non avec le communisme. Dunois, l'un des fondateurs du P. O. P., a maintenant adhéré au Parti Socialiste, et ce n'est pas un secret que beaucoup d'autres membres éminents du P. O. P. s'apprennent à le suivre courageusement. Dunois est un franc droitier, Sellier aussi. Voilà ce dont ne nous parle pas le correspondant parisien de Brandler. Or Brandler est quand même obligé de s'appuyer sur cette droite « honnête », parce qu'il ne peut s'appuyer sur quelques éléments d'une droite « honteuse », que par pudeur il aurait peut-être préféré. Cette droite honteuse est représenté pour Brandler par le groupe Souvarine. De tout ce qui est dit au sujet du « groupe Sou-

varine » dans l'article cité, une seule chose est vraie, c'est que le groupe a tiré « les conclusions incompréhensibles d'un auto-isolément nécessaire à longue échéance, et n'a par suite, eu aucune influence de masse, ni aucune influence sur l'unification du mouvement oppositionnel communiste dans lequel il aurait son mot à dire ». Il faut cependant ajouter que cette conclusion est parfaitement compréhensible pour quiconque a suivi les opinions changeantes de Souvarine jusqu'à sa rupture avec Trotsky (Juillet 1929). Evidemment, lorsque l'on écrit que le Cercle Marx-Lénine a « combattu dans les questions russes et internationales le point de vue de Trotsky », et que le même Cercle « groupe une partie(!) des marxistes les plus expérimentés et les mieux éduqués, et a travaillé avec mérite (?!) au renouvellement théorique du mouvement communiste en France (!!!) », c'est-à-dire lorsqu'on brode un roman fantaisiste, peut-être très intéressant à feuilleter à Berlin, mais en tout cas très risible à lire à Paris, on ne peut pas comprendre pourquoi Souvarine a abouti aujourd'hui à une sorte de point mort, à un équilibre dont la rupture semble devoir se faire inévitablement à droite, dans la mesure où elle n'est pas encore effectuée.

Ainsi, on peut mieux juger de la valeur des autres affirmations de l'article sur l'opposition de gauche où « la phrase gauchiste triomphe dans une nouvelle édition oppositionnelle trotskyste » et « qui ne saurait donner aucun appui au mouvement oppositionnel ».

Puisque pour Brandler le « mouvement oppositionnel » en France est représenté essentiellement par le P. O. P., il est clair que nous ne pouvons lui apporter aucun appui, et même que nous contribuerons à le démasquer de toute notre force. Seulement ce qu'il faut ajouter, c'est que le P. O. P. et tous les droitiers plus ou moins honteux ne participent nullement d'un véritable mouvement oppositionnel, et qu'ils sont aujourd'hui sur la voie qui conduit tout droit aux genuflexions devant la social-démocratie.

Pour eux l'I. C. est morte et le mouvement révolutionnaire inexistant. Il faut attendre « démocratiquement » des temps meilleurs. Au contraire la gauche du mouvement révolutionnaire constitue la seule vraie opposition communiste. Aussi bien d'après son programme national qu'international, elle seule peut grouper les communistes qui, devant les crimes de la bureaucratie officielle et la carence totale de nos droitiers « démocrates » sauront se grouper, s'éduquer, et lutter selon les principes marxistes aujourd'hui défigurés dans notre Internationale.

Telle est la situation. Un travail opiniâtre, constant, sans défaillances, et justement orienté, peut faire rapidement de la gauche un élément décisif dans la crise du communisme en France. Cela ne veut nullement dire que la route soit facile. Au contraire. Elle est

très difficile à suivre. Mais le passé doit être dans une certaine mesure garant pour l'avenir. L'opposition communiste de gauche n'est pas une invention, elle existe et son rôle est de plus en plus nécessaire. Des erreurs nombreuses, et des insuffisances plus marquantes encore, ont longtemps retardé sa naissance. Maintenant elle vit et se développe, et enfin elle a trouvé le contact étroit avec les groupes d'opposition de gauche des autres pays.

Nous le disons hautement malgré les criailleries des Brandlers et des Souvarines : l'opposition de gauche a devant elle le champ ouvert où se recréera le mouvement communiste.

IV

Nous n'avons souligné dans cet article que quelques aspects du problème soulevé par le développement de l'opposition communiste, à propos de sa première réunion internationale. Nous avons surtout dû laisser de côté la situation en Allemagne, aux Etats-Unis, etc... Nous en reparlerons dans le *Bulletin International*.

Le second ministère Tardieu

Après l'intermède de l'éphémère ministère Chautemps, Tardieu a repris en main les affaires de la bourgeoisie française, en mettant pas mal d'eau dans son vin. La direction du Parti Communiste n'a rien compris à cette différence entre les deux ministères Tardieu. Son explication générale est que nous sommes dans la « troisième période », celle du social-fascisme, voire du fascisme intégral (même ce brave droitier de Pâquiaux est devenu d'après l'*Humanité* du 13 avril, un « fasciste »!), tout cela parce que la menace prolétarienne contre l'Etat se fait si violente que la bourgeoisie n'a plus d'autres ressources que de mettre en avant, pêle-mêle, les derniers carrés de sa garde, socialistes et « aspirants fascistes » du genre de Tardieu. Cette explication ridicule ne convainc d'ailleurs personne, même pas ceux qui la rédigent.

Il y a quelque chose de malheureusement plus réel que les phrases de l'*Humanité* : c'est que justement à cause de la faiblesse de l'organisation du prolétariat révolutionnaire (C.G.T.U. et Parti) et aussi à cause d'une conjoncture économique relativement favorable, la bourgeoisie peut appliquer dans une tranquillité relative son programme général de développement imposé par la concurrence mondiale : rationalisation, baisse des prix de revient, aménagement de l'épargne, etc.. D'où le jeu des partis au Parlement, qui se bat-

tent pour le pouvoir, sur un programme général qui est approximativement le même et dont chaque tendance emprunte à l'autre une partie.

Dans son premier ministère, Tardieu se présentait comme un homme de la réaction pure, il s'essayait dans les rôles de condottiere de la république bourgeoise. Dans le second, pour regagner le pouvoir, il a été obligé d'admettre certains des points de vue de ceux qui lui avaient momentanément succédé. Le second ministère Tardieu ressemble au premier comme un frère, mais comme un frère qui aurait connu des malheurs. L'équipe tient toujours le pouvoir de la partie la plus active et la plus militante de la bourgeoisie industrielle et financière. Mais il a suffi d'une crise pour qu'apparaissent nettement sur le visage de cette équipe les stigmates de l'usure parlementaire.

Malgré un passé politique déjà chargé et quoique n'étant plus de la première jeunesse, Tardieu figurait au pouvoir l'homme neuf, représentant menaçant, conscient et direct du patronat dans ses besoins nouveaux. Très brillant universitaire, il s'était avéré un affairiste aventurier. Il s'était frotté à l'Amérique et le cynique journaliste d'affaires était le premier politique français qui avait plaqué sur sa culture paresseuse un vernis de modernisme industriel. Son ambition dépourvue de scrupules avait acquis auprès du jacobin exacerbé, Clémenceau, le sens du pouvoir policier et le mépris des fictions parlementaires. Après la guerre, il retrempa son personnage en demeurant à l'écart des ministères de conservation autoritaire et juridique de Poincaré. Tous ces éléments lui prêtaient une jeunesse qu'il étayait d'une publicité savante, brutale et bruyante. Il prenait le pouvoir comme une force neuve, ayant échappé à la déformation des partis et du parlement, capable d'entraîner le pays, pour les intérêts à venir du capital, dans la voie de la prospérité, c'est-à-dire de la rationalisation et de la répression.

Dans son nouveau ministère, Tardieu a accepté la plupart des thèmes de combat de l'impuissante fraction de gauche. Il est allé au devant d'une concentration parlementaire qui lui était refusée. Il a orienté nettement sa marche vers la conciliation parlementaire (adoption du programme de la commission des finances sur lequel il avait été renversé) il a préparé la continuité de son destin politique dans les voies du travail et des combinaisons de la Chambre. Il a tempéré l'ancienne arrogance autoritaire avec laquelle il prétendait dominer la présentation parlementaire pour servir les intérêts de la nation, c'est-à-dire des patrons. Ce soudain désintéressement politique rapprocha le personnage de la routine ministérielle. Malgré ses velléités de domination, les mœurs dissolvantes de la politique parlementaire l'atteignent. Aux antipodes du chef indemne, dominant le jeu parlementaire, que la bourgeoisie de combat voyait en lui, figure un

vieux routier, qui n'a pour continuité politique qu'une ingénieuse souplesse à mener les combinaisons du pouvoir : Aristide Briand est son voisin au ministère. L'atmosphère du parlement et la complicité collective de ses ambitions domestiquent les tempéraments. Le cynisme de Tardieu le conduit au scepticisme. Son goût de la jouissance l'incline au moindre effort. Sa facilité limite son activité.

Tel qu'il est, l'homme reste un ennemi particulièrement dangereux pour la classe ouvrière. Il fait désormais partie du haut personnel politique et son antidémocratism foncier, son usage constant et illimité de la police et de la répression, ses tares morales qui en font un chef sans contrôle, sa liaison étroite avec les forces neuves du capitalisme marquent particulièrement sa personnalité. Mais ses possibilités apparaissent déjà limitées : la force neuve, dégagée des combinaisons parlementaires, l'intransigeance disponible pour la bourgeoisie n'ont pas survécu à quelques mois de vie politique de l'aspirant fasciste. Tardieu a déjà jeté la plupart de ses feux. Il s'enfonce dans le marais de la politique parlementaire : son énergie, son audace le désignaient comme un chef de combat. Mais son prestige s'est terni. Déjà la bourgeoisie perçoit plus clairement que cette équipe ministérielle est d'intelligence faible et de morale trouble. L'autorité classique de Poincaré s'avère d'un autre niveau. « Tardieu, écrit-on dans *Candide*, en est à son second ministère au point où en arrivent de vieux politiciens ».

Cette façon de comprendre l'évolution du ministère Tardieu est très instructive. Elle montre justement que ce n'est ni le fascisme, ni le social-fascisme qui dirige actuellement le pays, mais la bourgeoisie avec toutes ses ressources traditionnelles, et non encore par les moyens exceptionnels.

Dans de telles conditions la lutte revendicative de la classe ouvrière sur le plan révolutionnaire devrait être à l'ordre du jour d'un parti que ne prendrait pas son délire pour une réalité. Car, même sans moyens exceptionnels la bourgeoisie continue une offensive qui n'a pas discontinué depuis 1921, et à laquelle le prolétariat doit répondre de toutes ses forces.

Lettre ouverte aux membres du Parti Communiste Russe (Bolchevik)

LA SITUATION DANS LE PARTI ET LES PROBLEMES DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

Chers camarades!

Le présent envoi est dicté par le sentiment d'une extraordinaire inquiétude concernant l'avenir de l'Union Soviétique et des destinées de la dictature prolétarienne. La politique de la direction actuelle, c'est-à-dire du groupe intime de Staline, mène à toute vitesse le pays vers les crises les plus dangereuses et les pires catastrophes.

Tout ce qui durant des années avait servi à combattre l'opposition sous prétexte qu'elle ne voulait pas l'admettre — la question de la « soudure », une politique juste à l'égard du paysan — est subitement oublié, ou plutôt transformé en son contraire. Les principes les plus élémentaires du marxisme sont foulés aux pieds. Cela fut particulièrement marquant dans la question de la collectivisation. Sous l'effet direct de mesures purement administratives, en 1928 et 1929, dans la lutte pour le pain, la collectivisation a atteint des proportions que personne n'avait jamais prévues et qui ne trouvent aucune justification dans l'état réel des moyens de production. D'où découle inmanquablement la perspective de voir se désagréger la plupart des kolkhoz, s'instituer de profondes dissensions internes et mettre en péril pour longtemps les forces productrices de l'économie rurale pour le moment déjà tellement diminuées.

Mais même une minorité viable de kolkhoz, tout en constituant un incontestable progrès, n'équivaut pas encore au « socialisme ». Avec leurs moyens actuels de production et les conditions d'économie marchande qui les accompagnent, les kolkhoz verront inmanquablement sortir de leurs rangs une nouvelle couche de paysans-exploiteurs. La destruction de la classe des koulaks en dehors des kolkhoz est non seulement impuissante à régénérer la trame économique de la classe paysanne mais ne peut non plus empêcher la naissance du koulak à l'intérieur des kolkhoz. Cette vérité se vérifiera avant tout au sein des artels qui auront atteint les meil-

leurs succès économiques. En proclamant que les kolkhoz se trouvent être des entreprises socialistes, la direction actuelle fournit par le fait même un excellent camouflage aux koulaks à l'intérieur des kolkhoz. Il va de soi qu'elle ne le fait pas d'une façon préconçue, mais le malheur est que toute sa politique fut toujours telle : elle ne pense à rien, ne prévoit rien, se traînant à la suite des événements et se jetant d'un extrême dans un autre.

Pour épauler tant soit peu techniquement la collectivisation « généralisée », on se voit forcé maintenant d'augmenter brusquement le programme de production de l'outillage agricole. Or cette production dépend, elle-même, de toute une série d'autres branches industrielles. Le plan de production avait déjà atteint sans cela un degré très élevé de tension. En admettant même que le nouveau programme de production d'outillage agricole puisse être réalisé — ce qui est rien moins que certain — le rythme actuel de collectivisation se trouvera encore surpasser de beaucoup les possibilités matérielles.

Il ne faut jamais perdre de vue que la collectivisation est née non d'une large preuve qu'on aurait faite des supériorités de l'économie collective sur l'économie individuelle, mais exclusivement de mesures administratives dans la lutte pour le pain. Ces mesures avaient à leur tour été nécessitées par la politique économique défectueuse des années 1923-28, principalement à cause d'une industrie retardataire et d'une fausse politique à l'égard du paysan pauvre et à l'égard du koulak. Il va de soi que les difficultés fondamentales de l'édification socialiste sont hors du pouvoir de la direction. Elles résident dans l'impossibilité d'établir la société socialiste dans un pays unique, et qui, de plus, se trouve être un pays particulièrement arriéré. Mais c'est précisément pourquoi on doit exiger de la direction une claire compréhension de tous les facteurs d'évolution, et de savoir déterminer à temps ce qui est du domaine du possible et de l'impossible. Dans ces limites la réalisation de succès certains sur la voie de l'édification socialiste est une chose parfaitement possible, particulièrement le maintien de la dictature du prolétariat jusqu'à l'heure de la victoire révolutionnaire dans les pays avancés. Par malheur la direction centriste montre une incapacité fatale tant à évaluer d'une façon exacte les ressources intérieures de la dictature qu'à saisir leur interdépendance à l'égard des forces agissantes de la conjoncture mondiale.

Le premier projet quinquennal élaboré en 1925 prévoyait un accroissement de l'industrie de 9 à 10 0/0 par an. Sous la pression des critiques de l'opposition basées sur l'expérience vivante des faits, le plan quinquennal fut complètement remanié et le coefficient d'accroissement fut élevé à 20 0/0. Mais dès ce moment la direc-

tion, s'étant effrayée de son propre esprit d'indécision, ne connaîtra plus aucune retenue. Avant que ne fussent vérifiés par l'expérience les rythmes préétablis, avant que ne fussent garantis les premiers succès, avant que ne fût améliorée la situation des ouvriers, la direction Stalinienne lance le nouveau mot d'ordre : « le plan quinquennal en quatre ans! ».

En même temps le programme de production de l'outillage agricole adopte un rythme bien plus accéléré encore. Quant à la collectivisation des petits foyers paysans qui par soi-même constituait la tâche la plus périlleuse et la plus lente — on la vit laisser loin derrière elle tous les autres problèmes économiques. Comme cela s'est souvent présenté dans l'histoire, le *queuisme* (être à la remorque des événements) fit directement place à son contraire — l'*aventurisme*. Mais jamais encore cette métamorphose n'avait atteint une telle échelle. Et surtout jamais encore l'enjeu historique n'en avait été aussi important, à savoir : le sort même de la révolution d'Octobre.

L'économique ne se viole pas. La course accélérée des rythmes dépassant les possibilités existantes conduit bientôt à escompter des ressources imaginaires là où il ne s'en trouve pas de réelles. Cela porte le nom d'inflation de papier-monnaie. Tous les symptômes en sont déjà là et ce sont du même coup les symptômes d'une crise économique menaçante. Avant qu'elle n'aboutisse à sa forme explosive elle pèse déjà lourdement sur l'existence quotidienne des masses causant la hausse des prix ou en empêchant la baisse.

Le problème de répartition des revenus de la collectivité entre les besoins quotidiens immédiats et les besoins d'approvisionnement, c'est-à-dire d'une production élargie, constitue le problème de base de l'édification socialiste, problème intimement lié à celui des rapports mutuels entre la classe ouvrière et la classe paysanne ainsi qu'entre les différentes couches au sein même de la classe paysanne. Ces problèmes ne peuvent recevoir une solution a priori c'est-à-dire par simple voie administrative. Il y va de la vie quotidienne des masses et ces masses doivent donc pouvoir apporter elles-mêmes des « correctifs » aux programmes économiques a priori. C'est le lieu où les questions économiques sont indissolublement soudées à celles du régime au sein du parti, aux syndicats et aux soviets.

Comme on l'a déjà dit, les causes fondamentales des contradictions existantes sont inhérentes à l'état d'isolement de l'Union Soviétique.

Mais au lieu de les atténuer, la politique de la direction actuelle ne fait que les aggraver. Un vice initial est à la base même de tout le plan économique. Ce plan eut dû avoir pour but de consolider la dictature du prolétariat et son union avec la classe

paysanne à l'aide de rythmes économiques adéquats et intérieurement bien liés entre eux, basés sur l'évaluation des nécessités vitales des masses dans la période actuelle qui est une période de préparation et de transition, et cela jusqu'à la prochaine étape sur la voie de la révolution mondiale. Au lieu de cela le plan s'est proposé un but irréalisable, utopique et économiquement réactionnaire, à savoir : profiter de notre situation arriérée et de notre état de misère pour édifier « dans le plus délai » un Etat socialiste isolé, indépendant. Précédemment, on avait du moins estimé que ce problème n'était réalisable qu'à un rythme de « pas de tortue » (Boukharine). Désormais la direction fuyant les inconvénients des attermoissements retardataires se rue tête baissée au rythme d'un « galop fou » (le même Boukharine, remis à neuf).

Sous prétexte de rythmes aventuristes dont la cadence varie en cours même d'exécution, et qu'on n'a même pas pris soin de faire accorder entre eux, ni d'expérimenter, les forces ouvrières subissent la pression la plus violente au moment même où le niveau d'existence des classes laborieuses subit manifestement une dépression. Les sautes brusques de l'industrialisation diminuent la qualité des produits, ce qui à son tour se répercute aux dépens du consommateur et met en péril la production du lendemain.

Voilà comment tant sur le plan de l'industrie que sur celui de l'économie rurale ou celui des finances, la direction actuelle mène le pays à des crises pénibles et des catastrophes politiques.



Au moment même où ces lignes sont écrites nous arrivent les premières signes de la retraite qui vient d'être déclanchée. D'abord un article de Staline, puis une nouvelle circulaire du Comité central. Pris dans les tenailles des nouvelles contradictions dont il porte la responsabilité directe, Staline, généreux de paroles, met en garde contre « l'évirement des succès », sa sagesse se réduisant à remarquer qu'il ne faut pas généraliser ce qui n'est propre qu'à « la volaille de basse-cour ». Le malheur est bien là ! Comme si le caractère utopico-réactionnaire de la « collectivisation généralisée » ne tenait qu'au fait d'une collectivisation prématurée de poules domestiques et non point au fait d'avoir voulu forcer la création de grandes exploitations tout en manquant des bases techniques qui, seules, eussent pu assurer la prédominance de ces grandes exploitations sur les petites.

La circulaire du Comité Central va déjà beaucoup plus loin que l'article de Staline. Dans la retraite, tout comme dans l'offensive, la direction centriste se traîne inmanquablement à la queue

des processus organiques et de leur répercussion dans l'appareil. Après que la « collectivisation » eut englobé — en quelques mois de temps seulement! — plus de la moitié de la classe paysanne, les dirigeants se sont tout à coup aperçu qu'on a « enfreint la recommandation connue (!) de Lénine » concernant l'indispensable caractère de libre disposition qui doit présider à toute socialisation. La circulaire profite en même temps de l'occasion qui se présente pour accuser les « exécuteurs » d'avoir également enfreint « le code de l'artel d'économie rurale » édité par la C.C.E. Or ce code n'a paru que tout dernièrement c'est-à-dire après que la collectivisation avait déjà englobé plus de 50 0/0 des foyers paysans. Et d'ailleurs ce code — chose bien plus importante — est plein de contradictions et de lacunes car il ignore consciemment toute différenciation au sein des paysans collectivisés, présentant les choses comme si en dehors des koulaks nommément exclus, le restant de la classe paysanne constituait une masse homogène. Toute la politique de collectivisation se réduit à la politique de l'autruche. La circulaire du 15 mars dernier charge les malheureux « exécutants » de tous les péchés mortels jusqu'à les traiter (au nom du C.C.!) de « dangereux zélateurs », comme de coutume reportant ainsi « cruellement et déloyalement » la faute de la direction sur les agents inférieurs qui avaient pris au sérieux le mot d'ordre de liquidation des classes « dans le plus bref délai ». Après l'impuissante et grossière circulaire du 15 mars les malchanceux « exécuteurs » et, à leur suite, le parti tout entier se trouvent définitivement acculés dans une impasse. Et après? Plus de la moitié de l'immense océan paysan est déjà socialisé. Quel est dans ce résultat la part qui revient aux « dangereux zélateurs »? 5 0/0? ou bien 40 0/0? En d'autres termes, le caractère de la collectivisation accomplie envisagé dans son ensemble repose-t-il sur une base économique ou purement administrative? La circulaire ne répond pas à cette question fondamentale. Or la réponse est non seulement évidente mais impitoyable pour « la ligne générale » de la direction.

Mais la reculade ne s'arrêtera pas à ces premières manifestations pas plus dans le domaine de la politique économique que par rapport à la vie intérieure du parti. L'aveuglement de la direction a transpiré cette fois au dehors d'une façon par trop marquante. Ce sera au parti à payer les pots cassés. La dékoulakisation, la collectivisation en masse, la transformation administrative des artels en communes — tous ces processus hier encore encouragés sans nulle retenue se font freiner aujourd'hui en pleine marche. Certes une manœuvre diplomatique et administrative peut parfois revêtir un caractère de brutalité; mais de brusques tournants se répercutant dans les fondements vitaux de 25 millions de foyers paysans et les

rejetant de gauche à droite durant une année entière, ne peuvent passer impunément pour le parti. Le centrisme à courte vue et l'aventurisme bureaucratique sortiront de cette expérience irrémédiablement compromis.

**
*

Une juste politique en U.R.S.S. n'est concevable qu'en harmonie avec une politique internationale de l'avant-garde prolétarienne. Or la direction de l'Internationale Communiste est descendue à un niveau encore plus bas que la direction du Parti Communiste Russe.

Depuis 1923 l'Internationale Communiste ne se dépêtre pas de ses tragiques errements qui sapent son organisation et affaiblissent son influence sur la classe ouvrière. Se traînant à la queue des événements et venant chaque fois buter contre leurs répercussions, la direction de l'I.C. durant ces sept dernières années a constamment eu une politique opportuniste durant les phases de flux révolutionnaire et une politique de putchisme durant les phases de reflux. Ces toutes dernières années, après que la révolution chinoise eut été perdue grâce à la direction de Staline-Boukharine, après que les saboteurs du trade-unionisme anglais eurent réussi, avec l'aide de l'aveugle bureaucratie de Moscou, à étouffer le soulèvement des masses révolutionnaires, la direction de l'I.C. proclama l'avènement de « la troisième période » en tant que période de luttes révolutionnaires directes. Depuis lors, c'est-à-dire, durant deux ans, on fausse systématiquement l'aspect de l'évolution mondiale en le déformant dans le sens voulu par « la troisième période ». La politique révolutionnaire reposant sur l'état réel de la lutte des classes fait place à une politique de feu d'artifice.

Or il arrive que les années d'errements de l'I.C. furent les années de renforcement de la social-démocratie. Une nouvelle génération ouvrière vient prendre rang; une génération qui n'a pas vécu la trahison de la social-démocratie durant la guerre, mais qui a, par contre, connu les indécisions des partis communistes durant ces 6 ou 7 dernières années. Espérant attirer toutes les masses en faisant d'une pierre deux coups, le VI^e Congrès s'est annexé la théorie du « social-fascisme ». Comme si l'on pouvait vaincre la puissance de l'ennemi au moyen de formules magiques!

En voulant confondre le serviteur démocratique du capitalisme avec son garde de corps fasciste, l'I.C. a rendu à la social-démocratie un signalé service. Dans les pays où le fascisme présente une réelle force, tels que l'Italie, puis l'Autriche et l'Allemagne, la social-démocratie n'a pas eu beaucoup de peine à montrer aux

masses non seulement la différence mais l'antagonisme qu'il y a entre elle et le fascisme. Du même coup cela la dispense de démontrer qu'elle n'est pas la servante démocratique du capitalisme. Toute la lutte politique se transpose ainsi dans un plan artificiel, et cela pour le plus grand profit de la social-démocratie.

Ayant élevé ainsi un mur entre elle et les masses social-démocrates, la bureaucratie communiste a cessé en fait toute lutte contre la social-démocratie, réduisant sa tâche à de tumultueuses mobilisations de cette minorité ouvrière sur laquelle s'étend l'influence communiste. C'est à cela que servent les « journées rouges ».

Le travail au sein des syndicats revêt le même caractère. Se référant à la nécessité indubitable d'utiliser les conflits économiques en vue de révolutionner les masses et de préparer la grève générale et le soulèvement, la bureaucratie communiste, sous le fouet de la théorie de « la troisième période », applique une tactique aventuriste qui ne peut mener qu'à des défaites. L'étude des conditions concrètes de la lutte par les grèves fait place à des citations prises parmi les dernières directives... de Manouïlski ou Molotov. L'utilisation politique (la « politisation »?) des grèves se réduit le plus souvent à substituer derrière le dos des masses désorientées des semblants de mots d'ordre aux mots d'ordre réels. Pour la bureaucratie du parti, au-dessus de tous les problèmes il y a, avant tout, le problème qui consiste à demeurer au pouvoir. Plus ses erreurs sont grossières, plus elle a de hâte à transposer ses méthodes de combat de l'intérieur du parti dans le domaine du mouvement syndical, tout en consolidant pour un certain temps ses positions dans l'appareil en compensation de celles qu'elle a perdues dans les masses.

La presse officielle et, principalement, la *Pravda* de Moscou, induit ses lecteurs en erreur concernant la situation véritable au sein de l'I.C. Cependant les faits sont là. A l'heure présente, où la crise commerciale et industrielle crée à nouveau une grande instabilité des rapports capitalistes socialement et internationalement, nous voyons que les partis communistes sont affaiblis, intérieurement désorganisés, sans confiance en la direction et sans la foi des masses à l'égard des mots d'ordre de l'I.C.

Le plus grave est que sous couvert d'« auto-critique » il s'est institué, tant au sein de l'I.C. que du P.C. Russe, un régime funeste de servile adulation devant tous les zig-zag de « la ligne générale » confectionnée par un groupe de fonctionnaires irresponsables.

L'aile droite du communisme que dirigent des éléments ouvertement opportunistes (Brandler, Louis Sellier, Lovestone, Jilek, Roy, etc.) qui, hier encore, se joignaient à Staline dans son acharnement contre les gauches, arrive à enrôler de nombreux ouvriers

révolutionnaires égarés par le néfaste aventurisme de la politique officielle. Mais le nombre d'ouvriers-communistes qui tombent finalement dans l'indifférence la plus complète est plus grande encore.

La rupture entre les épigones de la direction et la tradition léniniste se présente sous une forme d'organisation bien définie : tous les cadres qui avaient participé à l'édification de l'I.C. et présidé à sa direction durant la période des quatre premiers congrès sont, non seulement rejetés hors de la direction, mais dans leur majorité écrasante exclus des rangs du communisme officiel. Ce fait seul suffit à dénoncer tout l'abîme qui s'est creusé entre aujourd'hui et le passé révolutionnaire. La nouvelle « théorie », la nouvelle politique et le nouveau régime ont nécessité des hommes nouveaux. Il faut ouvertement le dire aux ouvriers : à l'heure du danger, au moment du combat décisif, l'inconsistance révolutionnaire de l'appareil de l'I.C. éclatera aux yeux de tous. Il ne s'est jamais vu que des subalternes irresponsables, toujours prêts à s'accommoder de chaque nouvelle direction fussent capables de donner l'assaut aux classes dirigeants.

L'aile gauche (bolchevik-léniniste), dont l'esprit de critique clairvoyant et les mots d'ordre se sont vu entièrement confirmés tant au point de vue du développement intérieur de l'U.R.S.S. que de la situation sur l'arène internationale, subit l'offensive la plus vile. Néanmoins, et en dépit de tous les mensonges de la presse officielle, l'opposition de gauche croît en nombre et s'affermir idéologiquement dans le monde entier.

Les progrès ont été grands surtout cette dernière année. La presse de l'opposition de gauche en Europe, en Amérique et en Asie constitue à l'heure actuelle l'unique presse bolchevik-marxiste sérieuse, analysant les événements, tirant les conclusions, procédant à la formation de nouveaux cadres et préparant la régénérescence de l'Internationale Communiste.

Dans tous les pays l'opposition de gauche a rejeté hors de ses rangs tous ceux qui, sous couvert de son drapeau, tentaient de dissimuler leur esprit d'opportunisme, leur dilettantisme petit-bourgeois ou leur hostilité mi-anarchiste à l'égard du pays de la dictature prolétarienne.

Malgré toutes les calomnies de la presse officielle, l'opposition internationale de gauche demeure inébranlablement fidèle à la révolution d'Octobre et à l'Etat soviétique.

Les faux amis que la bureaucratie soviétique tire à soi au moyen de concessions ou d'aumônes — tous ces Purcell, Fimmen, et Barbusse de tous pays — sont tout juste bons pour des « fêtes » d'anniversaires, mais non pour la lutte révolutionnaire. L'opposition

est une sélection idéologique que les poursuites et l'acharnement auxquels elle a été exposée ont aguerrie. Aux heures graves on la retrouvera aux premières lignes.

**
*

Les mencheviks russes, les socialistes-révolutionnaires et autres groupements réduits à rien en même temps que la bourgeoisie, flairent anxieusement la crise, espérant ressusciter du néant. La canaille « démocratique » des classes exploitantes s'imagine trouver sa renaissance dans la chute du pouvoir soviétique qu'elle attend avec impatience. En fait, la chute de la dictature du prolétariat signifierait l'ouverture d'une longue période de guerres civiles durant plusieurs années avec des essais sporadiques de dictature bonapartiste impuissante dans différents coins du pays, à la manière chinoise ou de Denikine, avec, comme conséquence inéluctable, l'arrêt du développement économique et culturel pour de nombreuses années. L'issue de tout ce chaos ne pourrait être dans le sens d'une démocratie — cette forme politique étant des moins probables en Russie étant donné la structure et le passé historique du pays — mais bien plutôt sous forme d'asservissement colonial ou alors d'une nouvelle révolution d'Octobre.

La social-démocratie internationale ne veut et ne peut pas se rendre compte de l'envergure économique et culturelle qu'a eu la révolution d'Octobre dont la force créatrice dans tous les domaines est sans égale dans aucun des régimes historiquement connus. Tous les dangers de l'heure présente qui ont leur source dans la grande trahison de la social-démocratie, qui cède délibérément devant le capitalisme, toutes les erreurs de la direction Stalinienne, ne peuvent un seul instant obscurcir le fait que grâce au caractère prolétarien de l'État on a pu atteindre un rythme de développement économique que le capitalisme n'a jamais connu. La possibilité elle-même d'expériences sous forme de plans et de collectivisation avec toutes ses contradictions et erreurs constitue une acquisition gigantesque pour l'humanité toute entière. Peut-on un seul instant leur comparer des « erreurs » telles que la participation patriotique de la social-démocratie à la tuerie impérialiste ou le dégoûtant grouillement actuel de Muller et de Mac Donald qui sautent à croupetons à la recherche d'une recette de rajeunissement du capitalisme ?

Les conquêtes de la révolution d'Octobre démontrent à quelles possibilités incalculables pourrait atteindre l'Europe et l'humanité entière si la social-démocratie d'Allemagne, d'Angleterre et d'autres pays où elle peut formellement devenir majorité (pour peu qu'elle le « veuille », c'est-à-dire, pour peu qu'elle formule un programme

prolétarien) venait à inscrire à l'ordre du jour une reconstruction socialiste des rapports avec l'Union Soviétique sur la base d'une indissoluble collaboration.

Mais il n'en est pas question, car la social-démocratie constitue la base « démocratique » du conservatisme capitaliste et se trouve être l'avant dernière ressource d'une société basée sur l'exploitation. La dernière ressource sera le fascisme.

La « critique » social-démocrate du régime soviétique est comme le cri du veilleur de nuit : elle est destinée à maintenir la tranquillité des possédants et à leur garantir un sommeil paisible. Pour lutter contre la dictature du prolétariat la social-démocratie utilise les difficultés qu'elle a elle-même créées à l'Union Soviétique augmentées de celles qu'a causées la direction. Si par rapport au monde capitaliste la social-démocratie joue un rôle de *protection*, à l'égard de l'U.R.S.S. son but comporte un caractère de *restauration*. La lutte pour la « démocratie » et « les libertés » dans le cercle même de l'impérialisme mondial dont la social-démocratie s'est faite un des gardiens, signifie, en fait, la lutte pour le rétablissement du capitalisme. Seule cette question a de l'importance. Elle indique qu'à mesure que la crise deviendra plus grave, plus implacable deviendra notre lutte contre tous les agents démocratiques de la restauration quels qu'ils soient. En même temps, plus on va plus on voit clairement que le communisme ne pourra lutter victorieusement contre la social-démocratie que sur la voie tracée par l'opposition.

**

Le parti est l'arme politique suprême. C'est dans le parti que se résument les possibilités de révolution et son avenir. Mais c'est de cette même source que viennent aujourd'hui les dangers. L'aventurisme de la bureaucratie ne s'arrête pas au sort du parti. Parallèlement à la collectivisation généralisée s'opère l'inscription généralisée des usines et métiers dans le parti. Cela ne signifie rien moins que la dissolution du parti dans la classe, c'est-à-dire, en fait, la suppression du parti. De cette façon l'appareil bureaucratique acquière un pouvoir d'oppression encore accru.

Ses errements ne rencontrent la résistance d'aucune critique, ni correctifs, ni réactions, tant que la vie ne se charge elle-même d'y répondre violemment. Le premier avertissement de ce genre vient de se produire. Tout fait croire que le suivant sera beaucoup plus impérieux que tous les précédents.

Le pays, bien que d'une façon peu précise, s'en rend compte très profondément. Naturellement, chaque classe à sa manière. Une sourde inquiétude règne dans le parti. Mais l'ordre qui règne

dans le parti est tel, que personne n'oserait exprimer sa crainte à haute voix, ni même poser une question. Le régime d'« auto-critique » dans son nouveau stade consiste en l'obligation pour tous et chacun de souscrire non seulement à l'exactitude mais à la « généralité » de la direction et de traquer ceux que la direction ordonne de traquer.

Il est désormais évident que la « victoire » de la bureaucratie stalinienne sur l'opposition fut en même temps une victoire sur le parti. Ce procès coïncide avec l'étiollement de toute une couche de révolutionnaires, avec la croissance de la bureaucratie et de la petite bourgeoisie en U.R.S.S., avec le renforcement de la réaction capitaliste et de la social-démocratie dans le monde entier, avec la défaite des mouvements révolutionnaires, avec l'affaiblissement des positions du communisme et le renforcement en son sein des tendances opportunistes.

La crise de l'approvisionnement en blé en 1927-28 l'ayant conduit dans une impasse, l'appareil stalinien a brusquement inversé ses positions et est entré en lutte contre une partie des forces petites-bourgeoises avec l'aide desquelles il s'était acharné sur l'aile gauche. L'opposition sans la moindre hésitation a souscrit à cette volte-face et s'est déclarée prête à soutenir pleinement la direction dans chacune de ses initiatives orientées dans le sens d'une politique révolutionnaire et d'un assainissement du régime au sein du parti.

Mais il est désormais incontestable que le coup de barre à gauche en 1928 constituant un zig-zag particulièrement brutal, n'a cependant pas donné lieu à un cours nouveau. Il ne pouvait y donner lieu, tant qu'il ne s'accompagnait pas d'une régénérescence idéologique du parti. Rien n'a changé : toujours le même brochet misérable et éclectique en lieu et place d'une théorie vivante; toujours le même sélectionnement bureaucratique-fonctionnaire du personnel, mais plus étroit encore; toujours les mêmes méthodes de mécanisation poussées à leur suprême degré.

Le programme de la liquidation administrative d'une classe est un fait non moins désastreux dans le domaine politique que ne l'était dans le domaine de la théorie le scandaleux rapport de Staline à la conférence des marxistes-agrariens. Il n'est pas admissible qu'il ne se trouve point dans le parti de Lénine des milliers et des milliers de gens dans la conscience de qui la politique et la théorie de Staline ne sèment l'inquiétude et l'indignation. Mais il n'y eut cependant point de protestation. Personne n'osa répliquer, cependant que, dans la presse, les reptiles nouvelle couvée s'appliquaient à développer les idées de ce rapport ignare comme étant la dernière révélation de la pensée historique.

Le groupe stalinien dirigeant s'est arrogé le pouvoir sous sa

forme la plus cynique. Voilà pourquoi précisément son point suprême de victoire — le moment où les « chefs » de droite capitulèrent — fut en même temps le point de départ d'une diminution de sa domination sur le parti. Le couronnement de la direction infaillible fut jugé nécessaire au moment où cette même direction s'est sentie à la veille d'une banqueroute.

Le parti mène une existence de plus en plus fantomatique. Avec les Congrès Staline est d'un sans-gêne plus révoltant encore que n'en avait le tzar à l'égard de la Douma.

D'autre part à l'intérieur même des cadres schématiques du P.C. Russe se trouvent des dizaines de milliers de prolétaires révolutionnaires qui pourront devenir et deviendront les forces créatrices d'une renaissance du parti. C'est à ce noyau que nous rattachons les destinées de notre groupe.

Les circonstances dans lesquels se trouvent placés les cadres de l'opposition sont sans exemple dans l'histoire du mouvement révolutionnaire. Les dures conditions matérielles de la déportation sont aggravées par l'application d'un complot isolément politique. Le système compliqué des mesures d'ordre étatique et privé est spécialement destiné à miner la santé des déportés. En même temps la presse officielle apporte à l'oppositionnel relégué en un trou perdu, une information triomphante sur la marche de la collectivisation, de l'industrialisation et sur les victoires ininterrompues des partis communistes dans le monde entier.

Certains éléments isolés et plus faibles ne résistent pas à cette pression. Mais la majorité des capitulations sont manifestement simulées : rompus et épuisés, les gens signent ce qu'ils ne croient aucunement. On prépare pour le 16^e Congrès une nouvelle série de capitulations issue des tractations cachées suivies d'accords secrets dans la coulisse. Cette sorte de mise en scène constitue une des manifestations les plus dégoûtantes d'épuisement révolutionnaire et de pourrissement moral. L'invocation pathétique de la soi-disant nécessité de « revenir » au parti ne dénote que cynisme à l'égard de ce même parti. Car peut-on servir le parti par la tromperie et le mensonge? Voilà pourquoi les capitulards les plus « éminents » se métamorphosent immédiatement en cadavres politiques bien que privés de sépulture, alors que l'opposition exclue et traquée demeure un facteur actif de la vie de la république soviétique et de l'Internationale Communiste.

Au demeurant, il n'y a à cela rien de bien étonnant. Les livres et brochures innombrables contre l'opposition édités depuis 1923, les recueils spéciaux de citations destinés aux congrès et conférences, les recueils contre le « trotskysme », etc... sont aujourd'hui la preuve la plus convaincante en faveur de l'opposi-

tion. Nous gardons notre plateforme en réserve. On la craint mortellement tout en cherchant à la dévoiler au moyen de polémiques provocatrices. Cependant aujourd'hui comme hier toute la vie idéologique du parti tourne autour de la plate-forme oppositionnelle comme autour d'un pivot.

La déclaration du camarade Rakovsky appuyée par les cadres fondamentaux de l'opposition était une application du front unique à l'égard du parti officiel.

La direction centrisme y a répondu en aggravant les rigueurs de la répression. L'opposition ayant sincèrement proposé d'atténuer la *rigidité d'organisation* de sa lutte en faveur d'une ligne purement marxiste, l'appareil y a répondu en faisant fusiller Bloumkine. Nous devons le dire ouvertement au parti et à la classe ouvrière. Nous devons expliquer la portée de notre proposition, nommer les responsables de son échec et proclamer notre indestructible détermination de lutter pour nos opinions et de doubler, quintupler, décupler nos efforts en vue d'affermir la fraction des bolcheviks-léninistes. En cela seul peut se manifester actuellement la fidélité à l'égard de la Révolution d'Octobre.



Un proverbe français dit qu'il faut savoir parfois reculer pour mieux sauter. C'est l'état dans lequel se trouve actuellement la direction de l'Etat soviétique ainsi que la direction de l'Internationale Communiste.

L'une et l'autre se trouvent chassées par leur propre aventurisme au fond d'une impasse. Plaçant son « prestige » au-dessus des intérêts de la révolution mondiale, la bureaucratie centrisme resserre de plus en plus fort le nœud coulant au cou du parti. En matière de tactique, la tâche première est la suivante : *battre en retraite en abandonnant les positions d'aventurisme*. La retraite est quand même inévitable. Il faut donc l'effectuer le plus tôt possible et dans le meilleur ordre possible.

Faire cesser la collectivisation « généralisée » en faisant place à un sélectionnement judicieux basé sur une réelle liberté d'auto-détermination.

Mettre le système des kolkhoz en harmonie avec les ressources réelles.

Faire cesser la politique de dékoulakisation administrative. Le freinage des appétits exploités du koulak demeurera une mesure nécessaire durant de longues années encore. Le principe

de base à l'égard des koulaks devra consister en un sévère système de coercition contractuelle (1).

Faire cesser les concours à primes de l'industrialisation. Réviser la question des rythmes à la lumière de l'expérience en tenant compte de la nécessité d'élever le niveau d'existence des masses ouvrières.

Poser franchement la question concernant la qualité de la production, l'importance en étant grande tant pour le consommateur que pour le producteur.

Faire cesser l'inflation en établissant une sévère discipline financière moyennant la réduction des programmes par trop exagérés.

Renoncer aux « idéaux » de l'économie en champ clos. Elaborer une nouvelle variante du plan basée sur une interdépendance aussi étendue que possible à l'égard du marché mondial.

Etant donné le chômage grandissant dans toute une série de pays, développer une importante campagne internationale ayant pour base des propositions économiques concrètes en faveur d'une collaboration économique avec l'Union Soviétique.

S'en servir en tant que mot d'ordre pour déclencher une offensive des masses ouvrières, en particulier des chômeurs, contre le gouvernement social-démocrate en Allemagne et contre le gouvernement travailliste en Angleterre.

Il faut cesser d'envisager l'I.C. comme une arme dans la lutte contre les dangers d'une intervention. Il ne s'agit plus de démonstrations épisodiques contre la guerre mais de lutter contre l'impérialisme, pour la révolution mondiale. Il faut instituer dans les pays capitalistes une lutte réelle en faveur des masses en tenant compte de l'état véritable des processus politiques et économiques au sein de chaque pays.

Il faut cesser la falsification des faits qui consiste à transformer (en paroles) les conflits économiques particuliers ou des démonstrations sans importance en de soi-disant combats révolutionnaires.

Ne plus violenter les données statistiques pour servir la cause de plans préétablis. Chasser ignominieusement le « queuïsme », le mensonge et la tromperie des masses!

Renoncer à la scolastique de la « troisième période ».

Renoncer à la politique aventuriste des « journées rouges ».

Condamner la théorie du « social-fascisme » qui rend les plus grands services à la social-démocratie.

(1) C'est-à-dire un contrat avec les organisations étatiques obligeant le koulak à la fourniture de produits déterminés à des prix déterminés.

Revenir à la politique léniniste du front unique. La dépression au sein des jeunesse est le signe le plus menaçant de l'abîme qui se creuse entre l'I. C. et les masses. Jamais encore on n'a vu que le bureaucratisme âpre, desséché, intéressé et vaniteux puisse trouver le chemin du cœur des jeunes générations. Ce ne sont pas des commandements de fonctionnaires qu'il faut mais une direction sensible et pleine de tact de la part du parti.

Il faut laisser à la jeunesse prolétarienne la possibilité de développer son initiative, de juger, de discuter, de commettre des erreurs et de les corriger ensuite, sans quoi une rupture fatale menace de s'instituer dans la succession des générations révolutionnaires.

Il faut changer du tout au tout la politique de l'Internationale Communiste en Orient.

L'organisation des guerres de partisans paysans en Chine alors que le mouvement ouvrier dans les centres ouvriers végète, n'est que de la poudre aux yeux, c'est-à-dire le chemin de la perte certaine pour le parti communiste.

Il faut cesser de jouer avec le feu de l'aventurisme. Il faut armer le parti communiste chinois de mots d'ordre de démocratie révolutionnaire pour l'aider à mobiliser les grandes masses des villes et des campagnes.

La faiblesse du prolétariat hindou alors qu'une profonde crise révolutionnaire se développe au sein d'un énorme pays colonial s'explique par le long règne de la théorie et de la pratique réactionnaires du « parti ouvrier et paysan » (Staline).

Renoncer à cette théorie peureusement et à demi ne suffit pas. Il faut la condamner sans pitié en tant que pire exemple de trahison politique qui a compromis pour longtemps les forces prolétariennes du Japon, de l'Inde, de l'Indonésie et des autres pays de l'Orient.

Il faut avec non moins d'énergie répudier le mot d'ordre de « dictature démocratique des ouvriers et paysans » qui n'est qu'une couverture réactionnaire d'une politique du genre du Kuomintang, c'est-à-dire d'une hégémonie et d'une dictature bourgeoises dans une révolution nationale.

Le programme de l'Internationale Communiste adopté par le VI^e Congrès est entièrement éclectique. Il donne une idée inexacte de la situation mondiale. Il est édifié sur la fusion de l'internationalisme avec le national-socialisme. Il donne une caractéristique menchéviste des révolutions coloniales et du rôle qu'y joue la bourgeoisie libérale. Il est impuissant et stérile dans le domaine de la nécessité des transitions. Il défend le mot d'ordre erroné de « dictature démocratique ». Il allie la scolastique de Boukharine

à l'empirisme de Staline et s'efforce de donner un éclairage théorique à tous les errements du centrisme.

Il faut édifier un programme digne de la théorie de Marx et de l'école révolutionnaire de Lénine.

**
*

On ne peut sortir des contradictions actuelles sans crises ni luttes. Un changement avantageux dans le rapport des forces sur l'échelle mondiale, c'est-à-dire quelques succès marquants de la révolution internationale pourraient constituer un facteur important et même décisif au sein des affaires soviétiques intérieures. Mais il n'est pas possible d'édifier une politique dans l'attente d'un sauvetage miraculeux « dans le plus bref délai ». Certes, les conjonctures de crise et de révolution dans la période prochaine, surtout en Europe et en Asie, ne vont pas manquer. Mais cela ne suffit pas à résoudre le problème. Les défaites d'après-guerre nous ont appris que sans un parti puissant et sûr de soi, ayant conquis la confiance des masses, la victoire est impossible. Or, sur ce point décisif, le bilan de la période post-léninienne se traduit par un important déficit.

Voilà pourquoi il faut savoir prévoir que les situations intérieure et internationale annoncent une prochaine période pleine de graves et longues difficultés qui auront leur répercussion politique. Les questions refoulées, les doutes cachés, le sourd mécontentement des masses se manifesteront au dehors. Toute la question est de savoir s'ils exploseront tumultueusement, prenant le parti ouvrier au dépourvu ou si ce dernier trouvera à la minute suprême assez de forces en soi pour redevenir un parti d'une façon nouvelle (et en quelque sorte aussi d'une façon ancienne) en déterminant son rôle à l'égard des masses laborieuses. Le clé de l'avenir est dans cette alternative.

Effectuer la retraite qui s'impose, puis renouveler son armement stratégique sans grand dommage et surtout sans perdre le sens des perspectives — cela n'est donné qu'à un parti qui conçoit clairement son but et connaît sa force.

Cela exige une critique collective de toute l'expérience du parti depuis la période post-léninienne. La fausse et mensongère « auto-critique » doit faire place à une nouvelle démocratie au sein du parti. *Une vérification générale de la ligne générale* — non dans son exécution, mais dans sa direction — voilà par où il faut commencer!

Seule l'opposition de gauche est capable dans les circonstances actuelles de dénoncer et expliquer, sans avoir peur, tout ce qui

se passe dans le pays et le parti en tant que résultat de toute l'évolution précédente. Tant qu'on n'a pas compris cela rien ne sert de parler de quelque « ligne générale » que ce soit.

A l'heure actuelle l'opposition de gauche est plus que jamais nécessaire au parti. Il faut effacer les crimes de l'appareil stalinien et rendre à l'opposition de gauche la place qui lui revient de droit au sein du parti. C'est ce que nous proclamerons au XVI^e Congrès.

La tâche de l'opposition peut se formuler actuellement comme suit : *décupler les efforts en vue d'aider le parti, en dépit de tous les obstacles, à vaincre la crise profonde qui s'annonce en son sein, avant que ne se développe dans toute son ampleur la crise de la révolution.*

De même que dans les années de la tuerie impérialiste les petits groupes d'intraitables et même certains révolutionnaires isolés personnifiaient à eux seuls l'internationalisme prolétarien, de même l'opposition de gauche, peu nombreuse et traquée est détentrice aujourd'hui de l'esprit du parti révolutionnaire. Ni l'oppression des gouvernants, ni la trahison des faibles et des épuisés ne nous ébranleront sur notre chemin.

Contre la bureaucratie! Contre l'opportunisme! Contre l'aventurisme!

Pour la Révolution d'Octobre!

Pour la renaissance du P. C. R. et de l'Internationale Communiste sur des bases léninistes!

Pour la révolution prolétarienne!

L. TROTSKY.

23 mars 1930.

La mise en valeur de l'Indochine et la bourgeoisie annamite

L'article que nous publions ci-dessous est le premier d'un ensemble concernant les problèmes de l'impérialisme français dans ses colonies. L'Algérie et l'Indo-Chine sont les deux principales colonies françaises. La situation de l'Algérie est la mieux connue, principalement en raison de sa proximité de la métropole. Celle de l'Indo-Chine, très importante en raison de sa position en Extrême-Orient, l'est beaucoup moins, particulièrement chez les communistes. L'article ci-dessous pose quelques-unes des données fondamentales pour la lutte prolétarienne en Indo-Chine. D'autres études sur ce sujet le suivront.

I.

De toutes les nations belligérantes, la France est la seule à se retrouver après la stabilisation du franc dans une situation économique relativement tranquille. Le tableau général est sensiblement celui d'avant-guerre : lente montée de la production, absence de chômage, taux d'intérêt bas avec surabondance de capital de prêt... Cette stabilisation provisoire de l'économie capitaliste offre des perspectives d'une nouvelle expansion. De grands projets qui étaient restés inexécutés pendant la période de stagnation amenée par la guerre attirent de nouveau l'attention. Le mouvement de la mise en valeur des colonies s'accélère sous l'impulsion des capitalistes à la recherche de placements sûrs. Des capitaux engorgés cherchent à s'investir dans les grandes entreprises des possessions lointaines.

L'Indochine avec ses possibilités économiques constitue surtout depuis 1924 l'objectif central de cette activité. L'afflux incessant des capitaux français vers la possession d'Extrême-Orient s'est trouvé fortement accru pendant la crise financière de 1924-1926 de la Métropole, grâce à son régime monétaire basé sur l'étalon argent, par les hauts cours du caoutchouc, par la découverte des richesses minières du Laos, dernièrement par la stabilisation de la piastre et par l'emprunt colonial de trois milliards de

francs dont l'Indochine recevra 950 millions à elle seule, enfin, par une large propagande en faveur des placements coloniaux, particulièrement indochinois. Cette propagande est d'autant plus intense qu'elle est soutenue directement par la Métropole qui espère trouver dans l'exploitation intensive des colonies la solution des crises dont elle souffre continuellement. La crise de surproduction qui s'étend dans les principaux pays producteurs du monde entier va en augmentant. Or la consommation par contre ne s'accroît pas dans la même proportion, d'immenses marchés s'étant même presque fermés (la Russie soviétique avec ses 140 millions d'habitants, la Chine en pleine révolution avec ses 450 millions d'habitants). La crise s'annonce donc inévitable, profonde et universelle. Comme les autres pays impérialistes, la France se retourne désespérément vers ses colonies. « Le salut par les colonies », tel est son mot d'ordre actuel.

LA BOURGEOISIE ANNAMITE PARTICIPE ACTIVEMENT A CE MOUVEMENT DE MISE EN VALEUR

Devant cette recrudescence économique, la bourgeoisie indochinoise ne reste pas inactive. Nous assistons à l'heure actuelle à une tentative très sérieuse de cette bourgeoisie agricole — du moins jusqu'en 1914 — de transformer ses capitaux, accumulés par la vente des récoltes et sans emploi, en capitaux industriels et bancaires beaucoup plus rémunérateurs. Cette tentative n'est pas nouvelle. Elle date du lendemain de la guerre.

Le « boycottage » de 1919, la création d'un mercantilisme idéologique dont le parti constitutionnaliste et ses multiples succursales poursuivent activement la réalisation, la fondation de la Société Annamite de Crédit par de gros propriétaires fonciers, la « Grande Campagne Economique » largement menée en ce moment par un certain nombre de conseillers coloniaux et la presse locale, témoignent de l'effort continu et persévérant de cette bourgeoisie qui travaille à se tailler une place dans le système de l'économie capitaliste.

LA BOURGEOISIE ANNAMITE EST A LA FOIS ALLIEE ET ADVERSAIRE DE L'IMPERIALISME

Effectué à la fois par l'impérialisme qui se développe et le capitalisme qui monte, le mouvement de centralisation des capitaux en Indochine est double. Il est en même temps unique et contradictoire. Le Grand Conseil des intérêts économiques et financiers,

terrain de conciliation nouvellement créé, en reflète l'image d'une façon particulièrement saisissante. On y voit des intérêts qui, en s'affrontant, s'accordent. La bourgeoisie indigène en tant que classe tend à faire bloc avec son alliée naturelle, la bourgeoisie française, mais aussi en tant que telle, elle reste séparée de celle-ci par d'insolubles contradictions.

ALLIÉE.

Née de la « conquête », qui fut une véritable révolution économique, substituant à la petite production morcelée la production capitaliste, elle ne peut vivre et se développer que dans le régime établi par la « conquête ». Il est alors naturel qu'elle travaille à consolider ce régime auquel ses intérêts vitaux sont intimement liés. L'introduction des méthodes rationnelles d'exploitation, le mouvement accéléré de la mise en valeur du pays évoquent ses espoirs et fournissent les conditions de sa nouvelle prospérité économique. Il n'en faut pas davantage pour qu'elle soit complètement convaincue que la présence de l'impérialisme est nécessaire, voire souhaitable en Indochine. Un des représentants connus de la « richesse acquise par le travail des autres », M. Huynh-Xuân-Canh, écrit dans sa thèse de doctorat « Le Crédit Indochinois » cette phrase caractéristique, exprimant en termes clairs les aspirations profondes de la jeune bourgeoisie annamite qui cherche à asseoir sa position économique sur une base commune avec l'impérialisme : « Une solution rapide du problème monétaire en même temps qu'un aménagement plus rationnel du privilège d'émission (de la Banque d'Indochine) feront affluer davantage en France d'Orient les capitaux métropolitains qui commencent encore timidement à en connaître le chemin pour le bien des uns et des autres. *L'Indochine, qu'elle veuille ou non, ne peut encore se passer de la tutelle de la France et la richesse pour l'une est aussi un peu de bien-être pour l'autre.* »

L'idée est nette : la richesse de l'impérialisme est aussi un peu de bien-être pour la bourgeoisie nationale. Et cela, sur le dos des masses travailleuses.

D'autre part, devant la poussée révolutionnaire des masses, elle s'unit à l'impérialisme actuellement le plus fort.

M. Bui Quang Chieu, l'homme du droit acquis, a déclaré avec sa naïveté habituelle, dans son article « Sur quoi fonder la collaboration franco-annamite » (*Tribune Indochinoise*, 4 décembre 1929) ; textuellement ceci : « Les Annamites (entendez la bourgeoisie annamite) en plein développement économique, ne sauraient trouver d'intérêt dans une révolution violente qui ferait

table rase des choses existantes, mais au contraire dans une évolution méthodique dont le rythme doit être déterminé par l'unique souci de se mettre au plan du progrès universel (périphrase pour désigner le système de l'économie capitaliste mondiale). La protection française (c'est-à-dire la police et l'armée françaises) doit nous assurer une marche régulière (vers où? n'est-ce pas vers la fusion nécessaire de la bourgeoisie annamite avec la bourgeoisie française?) qu'il appartient aux uns et aux autres de rendre chaque jour plus rapide sans réticence ».

La création du « Grand Conseil des Intérêts économiques et financiers » emballe toute cette bourgeoisie qui voit en lui un instrument puissant pour réaliser ses visées économiques. Voici comment elle exprime sa joie : « Qu'il nous soit permis de souhaiter que cet esprit de conciliation qui règne dans les assemblées élues franco-annamites finissent par gagner les hautes sphères gouvernementales et le public indochinois pour rendre plus effectif le rapprochement franco-annamite. Le premier contact des éléments les plus représentatifs des Français et des Annamites au Grand Conseil des intérêts économiques et financiers doit être considéré comme un premier pas dans cette voie; il a démontré que sur certains points essentiels une bonne entente était parfaitement réalisable ». (Editorial, *Tribune Indochinoise*, du 4 décembre 1929).

A la suite des récents soulèvements des tirailleurs de Yen-Bay, un certain Lê-Van-Thang, étudiant en droit à Paris, fils de bourgeois, a fait aux différents journaux de la Métropole, avec une magnifique impudence, la déclaration suivante : « Conscients « du poids de notre tâche et de la responsabilité qui nous incombe, « à nous, privilégiés, qui pouvons étudier sur place les sciences de « l'Occident, nous ne voulons rien négliger pour apprendre et « assimiler. Nous marchons lentement mais sûrement. *L'attitude « de notre classe et sa ligne de conduite sont nettes et précises : « travailler à la prospérité de l'Annam, pour la paix, et avec la « collaboration sincère et loyale de la France. »* (*Le Journal*, 18 février 1930, *Les Annales Coloniales*, 19 février 1930).

Combien sont symptomatiques ces déclarations ! En dehors des chiffres officiels que nous citerons plus loin, elles sont un excellent baromètre nous permettant d'apprécier le degré de croissance de notre bourgeoisie nationale dont l'incorporation dans le système de l'économie capitaliste est aujourd'hui un fait incontestable. Notre docteur en droit précité se flatte de le reconnaître lui-même : « ... Les colonies proprement dites qui font partie du territoire français et les pays de protectorat qui sont distincts du patrimoine national occupent une place chaque jour plus grande dans l'économie de la Métropole ! »

De son côté, l'impérialisme cherche à attirer à lui par sa charlatanesque politique de collaboration la bourgeoisie annamite dont il use comme intermédiaire pour réaliser son programme économique, amortir le choc révolutionnaire des masses surexploitées, en un mot, multiplier sa force de domination et d'exploitation! Satisfaire partiellement les besoins de la bourgeoisie nationale, en provoquer d'autres, pour la lier plus solidement au régime existant : voilà la technique préconisée par la presse et les spécialistes de l'impérialisme. Quant à cette bourgeoisie dont la destinée économique ne peut se réaliser que dans le régime capitaliste, elle vise moins à supprimer l'impérialisme qu'à modifier ses formes de domination pour participer plus largement au partage des « petits profits » tirés du labeur des masses exploitées paysannes et ouvrières.

ADVERSAIRE

Provisoirement unis sur cette base économique et politique, l'impérialisme français et le capitalisme annamite restent néanmoins divisés par de sérieuses contradictions qui menacent à chaque instant de dissoudre leur unité essentiellement instable. En considérant l'Indochine comme un tout économique, on observera d'abord entre ces deux capitalismes de même essence mais à de différents degrés de développement un certain nombre de contradictions correspondant à celles d'ordre plus général qui existent entre la petite et la grande bourgeoisie dans les pays politiquement libres. En effet, à un certain stade de son développement, la grande bourgeoisie tend à élargir les débouchés intérieurs,

- 1) par la séparation de l'agriculture et de l'industrie, la destruction de l'industrie rurale à domicile pour donner au marché intérieur l'extension et la fermeté dont le mode de production capitaliste a besoin;
- 2) par la double opération d'absorption et d'élimination progressives de la petite bourgeoisie, autrement dit par la transformation des éléments composant celle-ci d'une part en capitalistes, de l'autre en salariés.

A ces contradictions d'ordre général qui sont déjà en germes dans la situation économique actuelle de l'Indochine viennent s'en ajouter d'autres, nettement accentuées, provenant des conditions particulières créées par la « Conquête ».

La conquête, en précipitant l'évolution économique du pays, engendre artificiellement une bourgeoisie industrielle nationale, relativement faible dans la lutte qu'elle aura à soutenir contre son terrible créateur, l'impérialisme. Née un peu « avant terme », c'est-à-

dire avant que les conditions nécessaires fussent réalisées, cette bourgeoisie a beaucoup de peine à s'adapter aux circonstances nouvelles de sa vie, circonstances auxquelles elle n'a pas été suffisamment préparée et qu'on lui a imposées du dehors. Sa faiblesse congénitale — si je puis m'exprimer ainsi — se manifeste par son manque d'initiative industrielle et commerciale, par son absence de « solidarité économique » qui lui est souvent reprochée par sa partie « bien pensante », par l'insuffisance de son activité dans l'ensemble de la production nationale, en un mot, par son incapacité foncière de s'affirmer devant les bourgeoisies française et chinoise qui ont pour elles un long passé de lutte et d'expérience. Aussi la bataille qui s'annonce déjà en Indochine, encore timide mais précise, entre cette jeune bourgeoisie et ces vieux adversaires, ne saurait-elle être assimilée purement et simplement à la lutte d'ordre plus général entre la petite et la grande bourgeoisie des pays dont l'évolution économique n'a pas subi le *choc artificiel de la conquête*.

La différence de ces deux forces antagonistes est beaucoup plus grande dans les pays colonisés que dans les pays libres. C'est de cette différence des rapports de forces que viennent de nouvelles contradictions qui se traduisent, du côté de la bourgeoisie annamite, par une attitude méfiante vis-à-vis de la politique économique de l'impérialisme en Indochine; du côté français, le bond économique accompli par l'Indochine, sous la poussée brutale de la conquête et de la colonisation, fausse dans une certaine mesure les prévisions et les calculs des hommes du gouvernement colonial sur la force potentielle de la jeune bourgeoisie annamite. Cette erreur d'appréciation n'est pas sans répercussion sur les rapports entre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale. Des « heurts », des « malentendus », des « incompréhensions regrettables » en résultent. La *Tribune Indochinoise*, porte-parole officiel de cette bourgeoisie naissante qui a peur d'être comprimée et frappée de rachitisme économique, nous en parle tous les jours avec amertume.

S'inspirant des conditions économiques qui sont dominées dans l'ensemble par les éléments français, le gouvernement colonial pratique jusqu'ici une politique commerciale au détriment de la bourgeoisie indigène. D'une part, pour stimuler leur industrie déjà adulte, les capitalistes français adoptent une sorte de protectionnisme libéral, tandis que la jeune industrie nationale a besoin d'un protectionnisme plus rigoureux pour se protéger contre l'étouffement de la vieille étrangère pendant *tout le passage du pays de l'état agricole à l'état industriel*. D'autre part, la politique d'assimilation douanière en apparence démocratique, n'a été inspirée que par un égoïsme économique qui veut que la colonie soit une chasse réservée pour la Métropole ou, plus exactement, pour certaines indus-

tries métropolitaines. Ce protectionnisme impérial, écho affaibli du pacte colonial, est un facteur décisif de l'aggravation de la vie chère dans les colonies.

LE DOUBLE JEU DE LA BOURGEOISIE ANNAMITE

Cette vérité économique n'échappe pas à la bourgeoisie annamite, du moins à son élite. C'est qu'en prenant conscience des dangers que comporte sa situation, elle y puise en même temps les éléments nécessaires pour en sortir avec le moins de mal possible. En tant qu'intermédiaire, elle utilise toutes les contradictions qui existent entre les masses exploitées et l'impérialisme. Elle se fait payer par l'impérialisme le prix de sa collaboration loyale; mais jusqu'ici elle n'a obtenu qu'une mince satisfaction. C'est pour cela, qu'elle se lance de temps à autre dans de petites escarmouches contre son rival étranger. Pour appuyer ses réclamations, purement de classe (naturalisation, à égalité de titres égalité de traitements, certains droits politiques, etc.) elle se réclame du peuple annamite tout entier.

Elle a parlé au nom du peuple pour se faire concéder certains avantages par l'adversaire en le trompant sur sa propre force.

Elle a parlé au nom du peuple pour gagner la confiance de celui-ci en vue de le tromper, de le trahir plus facilement quand l'occasion se présentera.

Jamais la bourgeoisie annamite ne s'est réclamé autant du peuple annamite parce que jamais la bourgeoisie annamite n'a tant eu besoin de masquer sa duperie politique et économique par une phraséologie patriotique et humanitaire, parce que jamais la bourgeoisie annamite ne s'est trouvé dans une situation aussi critique.

Devant, d'une part, le spectre de la révolution des masses, qui menace ses privilèges acquis, d'autre part, la perspective d'être éliminée par la concurrence du grand capitalisme dans le mouvement de la mise en valeur du pays, la bourgeoisie annamite cherche une porte de sortie du côté de l'impérialisme qui domine actuellement la situation. Mais cette porte ne s'ouvre pas toute seule. Il faut la forcer. C'est pour cela que son mot d'ordre actuel est : *l'économique d'abord*. C'est pour cela qu'elle a fait une agitation démagogique auprès des masses pour détourner d'elle leurs ressentiments et se vendre plus chèrement à l'impérialisme. C'est pour cela qu'elle intensifie sa « grande campagne économique » pour élargir sa clientèle à l'intérieur du pays, en attendant de mieux faire quand elle sera bien installée dans le monde du capitalisme international.

SA TACTIQUE ECONOMIQUE

Trop faible pour le moment et n'ayant pas l'appareil gouvernemental entre les mains, ne pouvant, par conséquent soutenir une concurrence directe contre les industries étrangères, elle pratique pour ainsi dire une concurrence à rebours en se livrant non pas à la lutte impossible, pour les débouchés, mais pour la consommation. Elle aspire à dominer le marché intérieur par la conquête de la masse de consommateurs. Le sujet du concours organisé par son « élite bien pensante » est une preuve frappante de cette nouvelle tactique. Pour mettre à nu ses mensonges politiques et ses fraudes économiques, nous reproduisons ici un appel aux Annamites à l'Épargne et à la Solidarité économique publié par ses soins dans tous les journaux de Saïgon. (*Echo Annamite*, 20 Décembre 1919).

*Comment nous devons aimer notre pays pour que notre amour
l'élève et le fasse respecter.*

« Un Annamite qui aime son pays doit aimer ses compatriotes et se sentir solidaire avec eux en toutes circonstances.

« La solidarité économique est la première forme de toute solidarité. Elle peut se manifester chaque jour et sans aucune entrave. Elle se résume à la formule suivante :

« 1° — Restreindre nos dépenses somptuaires pour accroître notre épargne nationale.

« 2° — Donner notre préférence, autant que possible, aux produits nationaux et à nos compatriotes chaque fois que ceux-ci offrent les mêmes marchandises que les autres, aux conditions égales.

« Ce faisant, les Annamites sincères et honnêtes rempliront consciencieusement leur devoir de solidarité envers leurs frères; ils se prouveront à eux-mêmes qu'ils aiment réellement leur pays. »

Épargne! Pour augmenter le capital de la Société de Crédit Annamite, pour lui permettre de dominer les petits capitalistes paysans et de commanditer les grandes entreprises capitalistes.

Solidarité économique! Cela veut dire : laissez-vous exploiter, exploiter, égorger par les capitalistes industriels et commerçants annamites, vos frères.

Voilà le vrai sens de ces deux mots d'ordre d'agitation de ces vulgaires financiers qui farcissent leurs « prospectus » de principes patriotiques, de sentiments de solidarité politico-économique pour pêcher fructueusement l'argent des pauvres « nhà-quê ». En ces temps, les idées de patrie, de liberté, de justice et d'humanité sont de si irrésistibles appâts qu'il n'y a pas de réclames financières, industrielles ou commerciales qui n'en soient fortement épicées.

Trahison politique! Fraudes économiques! voilà la véritable pensée de « l'élite bien pensante », de la bourgeoisie annamite, de ces « hommes de lettres » qui pullulent aujourd'hui dans la pourriture la plus abjecte, ayant perdu complètement le sens même du ridicule et du grotesque dans leur vie de bassesse et de servilité. En voici une proclamation type : « Français et Annamites, unissez-vous, pour défendre votre honneur (!), votre intérêt, et l'honneur et l'intérêt de vos patries qui vont être souillées par les impérialistes (???) »

Et pour implorer l'impérialisme français de leur accorder une place dans sa famille, ils s'écrient avec un accent vraiment touchant : « Pourquoi n'acceptez-vous la collaboration loyale de l'indigène annamite? Je le répète, nous ne sommes pas des sauvages; « nous ne verrons pas dans votre clémence une preuve de faiblesse ». (*Tribune Indochinoise* : « La Vérité sur l'Indochine », 4 décembre 1929)

II.

DENONÇONS LES SOPHISMES

De pareilles déclarations, nous n'en finirons jamais la liste. D'ailleurs, ne sommes-nous pas fixés sur les aspirations de notre jeune bourgeoisie ? Aussi allons-nous passer à l'examen plus instructif des formules dont elle a fait deux mots d'ordre pour sa campagne économique. Il nous suffit de faire appel à certains chiffres officiels pour, d'abord, mettre à nu les sophismes dangereux qui y sont contenus, ensuite confondre définitivement les faussaires de théories prétendues scientifiques.

L'Agence Economique de l'Indochine, dans son bulletin du mois de juillet 1929 affirma que l'ensemble des travaux exécutés jusqu'ici avait procuré aux « populations » une augmentation de revenu brut annuel dépassant trois cents millions de piastres, c'est-à-dire, atteignant de 3 à 4 milliards de francs. D'autre part nous savons par le même bulletin, (août 1927, mai 1928) que depuis 1914 les salaires des ouvriers indigènes subissent une élévation légèrement supérieure à 40/0 pendant que le coût de la vie augmente de 61 0/0. Ces statistiques nous montrent d'une façon indiscutable que malgré l'accroissement annuel des richesses nationales de trois cent millions de piastres, le niveau du bien-être général n'a pas du tout augmenté; au contraire, il s'est même abaissé, puisque la vie des masses ouvrières, c'est-à-dire de la majorité de la nation est de plus en plus misérable. Prenons un exemple : un ouvrier qui, en 1914, gagnait 6 piastres par mois, gagne en 1930 6,25. Mais pour

vivre, en 1930 ce même ouvrier doit payer 9 piastres 66 cents. Nous voyons tout de suite qu'il lui manque chaque mois 3 piastres 42 cents pour vivre comme il a vécu en 1914 avec ses 6 piastres. Nous ne parlons même pas de l'augmentation de 50 0/0 de l'impôt personnel dont l'ouvrier est passif et des conditions devenues plus pénibles dans lesquelles il est appelé à travailler au fur et à mesure du développement des forces productives du pays. Avec des salaires littéralement de famine, les masses ouvrières se vautrent dans une misère matérielle et physiologique de plus en plus profonde, pendant qu'on enregistre avec conscience l'accroissement continu des richesses nationales. Où sont donc allées les plus-values des richesses exploitées? L'impérialisme et la bourgeoisie nationale ont répondu : « La richesse de l'un est aussi un peu de bien-être pour l'autre ».

Tant que la société reste divisée en classes, ayant des intérêts différents et contradictoires, « le bien-être général » n'est que le bien-être particulier de la classe qui exploite, l'« intérêt général » n'est que l'intérêt égoïste de la classe qui domine.

Tant que la société reste divisée en classes antagonistes, l'accumulation des richesses d'une classe entraîne nécessairement l'appauvrissement de l'autre.

Le cas est singulièrement net en Indochine où la concentration économique et l'accumulation du capital sont en train de se réaliser.

L'Echo Annamite, organe aux vues généralement bornées, devient vraiment naïf quand il s'occupe des questions économiques. « Une autre cause de l'appauvrissement national c'est le drainage « de l'argent hors du pays. Beaucoup de nos compatriotes savent « bien que chaque fois qu'ils achètent des marchandises dans un « magasin tenu par un étranger, ils font gagner quelque chose à « ce commerçant. Le bénéfice grand ou petit constituera des sommes « importantes que le commerçant ne manquera pas de transférer « tôt ou tard chez lui, c'est-à-dire hors de notre pays. »

Dans l'état actuel des choses, avec la circulation complexe et incessante des marchandises, des capitaux et des hommes, l'idée de faire appel à la restriction de la consommation des produits étrangers pour ne pas appauvrir le stock monétaire du pays n'est plus de mise. En effet, on ne peut acheter que dans la mesure où l'on a vendu. Un pays paie les produits étrangers avec ses propres marchandises. Les importations sont payées par les exportations, du moins, si l'on prend les choses dans leur ensemble. D'ailleurs tous les pays ne sont pas doués des mêmes aptitudes et ne sont pas propres à tous les genres de production. Les uns achètent aux autres des marchandises qu'ils produiraient dans des conditions moins bonnes en leur vendant celles qu'ils peuvent produire dans les conditions meilleures.

Vouloir restreindre la consommation des produits étrangers, c'est vouloir satisfaire aux demandes de la nation par ses propres moyens, c'est-à-dire par la création d'autant d'industries qu'il y a de besoins, c'est s'opposer à la *spécialisation* qui a pour conséquence l'augmentation de la productivité et partant l'abaissement des prix de revient. C'est alors contribuer à la cherté de la vie, c'est enfin, affaiblir le pays qu'on prétend rendre plus fort.

Ces considérations théoriques sont nécessaires, ne serait-ce que pour montrer à ceux qui veulent traiter ces questions ou tromper le public, qu'il faut s'y prendre plus sérieusement!

Examinons maintenant concrètement la situation économique de l'Indochine. Si un Indochinois achète des marchandises étrangères c'est, ou bien parce qu'il ne trouve pas de produits nationaux analogues, ou bien parce que les produits étrangers coûtent moins cher que les produits nationaux, ou encore, parce que, pour le même prix, les marchandises étrangères sont d'une qualité meilleure, ou répondent mieux à ses goûts. Demander alors à un ouvrier annamite, déjà suffisamment misérable, d'acheter avec ses maigres salaires par « solidarité économique » les produits nationaux qui coûtent plus cher et répondent moins à son goût, c'est l'exploiter encore une fois, honteusement; c'est l'obliger à se priver du nécessaire pour engraisser cette poignée de profiteurs sans vergogne.

Dans l'état actuel des choses, nous pouvons affirmer sans crainte d'exagération, que les producteurs nationaux ne peuvent pas encore offrir à la consommation intérieure des marchandises à des « conditions égales » à celles des différents pays de vieille industrie, où la spécialisation est assez avancée pour qu'il y ait un abaissement appréciable du prix de revient.

L'Écho Annamite propose ensuite d'augmenter le nombre de détaillants annamites, pour lutter contre les commerçants chinois. Mais l'augmentation des intermédiaires aura pour conséquence la hausse des prix, c'est-à-dire la cherté de la vie. En dernier lieu, c'est toujours la masse de consommateurs, les masses non possédantes qui en feront tous les frais.

**

Les faits précédemment mis en lumière montrent d'une façon indiscutable le double jeu de la bourgeoisie annamite qui se sert de la poussée révolutionnaire des masses exploitées comme d'un épouvantail contre l'impérialisme pour se faire concéder certains avantages indispensables à son développement. C'est à nous de dénoncer aux masses annamites ses véritables intentions, de dévoiler impitoyablement les mensonges et les sophismes répandus par elle pour

provoquer de nouvelles illusions et justifier son entrée dans le temple du capitalisme international. Elle berne les masses exploitées en proclamant qu'elle combat pour la libération de « la Patrie », pour la défense des « intérêts du peuple annamite », pour « l'Honneur », pour la « Dignité »; mais en réalité, c'est « une guerre à genoux » qu'elle mène contre l'impérialisme auquel, déjà, elle unit ses efforts pour repousser les revendications fondamentales des masses opprimées et surexploitées. Elle cherche par des phrases patriotiques et mensongères à idéaliser sa concurrence économique, à tromper les masses de consommateurs en vue de s'en faire une clientèle facile et fidèle, à faire croire qu'elle veut terrasser son adversaire étranger non pas pour prendre sa place mais pour sauver son « cher peuple annamite ».

A l'heure actuelle, il est impossible de « s'acquitter de ses devoirs de révolutionnaire » sans désigner du doigt cette bourgeoisie rapace et vile à la vengeance de la multitude exploitée, sans rompre résolument avec cette « élite bien pensante » dont il est nécessaire de démontrer aux masses la banqueroute inévitable.

MINH-KIM.

Les Internationalistes dans la Commune de 1871

L'article que nous publions ci-dessous est extrait du chapitre XII (La guerre franco-allemande et la Commune de Paris) de l'Histoire de la Première Internationale, par G. M. Steklov, inédite en français.

Le tableau est succinctement brossé mais il est très intéressant, parce qu'il souligne les côtés faibles de la Commune, comme organisme du pouvoir politique prolétarien, et qu'il montre exactement quel rôle y ont joué les adhérents plus ou moins marxistes de la Première Internationale. Souhaitons qu'un jour le livre de Steklov soit traduit en entier.

Le mouvement dont le point culminant fut la proclamation de la Commune de Paris avait des buts confus, et n'était pas l'œuvre d'une seule organisation possédant une organisation définie. Pour une partie le mouvement traduisait une protestation élémentaire des masses parisiennes fatiguées de la guerre et du siège de Paris; pour une autre partie il traduisait l'explosion du patriotisme mortifié, des sentiments excités par la situation intolérable dans laquelle se trouvait placée la France. Un autre facteur était la croyance générale que la cause populaire était trahie par le gouvernement de la Défense Nationale, qui représentait les intérêts des capitalistes. Un autre encore était que les Parisiens, dont les sentiments étaient fortement républicains, se méfiaient de l'Assemblée Nationale (qui se tint un temps à Bordeaux puis se transporta à Versailles) parce qu'elle était de composition fortement monarchique. Les éléments petits-bourgeois de la capitale, appauvris par la guerre, furent rendus furieux par le refus du Gouvernement et de l'Assemblée Nationale d'accorder un moratoire pour les paiements des traites et des loyers. Enfin, il y avait le désir confus des masses prolétariennes de réaliser la révolution sociale. L'étincelle qui provoqua l'explosion du 18 Mars fut l'essai du Gouvernement de désarmer la Garde Nationale. La « Commune » qui fut proclamée, fut une sorte de Conseil municipal élu par le suffrage universel. La forme politique que prit le mouvement, fut déterminée par le souvenir de la fameuse Commune de 1792 à 1794 qui, durant la grande révolution française, guida les aspirations des citoyens pauvres de Paris, et dirigea l'activité des masses vers un radica-

isme social et politique avancé. En 1871, jusqu'à ce que l'élection de la Commune ait eu lieu, les affaires restèrent entre les mains du Comité Central de la Garde Nationale.

Les membres de l'Internationale n'avaient pas joué, dans la préparation du 18 mars, un rôle très marquant. Dans la mesure où les ouvriers étaient actifs, ils subissaient tout autant l'influence des Blanquistes que celle des Internationalistes. L'ensemble des Internationalistes français (à l'exception peut-être de l'aile d'extrême gauche comprenant les Bakouninistes) croyait en effet que la révolution sociale était proche et se préparait à mettre sur pied dans un avenir très rapproché l'organisation systématique des forces prolétariennes, de façon à préparer la classe ouvrière à la lutte sociale imminente. Mais ils ne songeaient pas à un soulèvement immédiat leur permettant de prendre le pouvoir. Au contraire, partout où ils le pouvaient, les internationalistes s'efforçaient de tenir en échec les extrémistes et de les empêcher de commettre des actes inconsidérés. Ainsi les membres de la section parisienne de l'Internationale persuadèrent le Comité Central de la Garde Nationale de s'abstenir de résister par la force à l'entrée de l'armée prussienne dans Paris. D'une façon générale les Internationalistes, pendant le siège de Paris, prirent très peu part à l'agitation populaire et aux mouvements révolutionnaires du moment.

Dans la Commune même, les Internationalistes étaient en minorité. Ils n'étaient que dix-sept sur un nombre total de quarante-deux membres. Sur ces dix-sept, treize appartenaient à la classe ouvrière, tandis que le total des membres appartenant à la classe ouvrière était de vingt-cinq. Mentionnons parmi eux les noms de Varlin, Dupont, Theiss, Malon, Jourde, Pindy, Assy, Duval, Lefrançais, Frankel. Aux élections d'avril Charles Longuet, Serail, Johannard et d'autres Internationalistes furent élus. Tolain passa dans le camp bourgeois, trahit ses compagnons de travail et fut exclu de l'Internationale. Dans les différents travaux de la Commune, les Internationalistes furent principalement occupés dans les comités économiques et non pas dans les comités politiques; ils siégèrent par exemple dans la Commission des Finances, dans la Commission des Postes, du Travail et du Commerce, dans celle du travail social, des impôts et de la circulation. Grâce à leur influence (renforcée par celle d'un institut spécial de plénipotentiaires envoyés par l'Internationale à la Commune, et qui devint ensuite une délégation permanente du Conseil Fédéral à la Commune) un certain nombre de mesures sociales furent projetées, qui, malheureusement, ne purent jamais être complètement réalisées, à cause de la courte durée de la Commune. Parmi ces mesures il faut mentionner: l'abolition du travail de nuit dans les boulangeries; la confiscation d'ateliers qui avaient été fermés, dans le but de les céder à des groupes d'ouvriers coopérateurs; l'abolition des redevances; l'établissement d'un bureau de statistiques de travail, etc... Contrairement à beaucoup de membres de la Commune qui considéraient

ces choses comme un changement radical du système gouvernemental et de l'administration locale, les Internationalistes, bien plus avancés dans leurs perspectives, regardaient la Commune comme la première étape de la révolution sociale. Mais dans la mesure où leur attente se dirigeait spécialement vers l'action spontanée des travailleurs, ils entrèrent en conflit aigü avec les Blanquistes qui formaient la majorité de la Commune, car ces derniers se nourrissaient des souvenirs de la grande révolution française et étaient animés du désir d'imiter les Jacobins. Pour cette raison, les Internationalistes jouaient dans la Commune le rôle d'une opposition, bien que d'une manière générale ils la soutenaient activement. Dans la lutte contre le gouvernement républicain de Versailles qui représentait les intérêts des propriétaires fonciers et des capitalistes, les membres de l'Internationale étaient convaincus qu'ils devaient soutenir la Commune jusqu'au bout, puisque la Commune défendait les intérêts de la démocratie révolutionnaire — le prolétariat et la petite bourgeoisie. Mais ils protestaient contre le fait que les séances de la Commune se tenaient en cercle privé, car ils considéraient que les séances publiques étaient essentiellement nécessaires pour le contrôle populaire du pouvoir exécutif. Ils s'opposaient aussi à la formation du Comité de Salut Public, car cela équivalait pour eux à l'établissement d'une dictature, véritable « défi aux principes de réformes sociales desquels était issue la Révolution du 18 mars ». C'était, disaient-ils, un dangereux retour au passé. Bref, nous ne pouvons pas dire qu'au point de vue théorique aussi bien qu'au point de vue pratique, les Internationalistes français aient été parfaitement à la hauteur de la situation; on ne saurait le prétendre d'eux plus que d'une autre section de la Commune. Ils étaient encore sous le charme d'un utopisme usé et avant tout ils étaient encore sous l'influence des reliques du Proudhonisme.

Mais la minorité, parmi laquelle les Internationalistes occupaient une position prédominante ne manqua pas de soutenir la majorité de la Commune. Tous les membres de la Commune luttaient côte à côte et fortifiaient de leur sang les liens qui les unissaient aux masses révolutionnaires. Varlin fut une de ces victimes qui moururent pour la Commune; c'était un Internationaliste et un homme que le prolétariat chérissait et estimait hautement.

Après l'anéantissement de la Commune, la bourgeoisie l'accabla des plus basses calomnies. Marx, dans son ouvrage intitulé *La Guerre Civile en France*, et parlant au nom du Conseil Général, s'est efforcé de marquer la véritable importance historique de ce grand mouvement. Les ouvriers parisiens, après toutes les défaites et les trahisons que leur avait infligées la classe dominante (et le temps leur avait naturellement apporté pas mal d'enseignements) lorsqu'ils devaient défendre leur patrimoine, saisir les guides du gouvernement et prendre le pouvoir. Mais la classe ouvrière ne peut pas simplement s'emparer de l'appareil d'Etat tel quel et le faire servir à ses propres fins. Elle créa, sous la forme de la Commune, sa propre organisation. Ce fut une tentative confuse

de créer une république dont le but est non seulement la destruction de la forme monarchique du gouvernement, mais aussi celle du gouvernement de classe en général.

La Commune était composée de membres élus au suffrage universel et pouvant être révoqués à n'importe quel moment. Ce n'était pas un Parlement du genre ancien, mais un tout agissant, réunissant le pouvoir exécutif et législatif. Les fonctionnaires, qui avaient été jusqu'ici un pur outil gouvernemental et un instrument malléable entre les mains de l'État de classe, furent convertis en un organisme utile, adéquat et amovible de la Commune; la police et l'armée permanente furent abolies; le clergé fut sécularisé et les biens ecclésiastiques furent confisqués; les juges et les magistrats furent élus; l'éducation gratuite fut instituée. En commençant par les membres de la Commune, tous les adultes avaient à accomplir des fonctions sociales moyennant des salaires ordinaires de travail. Jourde, ministre des Finances sous la Commune, mangeait à la table publique et sa femme lavait elle-même le linge de la famille.

La Commune était une forme de pouvoir politique réalisé par la classe ouvrière, une dictature établie par la classe opprimée sur la classe opprimante. Elle devait servir de moyen à la transformation économique de la Société, c'est-à-dire qu'elle devait être le levier s'enfonçant dans les fondements mêmes de la société de classe, afin de la détruire complètement. Par la Commune le prolétariat acquit la direction de l'État; et la petite bourgeoisie qui, jusqu'ici avait été hostile aux idéals prolétariens, mêla maintenant sa destinée à celle du prolétariat. Le rôle historique de la Commune n'était pas absolument clair pour tous ses membres; elle ne fut pas non plus capable de remplir sa mission, car son existence fut courte et orageuse, et la réaction bourgeoise fut énergique. Mais la bourgeoisie aussi bien que le prolétariat comprirent la signification de la Commune. Si sa destruction eut pour effet immédiat de donner un rude coup au mouvement de la classe ouvrière de l'époque, la Commune n'en servit pas moins d'exemple; le glorieux souvenir de la dernière résistance héroïque des Communards fut une force puissante pour l'expansion des idées socialistes à travers le monde et favorisa considérablement la création aussi bien de la Deuxième que de la Troisième Internationale.

Combien justes étaient les réflexions de Marx dans sa lettre à Kugelmann datée du 17 avril 1871, lettre écrite au plus fort de la lutte de la Commune pour la prise du pouvoir! « Grâce au combat de Paris, la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste et son appareil d'État est entrée dans un stade nouveau. De quelque façon que la chose se termine, à partir de maintenant nous avons atteint un nouveau point de départ, un point de départ qui a une signification historique d'envergure mondiale ».

Un des résultats de la destruction violente de la Commune de Paris, pour le mouvement socialiste international, fut le renforcement de la conviction que le prolétariat doit créer un parti politique à lui, pour diriger la lutte de la classe ouvrière, non seule-

ment dans des périodes de paix mais encore et surtout pendant les phases révolutionnaires.

La Commune n'avait ni un programme défini, ni une tactique clairement conçue. Ceux-là manquaient parce qu'il n'y avait pas de parti ouvrier discipliné et organisé capable d'en fournir, capable de devenir l'avant-garde de la classe ouvrière et d'organiser les forces prolétariennes soit pour la défense, soit pour l'attaque. Voilà pourquoi d'une part, la Commune fut incapable de présenter aux ouvriers et aux paysans de larges perspectives, d'ouvrir de grandes voies qui auraient éveillé leur enthousiasme et l'esprit de décision pour la lutte. Voilà pourquoi, d'autre part, parmi ceux qui établirent la Commune, personne n'était capable de prévoir le cours des événements, de coordonner les actes, de diriger le mouvement à des fins délibérément fixées; enfin, ce fut la raison pour laquelle personne n'était capable de comprendre les causes de l'insuccès et de chercher une meilleure voie.

Dès l'abord la Commune était fatalement affaiblie par l'absence d'un parti de la classe ouvrière. On sait qu'elle ne reçut pratiquement aucun secours de la province. Il est vrai que pendant les dernières années du Second Empire des velléités révolutionnaires s'étaient manifestées dans les principales villes de province; il se créa des organisations de la classe ouvrière, des sections de l'Internationale étaient liées aux masses, et la volonté de lutter contre la bourgeoisie s'était manifestée. Mais tout cela avait été sporadique, inorganisé et sans unité. L'énergie avait été dissipée dans des révoltes partielles qui s'étaient produites sans plan général, sans connexion entre elles, sans direction. A Lyon, à Brest, à Marseille il y avait eu des tentatives d'établir des Communes dans les derniers mois de 1870. La bourgeoisie les avait étouffées avec facilité. Ces explosions partielles avaient épuisé l'énergie du prolétariat provincial, de façon que lorsque la Commune s'établit à Paris, la province ne fut pas en état d'apporter un secours quelconque à la capitale. Lorsque la nouvelle de la révolution du 18 mars se répandit, il y eut en effet des tentatives isolées de la part des ouvriers pour s'emparer du pouvoir, par exemple à Lyon, à St-Etienne, Le Creusot, Narbonne, Bordeaux et Marseille. Mais, manquant d'unité et de direction elles furent réprimées sans difficulté et aucun secours ne put être donné à Paris.

Des insuccès partiels et des mouvements prématurés peuvent évidemment se produire, même quand il existe un parti de la classe ouvrière. Aucune révolution n'en est exempte. Mais un parti organisé et discipliné peut vite réparer des fautes reconnues, il peut fortifier telle ou telle organisation faible, lui donner de nouveaux éléments, l'unir au mouvement général et agir de telle façon que même des insuccès deviennent la source de nouveaux succès. Mais en France il n'y avait pas un tel parti à cette époque, et ce qui fut perdu alors n'a jamais pu être regagné.

La Commune de Paris fut une éruption spontanée — bien que ce soit peu dire. En réalité la Commune fut une série continue de graves erreurs et de bévues impardonnables qui rendirent inutile

tout l'héroïsme de ses défenseurs. Il n'y avait pas de parti, et toute l'histoire de la Commune devint une tragédie. La révolution se déroula sans aucune direction; elle fut désordonnée et manqua absolument d'organisation. Aucune mesure n'était prévue à l'avance, pas le moindre plan n'était dressé avec un soin suffisant ou élaboré avec esprit d'a propos. Même si par hasard une mesure véritable avait été conçue il n'y avait personne pour contrôler sa réalisation.



Plusieurs faits montrent combien désastreuse fut la destinée de la Commune, par suite du manque d'un parti communiste digne de ce nom. Le 18 mars, c'était la chose la plus facile du monde que de s'emparer des membres du gouvernement capitaliste, des bureaucrates dirigeants et des représentants de la grande bourgeoisie. Mais personne ne songeait à faire une chose pareille. Une division de la Garde Nationale passa tranquillement devant la maison dans laquelle les ministres de Thiers tenaient leur séance et n'essayèrent pas de toucher à un seul de leurs cheveux. Aucun effort ne fut fait pour saisir et pour désarmer la garnison de Paris (les soldats du rang). L'armée était en état de décomposition; les simples soldats étaient tout prêts à se mutiner et n'auraient pas refusé de tirer sur leurs officiers. Mais rien de ce genre n'arriva. Les ministres de l'Etat capitaliste furent laissés parfaitement libres de quitter Paris et de retirer les soldats démoralisés. Une fois que les soldats étaient à Versailles, il était possible d'agir sur eux et de les transformer en exécuteurs du prolétariat parisien. Lullier, ex-officier de marine qui avait été nommé commandant en chef de la Garde Nationale révolutionnaire, laissait en réalité certains officiers arrêtés s'en aller librement, étant animé d'un certain esprit de « camaraderie » envers eux. La nécessité criante, c'était de s'emparer ou de disperser l'Assemblée de Versailles, d'annihiler ses forces qui, dans ces premiers jours, étaient très faibles. Mais aucune attaque ne fut faite sur Versailles. Bien pire, les Communards ne s'emparèrent même pas du Mont Valérien qui dominait la route de Paris à Versailles. Lullier se contenta d'accepter la « parole d'honneur » du commandant de la forteresse, qu'il garderait la neutralité pendant la durée de la guerre civile qui commençait (comme si la neutralité eut été possible!). Inutile de dire que la « parole » fut « honorablement » rompue.

Des fautes sont inhérentes à toute révolution, comme à toute activité humaine. Un parti communiste lui-même n'en est pas exempt. Mais un parti politique fait encore autre chose que des fautes; il est vite capable de reconnaître quand il a été dans l'erreur et il peut rapidement prendre des mesures pour remédier au mal. Mais la Commune n'a jamais cessé de commettre des bévues. Elle n'avait aucune possibilité d'accomplir sa tâche d'après un plan sérieux. Ce fut la cause de sa défaite.

L'absence d'un centre nerveux paralysa sa volonté. Pour son bien ou pour son mal, le cours des événements remit la direction

entre les mains du Comité Central de la Garde Nationale, et si celui-ci avait déployé plus d'énergie et d'initiative pendant les premiers jours de la révolution (avant l'élection de la Commune) lorsqu'il était encore le seul organisme actif, les choses ne se seraient pas si mal passées, et la situation de la Commune n'eut pas été désespérée. En réalité toute la destinée de la Commune se décida dans ces premiers jours. Nulle part et à aucun moment le Comité ne dirigeait la lutte, car il n'avait pas de dirigeant. Il ne se considérait jamais comme étant parfaitement « constitutionnel » et il attendait l'élection de la Commune. Mais la Commune enfin élue, le Comité n'abandonna pas son pouvoir. Il voulait faire maintenant ce qu'il n'avait pas fait avant, lorsqu'il était seul sur la scène. Grâce à son intervention, la confusion s'aggrava de plus en plus.

En ce qui concerne les ressources matérielles, la Commune n'était pas mal desservie. L'approvisionnement de la capitale après le siège avait été entrepris avec énergie par les Versaillais, et il n'y avait pas de manque immédiat de nourriture. Il n'y avait pas de manque d'hommes ou de munitions, mais celles-ci ne furent pas utilisées, et ont ensuite pu être enlevées peu à peu. La Garde Nationale était avide de lutter, pleine d'ardeur révolutionnaire. Mais le Comité Central, bien qu'étant à ce moment beaucoup mieux équipé que ses ennemis Versaillais, restait inactif. A l'heure décisive il se vouait aux préparations de l'élection de la Commune, au lieu d'entreprendre l'assaut décisif sur les forces ennemies et de s'emparer de tous les points stratégiques importants.

Lorsque la Commune fut finalement élue, elle ne fit pas mieux que le Comité Central. Sa négligence, son incapacité et son manque d'organisation amena finalement la dissolution des forces mêmes qui lui avaient été conférées par le Comité Central (malheureusement dans un état déjà suffisamment faible et désorganisé). Le désordre qui régnait dans la section de la Guerre est proverbial. Le choix des « experts » avait été malheureux. Les fonctionnaires bourgeois avaient répondu par le sabotage à l'appel révolutionnaire. D'autre part en ce qui concerne la section civile, les travailleurs réussirent à remplacer les anciennes méthodes bureaucratiques; et nous apprenons de bonne source que pendant la Commune, ces affaires ne furent pas le moins du monde plus mal administrées qu'auparavant. Mais dans la section de la Guerre qui était justement la plus importante à cette époque, on n'obtint pas un succès semblable. Les commandants en chef, nommés par la Commune, étaient une série de « bons-à-rien ». Le mi-fou Lullier, l'aventurier Cluseret, et Rossel le brutal — aucun d'eux ne réussit à remplir avec succès le rôle de dirigeants de l'armée révolutionnaire; ils ne comprenaient pas la situation; ils étaient incapables d'utiliser les forces dont ils disposaient; et ils n'étaient pas aptes à introduire, même partiellement, l'ordre et la discipline révolutionnaires parmi les troupes qui leur étaient confiées. La Commune n'avait aucune idée de la façon dont il fallait utiliser les facultés des hommes expérimentés, et comment les faire travailler pour la cause du prolétariat. La Commune ne réussit pas plus à intro-

duire dans l'armée les principes d'ordre et de discipline révolutionnaires. Tous les officiers se plaignaient du manque d'ordre et de la mauvaise volonté générale à se soumettre à la discipline. Un tel état de choses eut pu être évité si un parti communiste avait existé.

La Commune ne put pas dominer le sabotage organisé par l'administration officielle pas plus qu'elle ne parvint à se débarrasser des traîtres. Elle ne possédait pas le chef qui eut pu tout diriger et, si besoin était, indiquer ce qui était mauvais. Il suffit de rappeler au lecteur que les puissantes batteries de la Commune, qui avaient été placées au haut de Montmartre, restèrent absolument silencieuses au moment décisif que fut l'assaut général des troupes de Versailles. La plupart des fusils avait été bouchés par des traîtres. La citadelle révolutionnaire dans laquelle la Commune mettait un si grand espoir, se rendit à peu près sans lutte. L'armée versaillaise entra à Paris au Point-du-Jour sans un coup de feu; la place n'était absolument pas défendue et l'un des traîtres put négocier avec l'avant-garde des Versaillais, qui campait à quelques centaines de pas de la ville. Et à combien d'autres endroits la ville n'était-elle pas sans défense! Je mentionnerai par exemple le sud, point le plus vulnérable de Paris. En réalité toute l'œuvre militaire de la Commune était marquée de la même confusion. Il n'y avait pas de pouvoir central pour diriger et pour guider, aucun plan sérieusement élaboré; et même s'il y avait eu un plan de campagne, personne n'était capable de l'accomplir ou de le faire exécuter.

Rien d'étonnant à ce que l'énergie des travailleurs reflût peu à peu et que l'apathie s'emparât d'eux. A la place des trois cent mille soldats qui avaient été à Paris pendant la révolution du 18 mars, il n'y avait plus que six mille hommes sous les ordres de la Commune. Le travail d'agitation qui est toujours une partie très importante de la révolution, fut négligé. La province ignorait totalement les buts de la Commune; les calomnies bourgeoises restèrent sans réponse; et la Commune ne gagna jamais la sympathie de la large masse du peuple. Il est vrai qu'il eut été difficile d'acquérir une telle sympathie, puisqu'il n'y avait pas de programme bien défini, pouvant toucher et entraîner les masses. Mais, même dans cette situation, beaucoup eut pu être accompli dans ce domaine, s'il y avait eu quelqu'un pour le faire, ou s'il y avait eu un parti s'intéressant à ces questions, qui eut compris la signification réelle du travail d'agitation et qui eut été en mesure d'accomplir toutes les actions qu'il aurait décidé d'entreprendre. La Commune n'était pas seulement incapable d'attirer à elle de l'aide nouvelle, mais elle perdit beaucoup de ses adhérents, et de ceux qui avaient contribué à la créer. Les sympathisants petits-bourgeois furent les premiers à la quitter, mais bientôt les ouvriers commencèrent à se décourager et à se montrer indifférents. Au dernier moment, lorsque les Versaillais étaient déjà entrés à Paris et avançaient dans les rues semées des corps de leurs victimes, l'héroïsme traditionnel des Parisiens éclata fièrement pour un moment. Mais il était trop tard;

la victoire était devenue impossible et il ne restait plus rien qu'à accepter une mort honorable. Ça et là une poignée de travailleurs continua à tenir dans les faubourgs, particulièrement à Belleville.

Il n'y a donc rien d'étonnant, qu'après la suppression de la Commune, les champions de la lutte ouvrière en vinrent peu à peu à comprendre qu'il était indispensable de fonder un parti ouvrier, une organisation politique de la classe ouvrière, capable de diriger les forces prolétariennes et de leur donner une unité d'action dans la poursuite d'un objectif déterminé. A l'exception de quelques anarchistes, des hommes aux vues très divergentes sur d'autres points, s'accordèrent sur celui-ci. Des Blanquistes comme Vaillant, des marxistes comme Lafargue et des Proudhoniens comme Charles Longuet furent unanimes à préconiser la participation des travailleurs aux luttes politiques. Tous ils insistaient sur la nécessité de créer un parti ouvrier, absolument distinct et opposé à tous les partis bourgeois et apte à diriger la lutte de la classe ouvrière dans l'intérêt de l'émancipation politique et économique complète. Les résolutions bien connues de la Conférence de Londres en 1871 et du Congrès de La Haye en 1872 ne firent qu'exprimer sommairement les leçons tirées de l'expérience désastreuse des ouvriers au cours de la Commune de Paris.

G. M. STEKLOV.

Le rôle et les tendances actuelles de la social-démocratie en France

LA SOCIAL-DEMOCRATIE RETOURNE-T-ELLE A SA SITUATION D'AVANT-GUERRE?

Une opinion d'abord discrète et de plus en plus avouée tend à se faire jour ou feint de se faire jour dans les cercles des droitiers exclus du communisme (P. O. P. et autres d'essence plus raffinée) et de gauchistes S. F. I. O., c'est celle de la tendance de la S. F. I. O. à retourner à sa position d'avant-guerre, à la formule large et démocratique du parti ouvrier abritant à la fois réformistes et révolutionnaires, du parti de classe à déformation droitière mais offrant toujours à une gauche résolue des possibilités de redressement révolutionnaire. Comme le Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme prêche le retour à une nouvelle charte d'Amiens et en prédit l'avènement, cette tendance feint de prêcher et de prédire le retour à un renouveau de l'Unité Socialiste. Le parti S. F. I. O. s'amputerait à droite de ses éléments que la scission communiste a de plus en plus poussés dans le sens de la collaboration avec la bourgeoisie et se renouvellerait à gauche par l'apport des ex-éléments communistes déçus par la gymnastique ultra-gauche de leur Internationale, et revenant de leur erreur de Tours. Ainsi on espère un regroupement nouveau des forces ouvrières.

Un fait significatif c'est la conversion d'Amédée Dunois à cette politique. Amédée Dunois est un symbole — en lui se résumant le P. O. P., le Comité pour l'Indépendance et la gauche socialiste comme les trois personnes de la Sainte-Trinité. Le *Ça Ira* dans ses premiers numéros nous a appris qu'il était membre du Comité Central du Parti Ouvrier-Paysan. Le *Cri du Peuple*, organe des minoritaires de la C.G.T.U. hospitalise régulièrement sa prose qui provoque d'ailleurs par son réformisme trop criant les protestations légitimes de camarades qui n'ont pas encore renié l'esprit du communisme, la *Nouvelle Revue Socialiste*, organe théorique de la S. F. I. O. et la *Bataille Socialiste*, organe de la « gauche », publient ses confessions et nouvelles professions de foi, enfin le *Populaire* nous apprend que la 5^e section de la Fédération

Socialiste de la Seine l'a réintégré à l'unanimité. Peu importent les radotages séniles de Dunois sur « la France où l'on se sent chez soi » sur « la conquête légale du pouvoir », ses falsifications de l'histoire du communisme et de sa propre théorie, car en prétendant aujourd'hui faire sien le programme du Parti Socialiste Communiste il oublie avoir lutté jadis contre Frossard. Dunois n'est plus qu'un cadavre mais ce cadavre est un symbole par tout ce qui s'incarne en lui.

Le parti officiel étant défaillant et bien plus, alimentant sans cesse par sa politique fausse le courant anti-communiste contre lequel il feint de lutter, c'est à l'opposition communiste de gauche qu'il appartient de faire le maximum d'efforts, pour que de bons ouvriers trompés par la politique fausse de leurs chefs et par les mauvais bergers de la droite, ne transforment leur mécontentement contre leur bureaucratie en aversion pour le communisme et ne soient perdus pour la Révolution.

La lutte contre la droite est aujourd'hui une partie de la lutte contre la social-démocratie. Le P. O. P. et ses ramifications, n'est, comme le dit Paul Faure, qu'un sanatorium, une salle d'attente sur le chemin qui mène à la Social-Démocratie.

Cette lutte exige comme base un éclaircissement théorique très ferme sur le rôle actuel de la Social-Démocratie en France, la nature de la lutte de tendances qui s'y livre et la signification des perspectives de la gauche. Une grande confusion règne à ce sujet, tant par la démagogie effrénée à laquelle se livre la Fédération Socialiste de la Seine qui fait tout pour brouiller les cartes, que par le déséquilibre et les oscillations perpétuelles de l'ultra-droite à l'ultra-gauche qui caractérisent les directions centristes du Parti Communiste officiel.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE COMME EXTREME-GAUCHE DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

La Social-Démocratie ne peut retourner à sa situation d'avant-guerre pour une raison très simple : c'est qu'il y a eu la guerre. L'Unité Socialiste pouvait être considérée avant la guerre comme l'équilibre instable de deux tendances, l'une réformiste, l'autre révolutionnaire, s'accommodant plus ou moins l'une à l'autre par des concessions réciproques, des compromis et des résolutions équivoques dont le plus beau spécimen reste la motion Kautsky sur le cas Millerand et le problème du ministérialisme où tout le monde pouvait trouver à boire et à manger. Cette oscillation, cet équilibre instable étaient déterminés par l'ambiguïté fondamentale de la nature du Parti unifié — parti de classe ou parti politique comme les

autres, par l'ambiguïté fondamentale du mouvement ouvrier sur lequel elle s'appuyait, non encore affranchi de la tradition des luttes communes avec la petite bourgeoisie républicaine (de 1830 jusqu'à la Commune y compris), mouvement ouvrier dans une démocratie ou mouvement ouvrier contre la démocratie bourgeoise.

La guerre était un carrefour : elle mettait le Socialisme Unifié en présence d'un problème qu'il n'avait jamais envisagé sous son aspect essentiel et dont la solution dans un sens ou dans l'autre devait cependant décider de son sort. L'équilibre instable n'était plus possible. La guerre posait le problème de l'intégration absolue à la Société bourgeoise, de la fidélité absolue à l'État bourgeois, incarnation de la dictature de classe, ou de la rupture absolue. Tout le poids des traditions patriotiques de la Commune pesant sur les chefs de la gauche, d'ailleurs émasculés progressivement par leur contact avec les réformistes, on sait qui l'emporta. L'équivoque était rompue. Le Socialisme Unifié avait dans les faits renoncé à être un parti de classe pour n'être qu'un parti politique comme les autres, c'est-à-dire un des serviteurs de la dictature de classe de la bourgeoisie.

Le Socialisme est par là passé de l'équilibre instable à un équilibre nouveau — équilibre dans les cadres de la Société bourgeoise et de ses institutions politiques, expression de la dictature sur le prolétariat. Il ne remontera pas le courant de son histoire, car l'histoire ne se répète pas, sinon pour les vieillards, comme Dunois, qui retournent aux années de leur enfance par un effet de leur propre dégénérescence. Mais comme toujours dans l'histoire, les formes périmées survivent longtemps au contenu dont elles ont été vidées (telle cette carte symbolique du parti S. F. I. O.), les acteurs du temps présent aiment à se rehausser à leurs propres yeux et à ceux des autres en chaussant les cothurnes et en arborant le masque des héros des anciens temps, en parlant un langage archaïque (telles ces controverses où l'on feint de renouveler la querelle du ministérialisme, les appels à l'unité de la classe ouvrière, les célébrations de la Commune).

« La Social-Démocratie — selon la formule excellente et définitive de Lénine, mais pourtant souvent si mal comprise — n'est pas l'aile droite du mouvement ouvrier, mais l'aile gauche de la bourgeoisie ». Ce n'est que l'énoncé d'un fait : l'intégration définitive à la bourgeoisie.

En France, on peut dire, en tenant compte de cette intégration et de ses modalités, que la Social-Démocratie est l'extrême-gauche de la démocratie bourgeoise. C'est un parti politique comme les autres, différent des autres partis bourgeois, certes, mais autant et pas plus que ceux-ci différent entre eux. Comme tous les autres

partis œuvrant dans les cadres constitutionnels des institutions démocratiques bourgeoises, il accepte les règles du jeu électoral, du jeu parlementaire, du jeu de l'exercice du pouvoir et enfin et surtout, le principe sacro-saint de l'Union Sacrée pour la défense nationale, pour la défense inconditionnelle de la Patrie bourgeoise en conflit avec un autre Impérialisme.

Extrême-gauche de la Démocratie bourgeoise ne doit pas s'entendre au sens historique du mot, mais au sens de la géographie électoralo-parlementaire des partis. Une mauvaise application et une mauvaise interprétation de la tactique du Front Unique, des reminiscences historiques mal digérées ont donné lieu sur ce point à bien des confusions. La Social-Démocratie n'est, par son rôle actuel, en aucune façon assimilable à ces fractions avancées de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, aux côtés desquelles, le prolétariat, faisant son apprentissage révolutionnaire pour le compte d'autrui, a lutté pendant tout le XIX^e siècle, jusqu'à l'aurore du XX^e siècle, avec l'affaire Dreyfus qui a marqué l'apogée de ces luttes et le commencement de leurs résultats réactionnaires. La Social-Démocratie n'est pas cette fraction de la bourgeoisie qui joue un rôle révolutionnaire de moteur de l'évolution pendant la minorité du prolétariat. Les critiques de Marx contre la formule lassallienne de la bourgeoisie et des partis bourgeois formant un seul bloc réactionnaire, répondent à une autre situation, car la Révolution bourgeoise est terminée dans les grands pays occidentaux et en France en particulier. Les progrès de la bourgeoisie (rationalisation, guerre chimique, etc.), ne sont plus que des reflexes réactionnaires contre le prolétariat et contre ses concurrents.

La Social-Démocratie tendrait plutôt à jouer un rôle non pas rétrograde mais conservateur pour la conservation du *statu quo* des institutions politiques de la Démocratie dont elle vit et qui est son milieu naturel. Lorsqu'elle entre en conflit (et avec combien de temporisation) avec le Fascisme ou le Fascisme larvé, c'est pour maintenir le *statu quo* des institutions politiques traditionnelles et non pour faire un pas en avant.

Extrême-gauche de la démocratie bourgeoise veut dire que la Social-Démocratie a trouvé sa place définie dans le système des partis bourgeois dont les positions géographiques au Parlement ne coïncident pas nécessairement avec le rôle historique.

La base sociale d'un parti de démocratie, conformément à la duplicité inhérente à tout système démocratique bourgeois, est double : la base électorale et la base proprement politique. C'est une vérité première, mais dont on ne tire pas assez les conséquences, que la politique d'un gouvernement ou d'une majorité issue du suffrage prétendu universel, n'a rien de commun (ou presque rien,

sinon des gestes symboliques) avec la politique des électeurs qui les ont poussé en avant. L'explication en est, que dans un régime de Démocratie bourgeoise parvenu à un stade avancé à tous les points de vue comme est le nôtre, ce sont les grands intérêts capitalistes qui gouvernent. Les politiciens de la démocratie ont une fonction bien définie dans le cadre du régime capitaliste : servir de trait-d'union entre la souveraineté réelle des grands intérêts capitalistes et la souveraineté illusoire du pays électoral. Le Parlement aussi bien que la police, est dans les grands pays occidentaux, l'expression tangible de la dictature de classe des capitalistes.

Mais de la reconnaissance de ces vérités premières à celle de leurs conséquences pratiques il y a un pas qui n'est pas si vite franchi.

C'est ce que montre l'existence tenace d'un schéma pseudo-marxiste qui, en acceptant implicitement le postulat mensonger de la Démocratie bourgeoise, s'efforce de faire correspondre la géographie zoologique du Parlement avec la géographie sociale du pays. Chaque parti serait le parti d'une classe ou d'une zone de classes assez bien déterminée dont il s'efforceraient de traduire dans les lois les aspirations dictées par le suffrage universel. Ainsi le Parlement avec ses partis serait le miroir où se reflèterait le pays avec ses classes. De l'extrême-droite à l'extrême-gauche parlementaire s'échelonnent les zones sociales allant de la grande bourgeoisie à la petite bourgeoisie et au prolétariat en passant par la moyenne bourgeoisie. Gauche, centre, droite seraient des entités sociales. De la sorte le Parti Socialiste serait le parti des couches moyennes et aristocratiques du prolétariat marchant de front avec la petite bourgeoisie urbaine et paysanne. On voit comment le Parti Communiste trouve place naturellement dans ce schéma à la gauche sociale et parlementaire du Parti Socialiste; quelle conception de front unique et quelle tactique à l'égard de la démocratie en découlent, les années 1926-27, triomphe du grand opportunisme électoral-parlementaire dans le P. C., l'ont montré.

Ce sont des réminiscences historiques confuses des analyses données par Marx sur le rôle respectif des partis et des classes dans des situations révolutionnaires sans rapport avec les situations parlementaires actuelles, valables pour l'époque (maintenant révolue pour les grands pays occidentaux) des révolutions bourgeoises qui nourrissent ce schéma pour lui donner une allure pseudo-scientifique. Mais décalquer Marx n'est pas appliquer sa méthode, c'est au contraire aller à rebours de cette méthode.

Appliquer à la situation actuelle ce schéma familial aussi bien à Marcel Déat, théoricien « marxiste » de l'extrême-droite S. F. I. O. qu'à tel rédacteur centriste aujourd'hui en mal d'ultra-gauche

des *Cahiers du Bolchévisme*, c'est en réalité tenir le mensonge de la démocratie bourgeoise pour une vérité.

En réalité, les luttes entre les différents partis de la Démocratie en France ne sont pas l'expression de la lutte des classes dans la société tout court, mais l'expression de la concurrence entre les grands intérêts capitalistes. Dans la société bourgeoise, parvenue à son apogée, et déjà sur l'autre versant, ayant franchi le stade de la Révolution bourgeoise, il ne peut y avoir qu'une classe et qu'une seule politiquement dirigeante : la grande bourgeoisie (industrielle et financière). Tous les partis politiques non révolutionnaires ne peuvent être que les serviteurs de cette classe et les auxiliaires de sa dictature impitoyable. Toutes les autres classes (petite et même moyenne bourgeoisie urbaine et agricole, prolétariat à tous ses degrés) ne peuvent être économiquement comme politiquement que dirigées et non dirigeantes. Mais la grande bourgeoisie n'est pas une entité organique; sa loi est la concurrence des intérêts particuliers de tel ou tel grand groupe d'affaires. Cette concurrence économique a son expression politique dans la concurrence des différents partis.

Lorsqu'on dit que le régime démocratique avec ses luttes de partis pour le suffrage et pour l'exercice du pouvoir est le reflet de la concurrence économique dans la société bourgeoise et non le reflet de la lutte des classes dans toute la société, on dit une chose juste, mais à condition d'entendre par là non pas un reflet symbolique mais un reflet réel et direct. Ainsi il est bien évident que le Cartel des Gauches poussé au pouvoir par la petite bourgeoisie et une partie du prolétariat qui la suivait, n'a pas fait, parvenu au pouvoir la politique de la petite bourgeoisie, mais bien celle de la finance anglo-américaine victorieuse par le Plan Dawes, du Comité des Forges et celle de la Banque de Paris et des Pays-Bas, donc, d'une fraction d'intérêts de la grande bourgeoisie en lutte contre une autre fraction. A un moment donné de l'histoire, étant donné la structure de fait de l'économie et de la politique capitaliste, il n'y a qu'une politique et qu'une seule, déterminée par le rapport de forces entre les intérêts capitalistes en présence. Le point d'application de cette politique passe par la résultante.

La politique à suivre étant déterminée de façon nette et sans équivoque par le rapport des forces économiques, il peut y avoir simplement concurrence entre les divers partis politiques pour savoir qui réalisera la tâche et bénéficiera des « menus » profits qu'elle comporte. C'est ce qui se produit actuellement. La lutte âpre de la Social-Démocratie et des partis de gauche (s'atténuant à mesure qu'on se rapproche du centre) contre le ministère Tardieu, opposition parlementaire que d'audacieux gauchistes (audacieux par leur

impudence) prétendent habiller des rouges couleurs d'une opposition de classe au régime, n'a pas d'autre sens. La caractéristique de cette lutte c'est qu'elle ne comporte aucune opposition de programme et de principes. Le programme intérieur et extérieur (réformes sociales — assurances sociales, école unique, grands travaux publics; Plan Young) de l'opposition et du gouvernement coïncident exactement.

On a assisté à cette situation burlesque et justement digne de la verve du *Canard Enchaîné* : la gauche parlementaire, S.F.I.O. en tête, reprochant au premier ministre Tardieu la malhonnêteté politique qui consiste à voler le programme de son prochain (combien prochain!), la droite par l'organe du « raciste » Paul Reynaud, rétorquant le même reproche à l'éphémère ministère de gauche Chautemps. Sans doute Léon Blum a-t-il feint une opposition de principe en politique extérieure à la thèse française à la Conférence navale de Londres. On en a vu la valeur lorsqu'il a solennellement apporté, au nom de son parti, l'assurance d'un entier soutien au ministère Chautemps qui, sur ce point, proclamait hautement son absolue continuité d'action avec le ministère précédent. On a vu Léon Blum et le Pasteur Soulié, maugréant l'un contre l'autre et ce dernier contre lui-même, confondre leurs votes en faveur du Plan Young, splendide illustration du déterminisme en politique.

Si toute politique parlementaire, ne peut être que la politique de la grande bourgeoisie, considérée dans la totalité de ses intérêts ou dans tel ou tel grand groupe d'intérêts s'opposant à d'autres, il reste de toute évidence que la base électorale de cette politique ne peut être que grande-bourgeoise.

Par base électorale d'un parti de gauche, comme le parti S. F. I. O., il faut entendre non seulement les électeurs mais les « cadres ». Les cadres qui constituent l'armature du parti en tant que parti sont le trait-d'union entre les électeurs et les politiciens parlementaires comme ceux-ci le trait-d'union entre les intérêts capitalistes et le pays électoral. C'est à mesure qu'on se déplace vers la gauche dans la géographie politique que l'on trouve des cadres de plus en plus solides. Ceux des partis d'extrême-droite sont des formations de combat extra-parlementaires disposées en réserve pour toutes sortes de coups durs anti-ouvriers en cas de carence de la police officielle ou de chantages sur le Parlement (voir la situation en 1926). Les partis de droite et du centre à la Chambre en sont réduits à leur groupe parlementaire. Le parti radical a ses cadres mais surtout composés d'élus ou d'aspirants à l'élection. C'est le Parti Socialiste qui, avec ses 110.000 adhérents, possède les cadres les plus solides et c'est une situation que ne manquent pas de lui envier les chefs publicistes de la droite comme Kerillis.

On ne peut faire non plus coïncider à la rigueur la base électorale des partis parlementaires (cadres compris) avec la géographie sociale du pays. La petite bourgeoisie en particulier est partout, aussi bien à droite qu'à gauche et au centre, et tantôt d'un côté, tantôt d'un autre en proportions variables suivant les vicissitudes de l'heure politique. Cela s'explique par le fait qu'elle est très diverse, que ses limites sont indéfinies, qu'elle forme avec le prolétariat la grande masse du pays électoral et qu'elle est en même temps la classe la moins susceptible d'avoir une politique propre. Le prolétariat inorganisé est très diversement réparti et se confond électoralement avec la petite bourgeoisie dont on ne saurait l'isoler que par abstraction. Le prolétariat organisé dans les syndicats réformistes de la C. G. T. a, la plupart du temps une conscience politique au même niveau (c'est-à-dire assez pauvre) que sa conscience corporative de classe économiquement directrice mais non antagoniste par principe des autres classes. On a vu l'intervention indirecte dans les élections de la C. G. T. avec son fameux programme, aboutir dans la zone des partis de gauche et même un peu plus loin avec les candidats les plus divers, à un acquiescement très large. Le parti radical, en particulier, a solennellement fait sien ce programme. On obtiendrait le même résultat en considérant les diverses couches du prolétariat selon leur niveau de vie. Il y a de l'aristocratie ouvrière dans le Parti Socialiste mais aussi ailleurs, et le Parti Communiste est loin de ne posséder que des manœuvres ou même une majorité de manœuvres. Aussi bien dans son sein que dans sa base électorale, comme il l'avoue lui-même. La formule d'Engels et de Lénine sur le « Parti ouvrier-bourgeois » répétée à la façon des perroquets par les bureaucrates du communisme officiel (cela signifie parti du prolétariat embourgeoisé, de l'aristocratie ouvrière et rien de plus) pour qualifier la Social-Démocratie, ne s'applique pas exactement.

La base électorale et les cadres des partis démocratiques ne peuvent par définition coïncider précisément avec des zones socialement bien distinctes, le principe même de la démocratie exigeant qu'on s'adresse non pas à telle ou à telle classe mais au « citoyen » en général. Cependant il existe indubitablement des orientations. La Social-Démocratie s'adresse, de préférence, à la petite bourgeoisie et son prolétariat qu'elle unit et confond, à ce qui constitue démocratiquement parlant, le peuple, par opposition aux grands privilégiés. Elle conserve, par la puissance des traditions et par la stupidité du communisme officiel, des bastions ouvriers importants enlisés dans la tempête réformiste, dans le Nord, dans la Loire et dans la Vienne. Elle s'appuie sur un nombre respectable de fonctionnaires de l'État dont le nombre fait déjà de la C. G. T. un

organisme non exclusivement prolétarien, en particulier sur des instituteurs. Elle fait actuellement un grand effort, souvent heureux, pour gagner la petite et moyenne bourgeoisie agraire, dans les régions agraires du midi en particulier.

Il n'existe malheureusement pas de statistiques de la composition sociale de ce célèbre parti de 110.000 membres. Elles seraient certainement très instructives et l'on verrait plus nettement encore, que le poids spécifique du prolétariat même aristocratisé et embourgeoisé est très loin de l'emporter dans ce pseudo-parti ouvrier. La base électorale d'un parti démocratique bourgeois et la politique qu'il mène, ne peuvent, nous l'avons vu, coïncider, mais un raccord bien que très lâche doit exister pour le fonctionnement de la machine démocratique entre cette politique et certaines aspirations qu'elle ne doit pas trop choquer. Ouvriers républicains fraternisant dans la communauté populaire avec la petite bourgeoisie, aspirant à une amélioration de leur bien-être par les réformes sociales dans le cadre des institutions économiques du capitalisme; fonctionnaires intéressés par définition à la conservation de la machine de l'Etat (on trouve jusqu'aux fonctionnaires de la police dans la S. F. I. O. cela est bien connu et n'est nullement une calomnie inventée); moyens et petits paysans partisans par définition de la propriété individuelle et ne dépassant pas dans leurs aspirations progressives le stade d'un coopératisme assez conservateur ou la revendication d'une aide de l'Etat contre les spéculateurs; tous les petits qui sont mécontents des gros mais n'aspirant pas à supprimer la classe des gros dans leur espoir de parvenir un jour à leur niveau ou d'y faire parvenir leurs enfants, voilà ce qui constitue le principe d'un raccord entre la politique S. F. I. O. et sa base électorale.

On comprend ainsi comment, par sa base sociale même, le Parti Socialiste a pu cesser d'être un parti de Révolution pour devenir un parti de réformes, cesser d'être un adversaire de l'Etat bourgeois pour devenir un de ses fidèles serviteurs, cesser d'être un adversaire de la propriété privée pour en devenir un garant très respectable (cf. élection de Narbonne). Il a fait ainsi le champ libre pour mettre ses politiciens au service de la seule classe économiquement aussi bien que politiquement dirigeante — la grande bourgeoisie et de ce chef, entrer en lice pour la concurrence avec les autres partis de la Démocratie bourgeoise, ses semblables, ses frères.

A. ARIAT.

La nouvelle orientation de la Confédération Générale des Travailleurs d'Espagne

En surface et seulement en surface la crise de l'anarcho-syndicalisme espagnol est entrée dans une phase nouvelle caractérisée d'un côté par la suspension de la violente querelle publique qui s'est déroulée entre ses leaders les plus en vue il y a peu de temps, et d'un autre côté par la réorganisation syndicale et la légalisation des syndicats, mouvement qui, entrepris précipitamment à Barcelone, s'est étendu, depuis, au reste de l'Espagne.

En fait, on ne trouve pas, en province, le même enthousiasme qu'à Barcelone et les résultats obtenus sont naturellement inférieurs. Quoique les chefs de l'actuel mouvement de réorganisation exagèrent assez l'importance et le nombre de leurs succès, on ne peut nier qu'il existe de grandes possibilités et de grandes perspectives de reconstitution de l'organisme confédéral, que l'on pourra mener à bien, avec une facilité relative si la nouvelle orientation préconisée par quelques jeunes éléments de Barcelone est appuyée par la majorité des réorganisateurs, et s'ils savent la faire triompher au prochain conseil national de la confédération.

On ne peut nier qu'il y ait une grande confusion et une grande désorientation dans les milieux dirigeants de l'actuelle campagne de réorganisation et qu'ils ont abandonné d'autres problèmes plus importants et plus immédiats, quoi qu'ils en aient, au détriment de la réorganisation syndicale elle-même (revendications immédiates de la classe ouvrière; exploitation des événements politiques actuels au bénéfice de la réorganisation syndicale, problème des chômeurs).

Il est incontestable qu'une sage et habile tactique de lutte et d'agitation (organisation et affermissement des grèves dans lesquelles l'action des chômeurs et les revendications économiques accompagnées par d'autres d'un caractère politique) aurait à l'heure actuelle aidé beaucoup plus à la réorganisation de la C. N. T. que toutes les proclamations, manifestes et simples appels au regroupement syndical.

De toute façon la C. N. T. se réorganisera. La question importante, c'est de bien orienter la réorganisation. Les circonstances, bien qu'elles posent des problèmes difficiles, sont favorables.

L'organisation social-réformiste est intérieurement discréditée, ses dirigeants les plus en vue sont démoralisés. Il ne faut pas penser que l'Union générale des Travailleurs augmente le chiffre de ses effectifs. Bien plus, ses forces sont appelées à décroître. Au bénéfice de la C. N. T.? Oui, en partie. L'autre partie peut être plus facilement neutralisée. Tout dépend de l'orientation que va prendre la C. N. T. et de la tactique syndicale des communistes officiels. Il y a là un problème grave et de la première importance pour la classe ouvrière espagnole et le P. C. d'Espagne en particulier.

Quant à nous, communistes d'opposition, nous sommes partisans d'apporter notre concours enthousiaste à la réorganisation de la C. N. T. Créer de nouveaux syndicats autonomes, les arracher à l'influence réformiste pour les jeter dans l'autonomie est une tactique stupide de suicide qui va en sens inverse des nécessités de l'unité syndicale espagnole. Vouloir la fusion de l'U. G. T. et de la C. N. T. est une tâche ardue, difficile et de longue haleine. Les chefs réformistes s'opposeront à l'unité syndicale ouvrière. Mais il y a une issue : le renforcement de la C. N. T., l'unique organisation qui, malgré de graves erreurs et des défaillances dans sa conduite, préconise une tactique de lutte de classes contre le collaborationnisme de la centrale réformiste. Là est le problème. Il faut changer le cours de la C. N. T., l'orienter différemment qu'elle l'a été auparavant, tâche sans doute dure et difficile, mais non pas impossible.

Actuellement, bien que ce soit dans une confusion et une indécision lamentables, il y a un grand courant d'opinion pour un cours nouveau. Il est sûr que certains éléments parmi les réorganisateur les plus connus, autrefois farouches apolitiques, préconisent des idées absurdes de collaboration et d'interventionnisme politique voilé en faveur de la république. C'est là une preuve de la confusion dans le camp des réorganisateur où l'on voit de vieux antipolitiques enrégés devenus partisans décidés de l'intervention politique, dans la campagne électorale prochaine. (Tout cela cependant d'une manière indirecte et voilée qui est la principale caractéristique de l'indécision qui est elle-même fille de la confusion).

Le groupe de jeunes de Barcelone dont nous avons parlé plus haut a l'orientation la meilleure et c'est lui qui a réussi le mieux à faire le point sur les questions politiques. Il y a là un grand travail d'orientation et de clarification à effectuer et il incombe à l'opposition communiste espagnole, puisque le P. C. n'a pas encore découvert cet aspect de la question et ne paraît pas se soucier le

moins du monde de ces problèmes si importants pour le communisme en Espagne.

La C. N. T. doit-elle intervenir de façon ouverte et déclarée dans la politique électorale? Nous disons carrément — non, la C. N. T. ne doit ni ne peut intervenir directement dans la politique électorale, ce qui serait la convertir en l'un quelconque des partis politiques et la faire désertier par le gros de ses adhérents de tradition apolitique. Une telle idée ne doit jamais être défendue au sein de la Confédération. L'organisation syndicale doit être de façon exclusive le groupement des ouvriers qui reconnaissent et sont prêts à mettre en pratique le principe de la lutte de classes, de la guerre de classes, pourrions-nous dire, comme *moyen* d'amélioration de la situation générale de la classe ouvrière, comme pont qui doit la conduire, non sans lutte violente à l'émancipation et à la fin de son exploitation.

La question ainsi posée, nous ne pouvons pas ne pas poser celle du pouvoir, de l'Etat ouvrier et paysan, de la dictature du prolétariat comme période de transition entre le capitalisme et le socialisme. Bien que cela déplaise à certains chefs de l'A. I. T. (1), c'est un problème que la C. N. T. doit aborder dans toute son ampleur, question de programme et question de principe impossible à esquiver dans la mesure où on veut réaliser une action positive. C'est là le point central d'accord entre le groupe de jeunes dont nous avons parlé et nous, communistes d'opposition, communistes véritables.

La C. N. T. se propose comme fin prochaine, comme moyen d'émancipation du prolétariat, la mise en pratique du principe de la lutte de classes, en tant que moyen d'amélioration de la situation matérielle et morale de la classe ouvrière. Sur ce point, anarchistes, syndicalistes et communistes, nous sommes tous d'accord. Quel but final se propose la C. N. T.? L'émancipation totale du prolétariat, la fin de toute exploitation. Nous sommes encore tous d'accord sur ce point. Quelles méthodes faut-il employer? 1°) L'éviction violente du Capitalisme, violente parce que nous avons à prendre nos responsabilités et parce que le capital ne se laissera pas abattre par d'autres moyens; 2°) Création d'un Etat ouvrier et paysan (dictature du prolétariat comme phase transitoire entre le régime bourgeois et celui des travailleurs).

(1) L'A. I. T. (Association Internationale des Travailleurs). C'est la centrale syndicale internationale anarcho-syndicaliste qui a repris le nom de la 1^{re} Internationale et dont le siège est à Berlin. La C. G. T. S. R. française y adhère ainsi que la C. N. T. espagnole et quelques formations syndicales d'Amérique latine.

Si les jeunes amis dont nous avons parlé se tiennent ferme sur cette position, si à la prochaine assemblée nationale de la C. N. T. ils font prévaloir leur point de vue (chose plus douteuse, mais qui n'entraîne ni ne doit entraîner l'échec définitif de l'idée et l'arrêt de notre propagande dans ce sens), pas de doute sur la reconstitution d'une C. N. T. puissante et solide, de la Confédération idéale, notre belle C. N. T., qui sera le véritable organisme syndical de la classe ouvrière, luttant pour son entière émancipation.

Qui doit exercer la dictature du prolétariat? Nous communistes, nous disons, que c'est l'avant-garde ouvrière, la minorité sélectionnée et disciplinée, le Parti Communiste naturellement appuyé par le gros du prolétariat conscient et organisé. A la Confédération Syndicale revient l'administration de la production, le contrôle indiscutable et nécessaire des actes du gouvernement ouvrier et paysan. Impossible d'exiger des affiliés de la C. N. T., une profession de foi uniforme, anarchiste, communiste ou socialiste, de même qu'il est impossible de la faire intervenir directement dans la politique électorale. Communistes, nous plaçons pour une étroite collaboration entre la C. N. T. et le P. C. (ce qui ne signifie, en aucune façon, que la volonté du P. C. doit être imposée à la C. N. T.). Collaboration, c'est-à-dire, amplification de l'activité de classe des travailleurs. Cette revendication que nous posons, ce droit que nous réclamons de pouvoir défendre nos conceptions à l'intérieur de la C. N. T. toutes les tendances minoritaires ou majoritaires appartenant à la Confédération doivent l'avoir. La classe ouvrière accepte l'idée la plus juste par un effet de la souveraineté de son jugement, ce qui veut dire que dans la C. N. T. réorganisée doit s'établir un régime de véritable démocratie ouvrière.

Si la juste conception de nos camarades de Barcelone triomphe, pas de doute que tout en conservant intégralement notre personnalité communiste propre, nous les appuierons comme nous le faisons et la C. N. T. connaîtra une nouvelle ère de victoires et pourra compter sur notre concours décidé.

Une question difficile se posera : les relations avec l'A. I. T. Adopter une plate-forme et élaborer un programme comme celui que nous avons indiqué plus haut présuppose une rupture morale et idéologique avec l'A. I. T. La C. N. T. doit-elle aussi rompre organiquement de façon totale et immédiate avec l'A. I. T.? Le changement radical d'orientation entraîne spontanément la rupture morale et idéologique. La rupture organique ne doit pas s'ensuivre, pour le moment du moins. Il ne convient pas de brusquer les choses. Certes, l'A. I. T. est un organisme rachitique et sans grande influence sur le mouvement ouvrier. Mais elle groupe une poignée d'excel-

lents révolutionnaires (quoi qu'en disent Staline, Losovsky et Cie) à qui nous ne devons pas faire violence.

La C. N. T. possède le titre d' « âme » de l'A. I. T. C'est à elle qu'il revient d'orienter dans un sens clair et sincèrement révolutionnaire le groupe d'ouvriers affiliés à l'A. I. T.

Dans la F. S. I. d'Amsterdam, il y a des noyaux ouvriers partisans de l'I. S. R. Fortement ou faiblement (selon que la tactique de l'I. S. R. et de l'I. C. est juste ou fausse) ces noyaux travaillent pour l'Unité, sinon totale, du moins la plus large possible, du mouvement syndical international. Le travail de la C. N. T. d'Espagne sera plus facile et plus positif que ceux des autres groupes à l'intérieur de la F. S. I.

C'est le point de vue du groupe de jeunes anarcho-syndicalistes dont il a été plusieurs fois question, qui nous a suggéré cette étude. Il ne laisse pas d'être passablement hypothétique et un peu trop idéal. Mais on ne peut nier qu'il exprime merveilleusement le point de vue syndical de l'opposition communiste espagnole, la méthode juste, appropriée et indispensable pour la création d'une nouvelle C. N. T. d'Espagne solide et puissante.

HENRI LACROIX.

Madrid, Mars 1930.

L'expérience de la capitulation

(Réflexions nécrologiques)

Après la capitulation de Boukharine, Rykov et Tomsky, on se demanda, comme une devinette : était-ce une habile manœuvre des droitiers ou bien au contraire, le renouvellement du bloc entre droitiers et centristes ? Mais au fond l'élucidation de ce mystère était sans importance. Certes, il est fort possible que le trio de droite caresse doucement l'espoir de temps meilleurs pour relever la tête ; peut-être aussi voyant surgir à l'horizon des symptômes économiques inquiétants, regrette-t-il aujourd'hui d'être allé trop tôt à Canossa. D'autre part, il est fort possible également que les staliniens estiment utile de conserver les droitiers au sein du pouvoir dans l'éventualité d'un nouveau tournant. Toutes ces conjectures demeurent sans importance.

L'important est qu'en plein déchaînement de l'ultra-gauchisme le bloc entre droitiers et centristes se trouve reconstitué alors que les répressions contre les gauches non seulement n'ont pas diminué, mais se sont aggravées.

Quoi qu'il en soit, Rykov est toujours Président du Conseil des Commissaires du Peuple pendant que Rakovsky à Barnaoul soigne son cœur malade par des froids de 40°. Tomsky et Rykov sont du Bureau Politique, Boukharine du Comité Central, alors que Sosnovsky, B. Mdivani, Kavtaradzé sont en prison. Ouglanov est Commissaire du Peuple au Travail, Bloumkine est fusillé (oui, fusillé!). Voilà quels sont les faits déterminants qui donnent sa valeur réelle au cours actuel vers la gauche.

La capitulation de tous les droitiers après celle de quelques gauchistes est un fait peu important en soi. La portée de ces capitulations rituelles pour l'avenir du parti dans son ensemble n'apparaît sous son vrai jour que lorsqu'on les examine non sous l'angle des intrigues subjectives qui y présidèrent, mais des symptômes objectifs qui les caractérisent. Une seule leçon, une conclusion unique à tirer de tous ces revers et volte-face des six dernières années : c'est l'étouffement constant, systématique et têtue du parti.

Le parti est le produit d'une sélection idéologique. Il demeure un parti tant qu'il conserve à sa base une unité idéologique librement consentie. Mais quelle valeur peuvent bien conserver les idées

et les principes de ce parti lorsque un à un ses dirigeants se renient eux-mêmes pendant que l'appareil abstrait, sans face et sans pensée, décrète une fois pour toute son infaillibilité et déclare ouvertement au parti : « Vous ne pourrez vous débarrasser de nous que par une guerre civile ! » (Staline, en 1927). Rappelons-le encore une fois : Zinoviev — chef « en titre » du Parti Communiste et de l'I. C. (1923-1925) — Zinoviev dans l'opposition se repent d'avoir fausement lutté contre le « trotskysme » (1926-27) ; Zinoviev renie l'opposition et déclare à nouveau la guerre au trotskysme « contre-révolutionnaire » (1928-1929).

Boukharine : « trotskyste » en 1922 ; la main dans la main avec Zinoviev en 1923-1926 ; le chef idéologique du P. C. et de l'I. C. en 1926-1928 et inspirateur de la période centre-droite. Boukharine se repent de ses erreurs et renie les convictions qui le guidaient durant toute sa période de lutte contre le trotskysme.

Si l'on envisage Staline sous l'angle de ses idées, on voit qu'il les emprunte tout à tout à Zinoviev, Kamenev, Boukharine, pour finir maintenant par s'en confectionner avec des fragments des idées oppositionnelles.

Au sein du parti l'automatisme a atteint les dernières limites. L'appareil ne demande plus qu'on souscrive à quelque principe, il exige tout simplement qu'on lui accorde l'infaillibilité. Cet art de soutirer des amendes honorables dûment signées n'a pas du tout pour but d'affermir au sein du parti une somme quelconque de principes bien établis (quels principes ?) ; son seul but est de bien convaincre le parti que toute résistance ou opposition de l'appareil, toute critique, toute rumeur, et jusqu'au moindre chuchotement même, une annotation dans un journal personnel (voyez Kamenev !) ne peuvent aboutir qu'à des répressions et de nouvelles humiliations idéologiques. C'est l'« autocritique » à l'envers car elle signifie proprement le devoir des membres du parti de critiquer ce que « critique » l'appareil.

Or le parti est le résultat d'une sélection idéologique. Le parti est une trempe révolutionnaire des caractères. Le parti est la cuirasse d'une classe composée de ses éléments les plus convaincus, les plus solides, les plus fermes. La fusion de ses éléments se fait lentement et sous le contrôle constant des événements. Voilà pourquoi la chair vive du parti est faite d'un tissu organique extrêmement compliqué et sensible. On ne peut pas plus tenir un parti sous presse que l'on ne peut tenir sous presse un corps vivant : la circulation du sang s'interrompt et les tissus meurent.

Ce dépérissement des tissus vivants au sein du parti se fait actuellement sous nos yeux sous forme d'une pression matérielle sans cesse accrue par la bureaucratie du parti.

La capitulation de tous les « chefs » du parti, par ordre, un à

un ou en groupe, face à l'appareil absolument vide de toute idéologie constitue une oppression inouïe aboutissant précisément à ce stade où désormais toute circulation idéologique au sein du parti cesse. Les circonstances dans lesquelles les droitiers ont fait amende honorable sont particulièrement démonstratives du cynisme de l'appareil. Sans crier gare l'*Humanité* apprend un beau matin que les trois dirigeants les plus en vue du parti et de la République des Soviets — le chef de l'I. C., le chef du gouvernement et le chef des Syndicats se trouvaient être déjà depuis plus de deux ans en état d'opposition aiguë vis-à-vis du Comité Central et considèrent la politique officielle en cours comme étant une politique de perdition.

Comment se fait-il que personne n'en avait rien su ? N'y allait-il pas du sort de la révolution ? Où donc avaient lieu les débats sur ces divergeances et où prenait-on les décisions ? Les procès-verbaux des séances du Comité Central s'impriment cependant pour tous les membres du parti. Mais voilà : l'appareil vit une double vie. Les questions sont résolues en coulisse tandis que sur la scène officielle on joue la comédie de faux débats et de faux votes conformément à des rôles écrits d'avance. C'est de cela qu'on nourrit le parti. Mais il y a mieux.

Durant même cette opposition aiguë de ces trois membres du Bureau Politique, le Secrétariat Général communiquait officiellement au Parti que les bruits concernant de soi-disant divergeances au sein du Comité Central et d'une déviation de droite n'étaient qu'une abominable calomnie des « trotskystes ». Et voilà que rétrospectivement on avoue que la « calomnie » en question n'était que pure vérité et de plus d'une importance capitale et que l'on cachait au parti.

La campagne ouverte contre Boukharine ne commença qu'environ un ou deux mois avant sa capitulation. Quant au nom de Rykov en tant qu'un des chefs de la déviation de droite, il ne fut prononcé ouvertement qu'à la veille du plenum du C. C. de Novembre.

Mais la *Pravda* ne commença à le malmenier qu'après sa capitulation, insinuant que le repentir des dirigeants de droite pouvait ne pas être très « sincère ». De sorte que l'organe central du parti estime possible que la personne placée au poste le plus responsable de l'État soit capable de tromper le parti et les grandes masses dans l'examen des problèmes dont dépend le sort et du parti et du pays. Et cette suspicion est lancée sur un ton aussi naturel que s'il se fut agi d'un fait absolument insignifiant et régulier.

Or il s'agit en fait d'une tromperie politique, d'une cynique absence de principes, d'une trahison idéologique de la part de certains membres du Comité Central qui, aujourd'hui encore, à l'heure même où ces lignes sont écrites se trouvent à la tête du gouverne-

ment soviétique ou dans les cadres de ses organismes les plus importants.

Chemin faisant le parti apprend, au moment du dénouement seulement, que le chef de l'I. C., le chef du gouvernement et le chef des syndicats depuis un an et demi déjà « jouaient avec le sort du parti et de la révolution » (sic), « spéculaient sur une catastrophe possible » (resic) — le tout dans les coulisses cachées de la bureaucratie. Et pour repousser ce « jeu » criminel, point n'a été nécessaire de recourir à l'aide du parti... Comment autrement la presse eut-elle pu demeurer silencieuse ? Or la presse n'a rien dit. On trompait le parti en l'endormant. La déviation de droite se trouva réduite à la personne de... Froumkine. Pour le commun des mortels Rykov et Staline luttèrent au même titre contre Froumkine et Chatounovsky et ce duel de personnalités portait le nom de lutte contre la déviation de droite.

Après tout peut-être Froumkine aussi luttait-il contre lui-même. Nous crûmes même un moment que la Commission Centrale de Contrôle avait condamné Froumkine à l'état permanent de non-repentir pour qu'il y eut toujours sous la main un objectif tout prêt en vue d'une lutte contre la déviation de droite mais cette hypothèse ne s'est pas vérifiée.

Ce n'est qu'après l'amende honorable et rituelle de Rykov — qui aurait semble-t-il dû faire précisément cesser toute attaque contre eux — que Rykov et le trio en question deviennent l'objet d'insultes débordantes et ouvertes face au parti, à toute la population du pays, face à l'humanité entière. On n'eut aucun besoin du parti pour lutter contre le « complot » de Rykov, Boukharine et Tomsy. On assure même au parti qu'il n'existe aucune divergence. Mais après la victoire sur les droitiers remportée en coulisse, on remettra au parti trois scalpes politiques : voyez ce que fera le Secrétariat Général de quiconque osera se mettre en travers de son chemin !

Ce règlement de comptes constitue une nouvelle étape dans la transformation bonapartiste au sein du parti : sur scène on opère des exercices militaires contre Froumkine, puis on découvre subitement au parti le scalpe de Rykov. Pareil automatisme dans la lutte et pareil mépris à l'égard du parti ne s'étaient encore jamais vus.

Cet aspect du régime qui règne au sein du parti reçoit toute sa signification quand on songe que Rykov, Tomsy et Boukharine ont capitulé le lendemain même du jour où Radek et Smirnov avaient jugé bon de capituler « dans l'intérêt de la lutte contre les droitiers ». En revenant de bannissement Radek clamait à tous les arrêts que bientôt l'on verrait les deux fractions au sein du C. C. s'arrêter l'une l'autre et qu'il faut donc se hâter de venir à l'aide

du centre (c. à d. Staline) dans sa lutte contre les droitiers (c. à d. Boukharine, Rykov, Tomsky). Mais Radek n'avait pas eu le temps de rédiger sa troisième ou quatrième amende honorable que déjà les terribles chefs de la droite du Comité Central s'empressèrent de déclarer qu'eux aussi brûlaient d'envie de venir en aide au centre dans sa lutte contre toutes les déviations, principalement contre celle de droite. De cette façon l'investissement de Froumkine était assuré de tous côtés et Smirnov et Bogouslavsky arrivés un peu en retard trouvaient tous les postes dans la battue occupés. Comme par malheur, il arriva qu'à ce moment-là Froumkine lui-même vint à résipiscence. L'aile droite devint définitivement transcendente. En dépit de tout ce que la situation comporte de tragique, on ne peut nier que les capitulards de gauche apportent dans le débat un véritable élément de bouffonnerie. Pressés de se rallier à l'appareil pour lutter contre les dangers de droite, les capitulards de gauche ne luttent que sur le flanc gauche... contre le trotskysme. C'est dans ce but que Yaroslavsky les a estimés comme étant les « meilleurs éléments » de l'opposition. Qui peut le mieux discerner entre les « meilleurs » et les « pires » si ce n'est Yaroslavsky ! Naturellement, Zinoviev ne pouvait manquer une telle occasion d'imbroglio bureaucratique sans rappeler que, Dieu merci, il était encore en vie et qu'en sa qualité de capitulard première couvée — en quelque sorte un aristocrate dans la race des transfuges — il avait des droits spéciaux dans la lutte contre toutes les déviations et naturellement avant toutes autres contre celle du « trotskysme contre-révolutionnaire ».

De prime abord la nécessité pour Zinoviev d'un repentir aussi enflammé (lui qui s'était « complètement fondu dans le parti ! ») ne semblait pas devoir s'imposer : repentir à fond il aurait pu sans grand dommage laisser la place à d'autres. Mais lorsqu'on y regarde de plus près on voit que cela n'est pas tout à fait exact. C'est que précisément son premier repentir avait manqué d'un certain enthousiasme. C'est ce qui sauta aux yeux de Yaroslavsky du moment où l'opposition fit paraître les procès-verbaux sténographiques des pourparlers qui eurent lieu entre Kamenev et Boukharine par l'entremise de Sokolnikov concernant la lutte contre Staline.

Kamenev destinait ces procès-verbaux à Zinoviev qui, après son premier repentir, demeurait encore quelque temps à Kalouga — tout en demeurant pour toute éventualité en pourparlers avec Boukharine, Kamenev et Zinoviev dans le même temps se recontraient avec les oppositionnels, rencontres au cours desquelles ils soupiraient longuement sur la tristesse de la scission au sein de l'opposition. Ils se plaignaient amèrement des cruelles attaques de Trotsky à leur égard et exprimaient leur espoir en un travail commun dans l'avenir.

Quand tout ceci fut malencontreusement découvert, les doyens du clan capitulaire tombèrent en un profond silence. Kamenev déclara qu'il allait se consacrer à un livre sur Lénine, car il lui était trop difficile de faire le fricot avec Staline. Et au moment même où le Secrétariat Général exposait au parti le scalpe de Rykov, Zinoviev se repentit une seconde fois avec tant d'enthousiasme, que le cœur durci de Molotov lui-même aurait dû en être ému. Il n'en fut rien. Le lecteur attentif aura certainement remarqué que dans son rapport aux marxistes agraires Staline avait souvent cité l'opposition « Trotsky-Zinoviev » et même « Zinoviev-Trotsky ». C'est que jusqu'alors dans les milieux bureaucratiques l'opposition avait toujours été dénommée « trotskyste » pour bien souligner le manque absolu d'indépendance idéologique de Zinoviev. Pourquoi donc après toutes ces nouvelles capitulations de Zinoviev, et maintenant qu'il s'est « fondu complètement dans le parti », pourquoi Staline soulève-t-il la question d'une opposition « zinoviéviste » ? Est-ce simple hasard ? Mais non, les hasards — c'est bon pour le « plan de cinq ans » mais pas dans les manœuvres de l'appareil. L'intention transparait encore davantage dans les interventions du si serviable Kaganovitch : ce dernier, au cours d'un des discours consacrés à l'anniversaire de la Révolution, parla de l'opposition de Zinoviev et de Kamenev comme si nous étions encore tous en l'an 1926. La portée politique de cette recidive se rapportant à des luttes depuis longtemps passées se passait de commentaires. L'appareil stalinien laissait entendre à Zinoviev qu'ils n'avaient pas à s'imaginer qu'on leur laisserait relever la tête ; l'appareil signalait en même temps aux sous-ordres qu'ils ne devaient en aucun cas tolérer quelque ambition de la part de ces repentis équivoques.

L'équilibre de l'actuelle direction unipersonnelle et par l'organe de l'appareil repose sur un système tout à fait artificiel et tendu, fait à la fois de fictions théoriques, de légendes historiques et d'une réelle violence à l'égard du parti. Un tel système pour se maintenir exige constamment le resserrement des écrous ; pour lui un Zinoviev même devient un danger. Chacun de ses volumineux articles dans la *Pravda* suffit déjà à faire tendre l'oreille à cette vedette internationaliste de Molotov.

Enfin nous avons également appris le motif qui incita les maréchaux de l'appareil à rappeler à Zinoviev et Kamenev qu'ils avaient à abandonner pour toujours leurs « rêves insensés ». Ce motif — nous l'avons découvert dans la lettre que nous écrit notre correspondant et publiée dans le *Bulletin* de l'opposition russe. Il paraît que Zinoviev lors de son dernier repentir verbal a essayé d'objecter que l'opposition n'avait pas toujours eu tort en toutes choses comme le prouve la lutte actuelle contre les droitiers. Quant

à Kamenev — il dut avouer (dans son journal !) que c'était Trotsky qui se trouvait avoir raison lorsqu'il les prevenait — lui et Zinoviev — que la capitulation n'étant pas la voie du retour au parti, mais le chemin de la mort (politiquement parlant). De tout temps Kamenev eut plus que Zinoviev la propension et le goût de mettre les choses au point, et « ce n'est pas par hasard » comme il est dit dans le testament de Lénine, que Kamenev se soit retrouvé aux côtés de Zinoviev. Ce n'est « pas un hasard » non plus qu'ils font ensemble toutes les étapes des humiliations idéologiques pour aboutir à la conclusion qui était connue d'avance, à savoir : que ce chemin ne peut conduire qu'à la mort politique. Quoi qu'il en soit, tous deux ont dû se repentir à nouveau, mais cette fois avec enthousiasme, ce qui, soit dit en passant, ne les a pas sauvés d'être publiquement insultés par Kaganovitch d'Amsterdam (1).

**
*

Nous eûmes plus d'une fois l'occasion d'expliquer que le régime du parti ne se constituait pas d'une façon arbitraire mais était une fonction politique qui à son tour reflétait la pression des classes dont elle réalise les intérêts. La bureaucratisation du P.C.R. depuis 1922 allait de pair avec la croissance de la force économique et de l'influence politique de la petite bourgeoisie appuyée sur la N. E. P. ainsi que parallèlement au raffermissement du régime bourgeois en Europe et dans le monde entier comme suite à toute une série de défaites prolétariennes. Mais le régime du parti ne consiste pas exclusivement à refléter passivement un ensemble de procès plus ou moins profonds. Le parti est encore la force vive de l'histoire, surtout lorsqu'il s'agit d'un parti qui gouverne sous un régime de dictature révolutionnaire.

Le bureaucratisme n'est pas un organisme asexué. Il repose sur une mentalité bureaucratique nombreuse et fortement liée par tout un monde d'intérêts propres. De sorte que comme beaucoup d'autres facteurs secondaires ou de superstructure, il acquiert dans cer-

(1) Kaganovitch pratiqua jadis la politique droitière de Staline. En 1926 les staliniens envisagèrent la liquidation de l'I. S. R. par une fusion avec Amsterdam. Des statuts des syndicats soviétiques on effaça jusqu'au nom de « Internationale des Syndicats ». Mais effrayé par l'opposition, Staline recula au dernier moment. Toutefois Kaganovitch avait eu le temps de faire à Kharkov un rapport dans lequel on préconisait la fusion avec Amsterdam au moyen d'arguments dont eu pu se réclamer le premier social-démocrate venu. Mais à peine la brochure contenant ce discours avait-elle paru que Moscou dut battre en retraite. Kaganovitch ne trouva rien de mieux que de déclarer que... la sténo-dactylo l'avait mal compris, qu'il ne voulait pas du tout aller à Amsterdam, mais eu pu se réclamer de besoin il n'avait pas eu le temps de rédiger lui-même son discours. C'est depuis lors qu'au nom de Kaganovitch on ajouta le sobriquet « d'Amsterdam ».

taines limites bien déterminées mais fort étendues une grande importance autonome. Bien plus, il concentre bientôt en lui toutes les déviations, les irrégularités, les menaces, les contradictions et erreurs en cours. Pour le moment il est devenu ce chaînon précis de la chaîne générale par lequel il faut passer pour arriver aux autres chaînons. Peut-être serait-il plus exact de dire que pour le moment le régime du parti est devenu le nœud gordien que le parti doit coûte que coûte démêler s'il ne veut pas que le bonapartisme vienne le trancher.

ALFA.

L'article ci-dessus, déjà publié dans le Bulletin de l'Opposition russe, a été écrit au plus fort de la poussée « à gauche » de Staline, poussée qui a débordé jusque dans un ultra-gauchisme purement aventuriste. A l'heure actuelle cette politique ultra-gauche a déjà fait faillite comme système politique à longue échéance, et, sous la pression des difficultés économiques engendrées par le rythme incohérent de réalisation du plan quinquennal, la fraction Staline esquisse un nouveau virement vers la droite.

L'article d'Alfa conserve tout son intérêt, du fait des récentes évolutions de la fraction Staline. Sur la situation immédiate nos camarades devront lire la lettre de Trotsky publiée en tête de ce numéro.

(N. D. L. R.)

NOTES

« Monde » à l'envers

Nous ne nous sommes pas pressés de donner notre opinion sur le journal de Barbusse, *Monde*. Nous avons voulu attendre en toute sérénité de voir ce journal adopter une ligne de conduite à peu près claire. Aujourd'hui il apparaît que nous avons attendu vainement, et que *Monde* continue à être ce qu'il a toujours été, c'est-à-dire une publication littéraire de la petite bourgeoisie démocratique geignarde et phraseuse, qui est si bien personnifiée par Barbusse. Il n'y a pas de doute, *Monde* n'est pas un journal du parti communiste, ce n'est pas non plus une publication social-démocrate; c'est quelque chose à la fois de pire et de plus inoffensif, c'est-à-dire un recueil de déchets de ce que les milieux politico-littéraires petit-bourgeois produisent (de plus marécageux, de plus confus, et en définitive de plus anti-prolétarien).

La qualité des principaux rédacteurs en apprend déjà beaucoup. Bien entendu le Comité Directeur qui figure sous le titre n'est que pure façade. Le directeur, Barbusse, est déjà connu comme un antimarxiste notoire. Depuis quelque temps son « activité » littéraire est partagée entre des ouvrages de mystique chrétienne (romans, critiques, pièces de théâtre sur Jésus) et de grossiers démarquages de la presse économique officielle soviétique à la louange de Staline. La politique du journal est dirigée par Paul Louis, véritable statue vivante à la gloire de la « démocratie », rédacteur de toutes les feuilles politiques qui peuvent servir de râtelier, qu'elles soient républicaines, radicales, socialistes ou communistes, depuis *Le Soir* jusqu'à *Monde* en passant par une multitude de feuilles de tout acabit. Ce vénérable leader du Parti Socialiste Communiste, délaye toutes les semaines dans *Monde* une prose vaguement radicalisante et pacifiste sur la politique internationale. Les questions économiques sont traitées sur le mode savantasse par Delaisi et Laurat. Le premier de ces deux auteurs est notoirement ignorant de l'ABC de la science économique marxiste. Dans ses récents ouvrages, comme *Les Deux Europes*, aimablement commenté par *Monde*, il s'affirme un complaisant critique de quelques « imperfections » de l'impérialisme, auxquelles, selon lui, les trusts et ententes entre les capitalistes pourront porter remède. *Monde* publie de temps à autres de comiques controverses économiques entre Delaisi et Laurat. L'un s'expliquant sur le ton libéral et libre-échangiste, et l'autre lui ré-

pendant par des extraits du *Capital* expurgé de toutes conséquences catastrophiques. Si l'on ajoute que les autres collaborateurs sont des gens comme Habaru, Berl, Arland, Bernard, etc., etc... on se demande en définitif comment, pourquoi, sous quel rapport, de quelle manière *Monde* peut bien être un journal qui s'adresse, sinon au prolétariat révolutionnaire, tout au moins au prolétariat tout court.

La véritable figure de *Monde*, son visage pseudo-théorique, est apparu au moment où il a entrepris une soit-disante enquête « sur la crise doctrinale du socialisme ». La façon dont cette enquête a été posée et les réponses qui y ont été faites, situent *Monde* avec précision. Dans l'introduction on pouvait lire : « En parlant de la crise doctrinale du socialisme, nous entendons ce terme dans sa plus vaste acception, en le dégageant des luttes journalières que se livrent les différentes organisations prolétariennes au nom de leur doctrine respective ». Cette phrase n'a pas d'autre sens que celui-ci : la crise doctrinale du socialisme est au-dessus de la lutte dans classes. Nous n'avions donc pas tort de dire que *Monde* se plaçait en dehors du marxisme révolutionnaire, en dehors de la lutte prolétarienne, pour se réfugier dans le monde nébuleux des discussions livresques. Cela n'empêche pas le rédacteur de l'introduction à l'enquête qui n'est plus, s'il l'a toutefois été, un marxiste — d'écrire : « La doctrine (socialiste) traverse une crise parce qu'elle se trouve, effectivement ou apparemment — notre enquête permettra d'en juger — en conflit avec la réalité sur bon nombre de points ». Quelle réalité? Puisqu'il ne s'agit ni de celle des partis politiques, ni par conséquent, de celle des classes, ni par suite, des éléments principaux de la société capitaliste dans laquelle nous vivons actuellement, on se le demande. C'est-à-dire que nous, marxistes et communistes, nous nous le demandons, car évidemment, le rédacteur de *Monde* perdu dans ses abstractions ne se le demande pas. N'écrit-il pas par ailleurs qu'il tient à soumettre à ses lecteurs « les opinions des représentants les plus qualifiés des tendances qui s'affrontent dans le socialisme contemporain, tant à droite qu'à gauche, dans la deuxième et dans la troisième Internationale »?

Ainsi pour *Monde* il n'y a entre la social-démocratie et le communisme que cette différence d'être la droite et la gauche du « socialisme ». Cette affirmation serait tout à fait à sa place sous la plume d'un rédacteur du *Temps*. Mais on se demande ce qu'elle vient faire dans les pages d'un journal qui se recommande du communisme et des enseignements de la révolution russe. Du reste, *Monde* n'a pu jusqu'à présent que publier des textes de propagande de Vandervelde, De Man, Renner, Déat et quelques autres, c'est-à-dire des paravents théoriques de la faillite de la deuxième Internationale et de son passage irrémédiable au côté de la démocratie bourgeoise. L'opinion des théoriciens du mouvement communiste, on l'attend toujours. Cela ne pourrait être que la conséquence du fait que les meilleurs chefs et théoriciens du mouvement communiste, sont aujourd'hui exclus de l'Internationale par l'appareil stalinien, dont Barbusse fait directement partie, alors que seuls des déformateurs de la pensée marxiste peuvent s'y exprimer. Mais tel

n'est pas le cas, car aucun communiste appartenant au mouvement communiste oppositionnel de gauche n'aurait voulu se commettre dans le dépotoir barbussien. C'est en réalité la conséquence d'un autre fait dont nous verrons bientôt les développements : c'est que la bureaucratie de l'Internationale commence à être excédée des élucubrations de M. Barbusse, du pot-pourri des déchets du mouvement révolutionnaire qu'il a fait de *Monde*, et qu'elle est entrée dans la voie de la rupture avec ce journal. Nous ne craignons aucun démenti. Il y a longtemps que la bureaucratie soviétique de l'I.C. méprise Barbusse. Ce mépris remonte au temps où Lénine s'étonnait que le parti communiste français diffuse une brochure aussi imbécile que *Le Couteau entre les Dents*. Mais actuellement ce mépris pour l'homme qu'elle utilisait a pris une nouvelle forme.

Dans le *Viestnik Inostranoï Literatoury* (N° 5, Décembre 29), Bruno Jaszinsky administre une superbe correction bureaucratique au directeur de *Monde*. Cette correction est naturellement doublée de mesures d'organisation : *la vente de Monde est interdite dans les kiosques et librairies en Russie et le journal ne parvient plus aux abonnés d'U.R.S.S. Mejrappom a même offert de rembourser le prix des abonnements*. Cette fois c'est clair; Molotov en a assez du journal de Paul Louis et de Delaïsi. Avec autant de désinvolture qu'il en avait mis à soutenir *Monde* lorsqu'il fut créé, il se prépare aujourd'hui à prononcer l'excommunication majeure contre lui.

Il est probable que notre nouveau Christ Barbusse va soudain crier à la dictature, à la bureaucratie, au dogmatisme. Après s'être tu jusqu'en 1930, il va dénoncer l'esprit sectaire des dirigeants du parti communiste, etc. Dans ces conditions, il est aussi probable que Monatte va s'étonner que nous repoussions un allié éventuel, une « opposition au parti ». C'est que pour nous la chose se présente autrement. Nous ne sommes pas avec *tous* ceux qui sont contre le parti ou qui sont contre l'Internationale et l'Union soviétique. Nous ne sommes pas avec ceux qui quittent un navire lorsqu'il fait eau, avec ceux qui abandonnent une cause librement embrassée lorsqu'elle ne leur rapporte plus. Nous repoussons et luttons contre ceux qui, après avoir approuvé entièrement jusqu'à aujourd'hui les méthodes et l'action de l'I. C., se retournent brusquement contre elle sans raison politique sérieusement motivée. Car nous savons que ce genre de cabrioles cache toujours un recul dès longtemps amorcé et un retour plus ou moins pudique dans la ronde démocratique petite-bourgeoise. Nous savons que toute évolution dans ce sens de Barbusse et de son journal ne signifiera pas une évolution hors de l'emprise de l'appareil de l'I. C. vers une activité révolutionnaire plus conséquente, mais tout simplement l'arrachement d'un voile qui cachait aux yeux d'un assez nombreux public la nature foncièrement rétrograde, petite-bourgeoise et confusionniste de Barbusse et de ses entreprises. Aujourd'hui seul un masque leur donne une apparence révolutionnaire prolétarienne et c'est la bureaucratie stalinienne qui va se charger elle-même de faire tomber ce masque.

Malheureusement un certain public de travailleurs se laisse entraîner par les phrases et le jargon littéraire de *Monde*. Sans dou-

te cela correspond-il au besoin très compréhensible qu'ont ces travailleurs de lire autre chose que leur presse politique ordinaire, et de s'éduquer en se divertissant. Un journal visant ce but ne peut pas être une mauvaise chose. Mais encore faut-il le réaliser avec sérieux et sincérité. Or ces deux qualités font complètement défaut à *Monde*. Actuellement il faut que les travailleurs révolutionnaires sachent que *Monde* est un organe de littérature et d'éducation démocratique petite-bourgeoise et que, s'il peut parfois les distraire, il ne peut en rien les aider et les soutenir dans leur lutte. Cela, les bureaucrates du Parti qui ont soutenu et encouragé *Monde* le savent aussi bien que nous. Et peut-être s'apprentent-ils aujourd'hui à le dire. Car il faudra bien qu'ils répondent à cette question : *pourquoi Monde interdit en U.R.S.S. et qui est par conséquent une mauvaise lecture pour les citoyens soviétiques, est-il recommandé en France par la même bureaucratie qui dirige le P. C. russe et le P. C. français?*

**

Nous estimons qu'il est absolument nécessaire que la direction du Parti prenne ses responsabilités dans la crise de *Monde*.

Pour cela nous pensons qu'il est difficile de mieux faire que de lui rappeler ses propres affirmations quant au rôle de Barbusse.

En 1927 la nouvelle *Clarté* publia quatre articles du camarade Naville critiquant l'idéologie bartusienne, à propos de ses livres sur *Jésus*. Ces critiques absolument bien fondées étaient les premières que l'on ait faites dans le mouvement communiste. Comme il était alors, nominalement, directeur littéraire de *L'Humanité*, dont Vaillant-Couturier, aujourd'hui disparu sans bruit de la scène, était rédacteur en chef, Barbusse réclama contre *Clarté* l'assistance du Bureau Politique du Parti. Celui-ci ne la lui marchandait pas. *L'Humanité* du 1 avril 1927 publia une résolution du Bureau Politique condamnant les critiques de *Clarté*, et dans laquelle se trouvait l'affirmation suivante, concernant Barbusse, que nous nous faisons un plaisir de reproduire aujourd'hui :

« LE BUREAU POLITIQUE DECLARE QUE SON DEVOUEMENT, SON ACTIVITE ET SES ECRITS SERVENT LA CAUSE DU PROLETARIAT ». (Les majuscules sont du B. P.).

Et maintenant nous redemandons : Barbusse, directeur d'un journal interdit en U.R.S.S., est-il encore membre du Parti?

La part des salaires de production, des frais généraux et des bénéfices dans les prix de vente des marchandises

Qu'il s'agisse d'expliquer la persévérante montée des prix de détail en France, qu'il s'agisse de fournir les raisons de la diminution des exportations de produits fabriqués ou qu'il s'agisse de prêcher l'enterrement des assurances sociales, nos économistes bourgeois n'hésitent pas, après s'être attaqués aux impôts, à déclarer que les salaires sont, trop élevés par rapport aux prix de revient.

L'état d'anarchie de la production capitaliste ne donne pas la possibilité d'obtenir, pour *toutes* les industries, les renseignements qui seraient nécessaires pour démontrer la fausseté de ces affirmations. Il existe toutefois des éléments d'appréciation qui permettent d'établir de façon à peu près juste les rapports existants entre les différentes catégories de frais entrant dans les prix de vente des marchandises et que nous grouperons en quatre grandes catégories :

1°) — *Les frais de « production »*, c'est-à-dire le prix des matières premières nécessaires, le montant des salaires payés aux travailleurs de tous ordres qui participent directement à la production, le prix de la force motrice utilisée.

2°) — *Les frais généraux* que nous diviserons en trois classes :

A) — Les frais que nous appellerons de « *conservation du capital* », c'est-à-dire les frais d'entretien et d'assurances de toutes sortes, les amortissements pour le remplacement du matériel, l'intérêt servi aux prêteurs, aux propriétaires des terrains...

B) — Les frais que nous appellerons de « *concurrence* », c'est-à-dire ce que les patrons appellent les frais de vente, qui comprennent l'organisation des magasins d'exposition, les participations aux manifestations commerciales (foires, illuminations), les frais de publicité, de catalogues, etc., les salaires des représentants, des directeurs commerciaux, les frais de déplacement, etc...

C) — Les frais « *d'administration capitaliste* ». Ce sont les frais qui ont pour but d'assurer l'organisation générale de l'entreprise, service de comptabilité et services accessoires, d'organiser les plans de fabrication, bureau d'études, etc... de rechercher les meilleurs modes de rationalisation (bureau de préparation, etc...) de surveiller le personnel et de le maintenir sous le joug (bureau du personnel, cotisations aux organisations patronales, etc...) de coordonner la lutte contre les concurrents ou les mauvais clients (avocats, service du contentieux, etc...) de maintenir le régime capitaliste en vigueur (impôts de toutes sortes payés à l'Etat) de satisfaire aux exigences des banques (agios, intérêts débiteurs, etc...) de rétribuer les administrateurs (jetons de présence), etc...

3°) — Le bénéfice *net* que les capitalistes se répartissent.

Quelle est la quote part de chacune de ces grandes catégories dans les prix de vente? Dans la situation actuelle, on peut à peu près répartir de la façon suivante la participation de chaque groupe :

I	{	Frais de production	50 à 70 0/0
		Frais de conservation du capital	5 à 20 0/0
		Frais de concurrence	5 à 15 0/0
		Frais d'administration capitaliste	5 à 10 0/0
		Bénéfice net à répartir	10 à 25 0/0

Une première conclusion s'impose : une part considérable des frais inclus dans les prix de vente représentent, soit un gaspillage inutile à la collectivité (frais de concurrence) soit un prélèvement de la classe capitaliste sur la consommation pour la conservation de son régime et de ses privilèges (frais de conservation du capital, frais d'administration, bénéfice). Si l'on tient compte que parmi les frais classés sous la rubrique « conservation du capital », « frais de concurrence », « frais d'administration », un petit nombre sont seuls vraiment indispensables à une marche convenable de la production, on en arrive à conclure que dans l'ensemble : 30 à 40 0/0 des dépenses qui entrent dans le prix de vente profitent *au seul capital* ou sont les conséquences de sa gestion anarchique.

Examinons, pour préciser, et pour un certain nombre d'industries, le pourcentage des salaires entrant dans ce que nous avons appelé les frais de production (salaires, matières premières, force motrice) et déterminons les rapports existant entre les salaires payés à la production et les prix de vente :

INDUSTRIES	% salaires compris dans frais de pro- duction (sal. mat. prem. force motrice)	% salaires de production dans les prix de vente	% bénéf. nets par rap. aux prix vente après amort. et entret. mat.
Mines de charbon		17 à 20 % (1)	
Bâtiment. Maçonnerie. .	40 %	28 %	10 à 12 %
Terrassement à main	90 %	60 %	10 à 15 %
Béton armé courant ..	40 %	27 %	10 à 15 %
Entretien des routes. Goudronnage - cylin- drage	50 %	34 %	10 à 15 %
Serrurerie		30 %	10 à 15 %
Couverture - Plomberie		25 %	10 à 15 %
Peinture de bâtiments		40 %	10 à 15 %
Fabrique chaux et ci- ments		26 %	10 à 20 %
Fabrique de plâtres ..		40 %	10 %
Tuilerie		30 %	10 %
Fonderie	43 %	27 à 30 %	7 à 10 %
Forges	35 %	16 %	12 %
Estampage moyen de 10 pilons-moutons tra- vaillant pour autos et ferrures	20 %	10 %	10 à 15 %

(1) En prenant comme base le prix de vente du charbon en demi-gros.

Emboutissage grande série	20 %	12 %	15 %
Fabriques d'automobiles (grandes firmes, pièces détachées) ..	66 %	22 %	8.50 à 12 %
Fabriques de tracteurs agricoles. (Maisons de moyenne importance. Ouvriers payés 5 frs heure. Nombreuses pièces détachées achetées à l'extérieur	20 %	13 %	10 à 15 %
Machines à tailler les engrenages. Travail de grande précision. Ouvriers payés 8 frs heure	47 %	30 %	15 à 20 %
Fabrication de tours parallèles	37 %	25 %	10 à 15 %
Fabrique de meubles ..	40 à 50 %	25 à 33 %	7 à 10 %
Sciage de bois (scierie très moderne)	12 %	6 %	15 à 20 %
Ménisierie ordinaire ..		30 %	10 à 15 %
Scierie-parqueterie ...		16 %	10 à 15 %
Magasins de vente de meubles		8 %	10 à 20 %
Fabrique d'articles de voyage et chasse en cuir (luxe)	50 %	38 %	10 à 15 %
Maroquinerie ordinaire		20 %	10 à 15 %
Fabriques de chaussures		20 %	10 à 15 %
Tannerie		11 %	15 à 20 %
Pelleterie		10 %	
Textiles : coton filé	5.7		
calicot ..	9.2	14.9 %	3.5 5.9
Fabriques de vêtements et magasins gros réunis			9.4 % ^{- à 10} 5 à 10
Magasins de détail (vêtement, nouveautés, bonneterie, mercerie)			10 à 20 %
Alimentation-meunerie.			9 %
Boulangerie			15 %
Beurrerie-Fromagerie ..			10 %
Pâtes alimentaires ...			10 %
Sucrierie			20 %
Commerce de gros-alimentation			10 %
Commerce de détail d'alimentation			4.5 %
			6.5 %

Ces chiffres ne prétendent pas être rigoureusement exacts pour tous les cas mais correspondent par contre aux moyennes normales. Ils ont été établis après divers recoupements sérieux. Un certain nombre de ces chiffres coïncident avec les éléments d'un travail du Comité d'Etudes Economiques de la Côte d'Or. Ce tableau montre clairement que la part des salaires dans les frais de production atteint ou ne dépasse que très rarement 50 0/0 et que la part des salaires dans les prix de vente n'est pas l'*élément constitutif* le plus importants de ces prix de vente. L'examen du bâtiment est très caractéristique à cet égard. Cette industrie passe en effet pour comporter des frais de main-d'œuvre considérables, or nous voyons que le pourcentage de main-d'œuvre par rapport aux prix de vente n'est pas aussi élevé (terrassément à main mis à part) que le montant des frais généraux. En ce qui concerne les terrassements à main, il peut sembler à priori que dans le prix des travaux facturés aux clients n'entre à peu près que le montant des salaires. Ceci est faux. Il entre bien 90 0/0 de salaires dans les frais de production mais l'entrepreneur ajoute à ces frais de production, dans sa facture, 35 0/0 du montant des débours qu'il a effectués sur le chantier pour le couvrir de ses frais généraux et 10 à 15 0/0 du prix de revient ainsi obtenu en additionnant frais de production et frais généraux, à titre de bénéfice. Si bien, qu'en dernière analyse, même pour un travail qui ne comporte vraiment à la production, à *peu près que de la main-d'œuvre*, on arrive à constater que les salaires de cette main-d'œuvre ne participent que pour 60 0/0 dans le prix réclamé aux clients.

En ce qui concerne *les industries*, nous avons considéré comme prix de vente le prix auquel l'industriel vend au commerçant chargé d'écouler le produit de ces industries dans le public. Si l'on tenait compte du prix auquel le produit fabriqué par l'industriel est écoulé dans le public, le pourcentage des salaires par rapport à ces nouveaux prix de vente serait beaucoup plus faible. Dans certains des cas, le *pourcentage* diminuerait d'un tiers. Généralement, le commerçant grossiste achète à l'industriel de 20 à 30 0/0 moins cher qu'il ne vend au public. Dans l'accessoire automobile, il arrive que le revendeur grossiste achète à l'industriel jusqu'à 40 0/0 et voire même 50 0/0 pour les très grosses commandes, moins cher que le prix figurant au catalogue pour le public. Pour prendre un exemple concret: pour la fabrication des tours parallèles pour lesquels nous avons compté 25 0/0 de main-d'œuvre sur le prix de vente au commerçant de machines-outils grossiste, il n'aurait fallu compter que 14,5 0/0 de main-d'œuvre si nous avions calculé sur le prix de vente des tours parallèles à l'usager. Il faut remarquer que la nécessité pour l'économie capitaliste de passer, pour écouler ses produits, par une multitude d'intermédiaires, commerçants ou autres, pèse dans l'ensemble beaucoup plus sur le prix de vente *au détail des marchandises* que la *totalité des salaires* payés aux producteurs de marchandises. C'est ainsi, pour garder le même exemple, qu'un tour parallèle vendu cinq mille francs au marchand de machines-outils grossiste, dans lequel entre mille trois cents francs de main-d'œuvre, sera revendu par le grossiste de 8.500 à 9.000 francs à sa

clientèle d'usagers. En dernière analyse, le pourcentage des salaires dans le prix de vente à l'usager sera donc de 13 0/0 tandis que la part des frais d'intermédiaire sera de 44 0/0.

L'examen des chiffres et indications fournies permet de constater que le total des bénéfices prélevés par les industriels et commerçants sur le prix de vente des marchandises au détail dépasse souvent la part des salaires incorporés dans la production, laquelle est toujours *très inférieure* au total des frais généraux divers mis en œuvre. Nous avons vu que ces frais généraux profitent, sous une forme détournée, pour un *large part* au capital.

Il importe de souligner à ce sujet que les règles de la rationalisation veulent que les industriels amortissent *de façon massive*. Les amortissements effectués dans la plupart des grandes entreprises actuelles ne correspondent pas à ce que nous avons appelé « frais de conservation du capital » et pour cela évalués assez faiblement, mais visent *au renforcement et à l'accumulation de celui-ci*.

En fait, si ces amortissements étaient ramenés au taux d'avant-guerre, la part des bénéfices réalisés apparaîtrait beaucoup plus forte. Nous citerons, pour illustrer cette affirmation, la façon dont Citroën amortit pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 30 juin 1928. Le chiffre d'affaires, pendant cette période, avait été de 800 millions de francs et le bénéfice de 106 millions francs, soit 13 0/0 environ. Le Conseil d'Administration décida de virer 96.000.000 francs de ses bénéfices aux différents comptes « réserves et amortissements » et ne servit qu'un dividende de dix millions représentant 1,3 0/0 du chiffre d'affaires. Les exemples de ce genre abondent. La méthode des amortissements massifs se généralise surtout dans l'industrie lourde et tout particulièrement dans l'industrie chimique dont la diversité ne nous permet pas de fournir des chiffres vraiment intéressants et où les salaires n'entrent, pour la grande industrie tout particulièrement, que pour une part infime n'atteignant pas 1 0/0.

Il importe en cette période de dépression économique mondiale dont *la classe ouvrière est presque la seule à faire les frais*, que les ouvriers apprécient pour quelle faible part entre leur maigre paye dans les prix de vente des produits. Dans la plupart des cas, les effets d'augmentations des salaires ouvriers *même sérieuses* n'augmenteraient pas le prix de vente des marchandises fabriquées si les capitalistes n'exigeaient, sous forme d'amortissements, de réserve et de bénéfices distribués, que l'exercice de leur « industrie » n'amène une *accumulation progressant rapidement, de leur capital*.

L'une des plus importantes caractéristiques de la rationalisation capitaliste est, en effet, une accumulation accélérée qu'il importe de toujours bien mettre en relief. Dans une large mesure, c'est cette accumulation qui permet au capitalisme mondial d'espérer parvenir, sans gros frais, à s'installer dans une crise chronique de surproduction alors que sévit depuis plusieurs années un chômage endémique qui porte sur plus de dix millions de travailleurs.

NOTE DE LA REDACTION

Nous croyons utile pour nos lecteurs d'ajouter quelques mots à l'étude documentée qu'on vient de lire. L'auteur emploie le mode de décomposition du prix de vente le plus souvent utilisé par les capitalistes dans leur comptabilité. Ce mode de décomposition est légitime tant qu'il s'agit de situer dans le chiffre d'affaires d'une entreprise le bénéfice propre de l'entrepreneur, mais il n'a pas de valeur scientifique pour un marxiste soucieux d'analyser les conditions d'existence de la production capitaliste. L'économie marxiste décompose le prix de vente total des marchandises (qui coïncide approximativement avec leur valeur d'échange totale) en trois catégories économiques fondamentales :

1° Le capital constant C lui-même divisé en capital fixe représentant la valeur des machines, bâtiment, etc... dont l'usure permet la fabrication des produits et en capital circulant équivalent à la quantité de matières premières dépensées dans la fabrication. Le capital constant se trouve à la fois dans la partie nommée « frais de production » et dans la fraction A des frais généraux.

2° Le Capital variable V qui représente la force de travail ou la valeur totale des salaires payés par le capitaliste aux ouvriers producteurs de valeur. C'est ce que l'auteur nomme les « salaires de production » qui rentrent eux-mêmes dans la catégorie « frais de production ».

3° La plus-value P , le travail non payé extorqué aux ouvriers. La plus-value ne va pas entièrement dans les poches du capitaliste; une partie solde ce que l'auteur désigne par B et C , les frais de « concurrence et d'administration ». L'autre partie reste propriété de la classe capitaliste mais sous des formes diverses : intérêt, rente foncière, dividende, jetons de présence aux administrateurs, profit commercial des intermédiaires, profit de l'entrepreneur. Toute cette importante fraction de la plus-value n'est pas consommée par la classe capitaliste. Une partie est accumulée, ou, en langage capitaliste, passée aux comptes « réserves et amortissements »; elle sert à élargir la production en augmentant C et V .

Plus C est considérable devant V , plus l'entreprise est techniquement perfectionnée, plus seront faibles les chiffres de la première colonne; plus P est grand devant V , plus il y aura d'exploitation du travail et plus seront faibles les chiffres de la deuxième colonne. Pour calculer exactement les valeurs de C , V et P dans chaque entreprise, il faudrait le détail des dépenses industrielles, mais on peut s'en faire une idée en écrivant que $C + V$ est à peu près la somme des deux premières lignes de (I) et P la somme des trois dernières lignes (P est certainement supérieur à cette somme à cause du profit commercial). Ces chiffres relatifs à chaque type d'entreprise sont malheureusement insuffisants pour permettre un calcul de C , V et P . L'exemple que donne l'auteur de la répartition du bénéfice chez Citroën en réserve (ou accumulation) et dividende (ou consommation) est caractéristique du haut degré de dévelop-

pement du capitalisme moderne. On peut en effet déduire de la théorie marxiste de la reproduction capitaliste (Capital, livre II) cette loi, que, pour assurer au mieux la reproduction, la fraction accumulable de plus-value doit varier comme la composition organique du capital, ou (ce qui est identique) comme la productivité du travail.

LES LIVRES

PANAÏT ISTRATI. — *Vers l'autre flamme. T. III. La Russie Nue.* (Rieder éd.).

Ce troisième tome de la collection d'ouvrages réunis sous le titre de « Vers l'Autre Flamme » diffère des deux premiers autant qu'ils différaient entre eux. Pour en comprendre l'exacte signification il importe d'avoir en mémoire l'avertissement mis par Istrati en tête d'*Après seize mois en U. R. S. S.* pour indiquer que seul le premier tome était son œuvre personnelle. *La Russie nue* est l'œuvre d'une personnalité politique ayant joué un rôle de premier plan dans le mouvement communiste. Elle a la valeur d'un témoignage non seulement pour la Russie d'aujourd'hui que l'auteur ne connaît plus qu'indirectement grâce à sa connaissance des questions politiques, et de la langue russe, mais aussi sur l'orientation personnelle du témoin.

La Russie Nue a pour objet de dégonfler ce que l'auteur appelle la « légende soviétique », la légende rapportée par les voyageurs hâtifs et superficiels, à la fantaisie aussi complaisante autant qu'affirmative et tranchante du genre amis de l'U.R.S.S. A la légende soviétique, l'auteur prétend opposer le véritable visage de la Russie Nue, en s'appuyant sur une documentation incontestable, celle de la presse et des documents officiels soviétiques, en parlant le seul langage des faits. A chaque affirmation des amis de l'U. R. S. S. d'un caractère vague et fantaisiste sur l'élévation du niveau de vie de la population en général et de la classe ouvrière en particulier, du niveau technique de la production agricole et industrielle, sur la démocratie politique et syndicale dans le système soviétique, il oppose une contre-affirmation précise et motivée par des faits présentant toutes les garanties d'authenticité critique sur la misère, l'insécurité des industries, l'anarchie et le gaspillage dans la production, la persécution et la corruption bureaucratique. Il ramasse ainsi en un faisceau uniquement dirigé contre les pseudo-témoignages des amis de l'U.R.S.S. une poussière de menus faits, soigneusement choisis et vérifiés, de nature à les accabler et à les confondre. Il conclut par quelques remarques sur la nature de la socialisation dans un régime de capitalisme d'Etat et sur le plan quinquennal en ouvrant un point d'interrogation pour demander si le plan quinquennal fonctionnera au profit de la classe ouvrière ou la classe ouvrière au profit du plan quinquennal. On ne trouve pas

dans l'ouvrage d'indications plus précises sur l'origine et la nature de la légende soviétique, sur le sens et l'allure du développement de la Russie nouvelle vers le capitalisme ou vers le socialisme. L'auteur s'en tient sur toutes ces questions à une réserve prudente, opposant des faits à des allégations fantaisistes, faisant œuvre descriptive plutôt qu'explicative. Il semble avoir borné son rôle à fournir une documentation objective, des matériaux soigneusement vérifiés, à quiconque, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, en cherche. Il laisse à d'autres le soin de systématiser, de faire entrer ces matériaux dans une construction, se bornant simplement à démolir pièce par pièce, avec une froideur et une patience sous lesquelles on sent une colère concentrée, le témoignage des amis de l'U.R.S.S.

Etant donnée la personnalité de l'auteur, la question se pose de savoir s'il a fait œuvre scientifique et s'il a fait œuvre révolutionnaire, si son travail est un travail marxiste c'est-à-dire une analyse scientifique susceptible d'éclairer les militants révolutionnaires et de les guider dans leur action. On regrette de constater qu'il n'en est rien.

L'auteur semble avoir travaillé pour le public en général, révolutionnaire aussi bien que contre-révolutionnaire, sans aucun souci spécial. Il est clair qu'il fournit ainsi à la propagande contre-révolutionnaire une documentation précieuse et telle que les Béraud, les Géo London et consorts sont bien incapables de la lui donner. Les matériaux neutres qu'il a recueillis et classés, sont tous prêts à entrer dans une systématisation contre-révolutionnaire, à fournir un faisceau d'exemples pour illustrer les arguments selon lesquels le régime soviétique et le socialisme en général sont inférieurs aussi bien sous le rapport de l'élévation matérielle et morale de la classe ouvrière que sous celui du développement de la civilisation, au régime capitaliste tel qu'il fonctionne actuellement dans les grands pays européens. Par contre il ne semble pas que l'ouvrier révolutionnaire moyen, sans compétence ni culture spéciale qui lira ce livre soit aussi favorisé. Pour peu que le crâne lui ait été soigneusement bourré par les fauteurs de la légende soviétique, il fermera le livre et se recriera sentimentalement au mensonge, ou bien si cette réaction ne se produit pas, se laissera aller au désarroi et au doute le plus complet sur la valeur et le but de son action. Des deux catégories extrêmes de lecteurs sous les yeux desquels peut tomber le livre, il semble donc que l'une soit particulièrement favorisée et l'autre ne le soit pas du tout. Sans doute l'auteur se recriera-t-il que la responsabilité en incombe aux fauteurs de la légende soviétique qui ont honteusement bourré le crâne des meilleurs ouvriers révolutionnaires, rendant leur conscience de classe solidaire d'une légende fantaisiste qui ne peut que provoquer en elle une crise, lorsque la vérité enfin se découvre à leurs yeux; mais la question, en réalité, n'est pas là.

La responsabilité grave de l'auteur c'est qu'il décrit et n'explique rien, n'apporte aucune vue sur l'origine et la nature de la légende soviétique, aucune perspective sur l'évolution vers le

capitalisme ou vers le socialisme de la Russie nouvelle. S'il n'a pas fait un travail révolutionnaire c'est qu'il n'a pas fait un travail révolutionnaire scientifique. Lorsqu'il s'agit des grandes questions historiques et sociales de l'heure présente, travail scientifique et travail révolutionnaire ne peuvent être que solidaires. Cela s'appelle l'analyse marxiste.

Entendons-nous. Les faits apportés par l'auteur sont incontestables et ne peuvent être contestés par quiconque est de bonne foi. Mais il est bien connu que le travail scientifique ne consiste pas à amasser des faits mais à expliquer des faits. Son travail est une sorte d'analyse microscopique qui fait saillir les détails et disparaître complètement l'ensemble. Le visage de la Russie qu'il prétend mettre à découvert et qui paraît monstrueux est comparable au visage d'une personne humaine, examiné à la loupe de manière à faire saillir les moindres irrégularités et les moindres défauts du grain de la peau pour les faire apparaître comme des protubérances monstrueuses. Cela frappe l'imagination parce qu'on ne se rend pas compte que l'on a changé d'échelle et que l'on compare inconsciemment la vision à l'échelle ordinaire et la vision à l'échelle nouvelle infinitésimale, jugeant l'une fausse et l'autre vraie. D'autre part la méthode de l'auteur, méthode de découpage dans la presse et les documents officiels, qualités littéraire et d'exposition mises à part, est bien connue. C'est elle qu'utilise depuis sa fondation *La Russie opprimée*, le bulletin de Kerensky, Milioukov et consorts. Sans doute on apporte ainsi des faits, mais ces faits sont choisis et orientés de façon partielle et partielle, non en vue de donner un tableau objectif de la Russie nouvelle, quelle que soit la qualité objective de ces faits pris séparément, mais de controuver le témoignage des amis de l'U.R.S.S. donc d'apporter exclusivement des faits négatifs en opposition aux faits pseudo-positifs qu'ils ont avancés.

Entendons-nous sur l'origine et la nature de la légende soviétique. Son origine d'abord. La Légende Soviétique a été inventée par la bourgeoisie avant de devenir officielle dans l'Internationale. C'est le « fameux paradis soviétique » que la presse bourgeoise, attribua dès le début de la Révolution russe aux dires des révolutionnaires afin de leur mieux opposer la contre-légende anti-soviétique de l'« enfer communiste ». Il fut un temps où cet esprit de flagornerie imbécile, l'auteur le sait bien, était proscrit dans l'Internationale, où l'on ne cherchait pas à voiler aux ouvriers d'Occident les difficultés surhumaines, les peines, les labeurs auxquels étaient en butte les révolutionnaires, où l'on ne masquait pas la réalité de la lutte des classes dans le pays de la révolution, la puissance des forces adverses, où l'on insistait au contraire sur tous ces points, pour leur faire comprendre que la jeune révolution exigeait d'eux et de leur initiative autant et plus qu'elle pouvait leur donner, qu'elle ne réclamait pas des valets et des adorateurs béats mais des serviteurs actifs et éclairés. Cela se passait avant l'offensive contre l'opposition et surtout avant la proclamation du « Socialisme dans un seul pays ». Depuis, l'Internationale a accepté le jeu que lui offrait la bourgeoisie, d'opposer selon les méthodes bour-

geoises au bourrage de crâne le bourrage de crâne, et non la vérité au bourrage de crâne.

Cette évolution a sa base dans l'évolution de la Russie soviétique elle-même, dans l'évolution de la coquille bureaucratique qui s'est refermée de plus en plus sur la chair vivante du prolétariat, pour reprendre l'expression de Sizoff. De véritables révolutionnaires ont intérêt à la vérité et non au mensonge, à l'action guidée sur la connaissance de la réalité objective et non sur la magie des phrases creuses et hypocrites, parce qu'ils travaillent dans le sens des destinées objectives de l'histoire. Une classe ou une caste rétrograde a au contraire intérêt à masquer et à déformer la réalité. La légende soviétique est l'idéologie de la caste bureaucratique russe qui a intérêt à présenter comme accomplies les tâches du socialisme qui, pour être réalisées, exigeraient sa disparition. Les théories sur la réalisation du socialisme dans un seul pays n'ont d'autre but que de masquer cette domination.

La nature de la légende soviétique doit être examinée de près. Il ne suffit pas de montrer qu'elle est une légende — il faut démasquer le sophisme fondamental sur lequel elle repose. Ce sophisme consiste à prétendre que la situation de l'industrie et de la classe ouvrière en U.R.S.S. la placent à un niveau supérieur à celui des grands pays capitalistes. Or c'est là évidemment une contre-vérité — parce qu'on institue une comparaison qui ne peut mener à rien — comparaison entre l'U.R.S.S. et les grands pays capitalistes lorsqu'il faudrait comparer l'U.R.S.S. et la Russie pré-révolutionnaire pour comprendre la nature des progrès réalisés par la Révolution. Ce sophisme est commun à la légende soviétique aussi bien qu'à la légende anti-soviétique qui table, elle aussi, en sens inverse sur la comparaison de l'U.R.S.S. et des grands pays capitalistes. La légende soviétique est née parce que l'on s'est laissé entraîner sur le terrain glissant et absurde présenté sournoisement par la presse bourgeoise. Si l'on s'y est laissé entraîner c'est parce que l'on a cessé de faire appel dans la propagande pour les tâches de défense de l'U.R.S.S. aux seuls révolutionnaires, parce que l'on a préféré faire appel à un public de bourgeois, de petits-bourgeois, ou d'ouvriers sous l'influence des manières de penser bourgeoises. On a ainsi laissé sciemment s'accréditer la confusion entre progrès socialiste et progrès tout court en prenant comme terme de comparaison le progrès dans les grands pays capitalistes.

La Légende Soviétique doit donc être combattue comme doublement contre-révolutionnaire, parce qu'elle est l'idéologie d'une caste rétrograde et parce qu'elle fait le jeu de l'adversaire de classe. Malheureusement l'auteur ne semble pas du tout s'être placé sur ce plan.

A. ARIAT,

N. BOUKHARINE. — *Le Pape contre l'Union Soviétique. Ce que dissimule le manteau sanglant et hypocrite du Pontife de Rome.* (Bureau d'Éditions).

Boukharine, le leader de cette opposition de droite du P. C. R. qui, droitière jusqu'au bout, capitula sans combat au premier froncement de sourcil du « chef » (Staline), vient d'occuper son loisir à la rédaction d'une réponse au Pape, acte expiatoire offert en rémission de ses péchés fractionnels.

On connaissait Boukharine commentateur scolastique et dépourvu de tout esprit dialectique, du marxisme; on ignorait encore ses brillantes qualités de pamphlétaire et la vigueur de son style vengeur. « Et cette prostitution intellectuelle, cette idéologie d'Eunuques et de pédérastes félons, vous, très saint Pie, qualifiez cela de civilisation! » (p. 19).

Le Pape avait attaqué le Bolchevisme sur le terrain de la morale vulgaire — corruption de la jeunesse, etc., notre très docte marxiste accepte le combat sur ce terrain et nous refait l'histoire (en l'agrémentant d'inexactitudes historiques, sur la prétendue Papesse Jeanne, par exemple) des crimes des Papes contre les personnes, les propriétés, le développement de la pensée libre, des orgies des Papes, etc... On connaissait bien tout cela depuis Voltaire, mais Voltaire disait mieux. La prose de Boukharine est à peu près au niveau de celle des anti-cléricaux vulgaires du XIX^e et du début du XX^e s., de Leo Taxil par exemple (qui se fit moine d'ailleurs). Toute la force de l'argumentation réside dans ce fait que les Papes sont des salauds et qu'en conséquence il n'ont pas à traiter les autres de salauds. Le lecteur du pamphlet « marxiste » de Boukharine n'en retiendra pas plus et il ne sera guère fixé tant sur le rôle historique de l'Église Catholique que sur son rôle actuel.

Boukharine, voltairien moins l'esprit de Voltaire, semble ignorer par où passe la ligne de démarcation entre le marxisme et le Voltairianisme; elle passe par la constatation qu'au Moyen-Age et à l'aurore de l'ère capitaliste, l'Église Catholique n'est pas seulement une puissance spirituelle mais une puissance temporelle assise solidement sur une base matérielle, dont les principes économiques sont justifiés par un mythe religieux sur le rôle des prêtres médiateurs entre Dieu et les Hommes. L'Église est un grand propriétaire foncier, une sorte de super-Etat collecteur d'impôts qui a même contribué par les ressources de son accumulation propre à l'accumulation du capital. Tous les schismes ont pour base l'émancipation des États nationaux du contrôle et de la fiscalité de ce super-Etat. Toutes les hérésies ont pour base la négation du rôle médiateur des prêtres et, par conséquent, des principes économiques du clergé. L'intolérance religieuse n'est idéologique que dans sa superstructure. C'est la lutte d'une classe, qui, comme toute classe, défend âprement ses intérêts économiques et non seulement la lutte de l'obscurantisme contre les lumières de la science selon le schéma voltairien. La lutte de la

bourgeoisie contre l'Eglise est une partie de sa lutte contre la féodalité, lutte qui dans son essence est économique.

De nos jours le fait capital pour un marxiste c'est que l'Eglise a perdu toute base matérielle propre sous les coups que lui a portés la bourgeoisie, qu'elle n'est plus une puissance autonome comme elle l'était dans la société féodale. C'est ce qui l'a déterminée, par compensation, à proclamer l'infaillibilité absolue de son chef dans le domaine du spirituel. Elle s'est d'abord réfugiée dans la tour d'ivoire du « Syllabus », mais maintenant elle cherche de plus en plus à jouer un rôle dans la société capitaliste, en faisant valoir les services idéologiques qu'elle peut rendre. Après avoir été une des classes dirigeantes, elle n'est plus, étant réduite à sa superstructure idéologique, qu'un des auxiliaires des classes dirigeantes. De là son effort pour jouer un rôle auxiliaire en politique (condamnation du socialisme, parti politique chrétien, condamnation de partis comme l'Action Française, effort pour jouer un rôle « moral » dans la Société des Nations et, tout récemment, adresse contre l'U.R.S.S. à la suite de l'échec de sa politique de reconquête des chrétiens orthodoxes libérés par la chute du Tsarisme) et même dans l'économie (syndicats chrétiens). Symétriquement, la bourgeoisie, après avoir lutté contre l'Eglise dans sa phase ascendante, se réconcilie avec elle dans sa phase descendante. Il y a là une situation très complexe, où l'Eglise fait la politique du capitalisme tout en essayant de réaliser par là ses fins propres, où en faisant cette politique elle est obligée de jouer un double jeu, un peu comme la social-démocratie, parce que sa zone d'influence reste encore étendue dans de larges couches populaires ouvrières, paysannes et petites-bourgeoises (rôle de la gauche sociale du Catholicisme que l'on retrouve avec Miglioli et O'Donnell jusque dans les Congrès paysans organisés par la III^e Internationale, dans les mouvements agraires italiens, irlandais et alsaciens; conflit des industriels du Nord en France avec les syndicats chrétiens qui a motivé de la part des premiers un recours au Pape, rôle de Stegerwald, chef des ouvriers chrétiens du centre en Allemagne et son conflit avec son parti au moment du lock-out de la Ruhr, rôle des démocrates populaires; rôle de Marc-Sangnier et de sa croisade petite-bourgeoise de la Paix, etc., etc.).

Sur tous ces points, Boukharine, ne nous apporte que l'affirmation un peu sommaire selon laquelle « le citoyen le Pape » serait un agent de Deterding, ce qui met sa science marxiste au niveau de la science des folliculaires de l'*Humanité*. Elle ne vaut pas dix sous.

A. A.

F. CAMBO. — *Les Dictatures.* (F. Alcan).

Lors de la chute de la dictature, on présenta Cambó comme l'homme vers qui se tournait l'Espagne. Chef politique conservateur, réputé pour sa valeur d'économiste et ses attaches catalanes, Cambó devait résoudre par « l'économique » la grande crise poli-

tique qui s'ouvrait. Mais il s'avéra trop petit pour le rôle qu'il s'était promis, les événements devinrent confus et Berenguer, lieutenant du roi discrédité, conserva provisoirement le pouvoir. Les bourgeois conservateurs et libéraux, les petits bourgeois républicains et socialistes hésitaient au seuil de la crise devant l'inconnu que leur réservait le mouvement des classes. On publie aujourd'hui un livre de celui qui ne fut que le maître présomptif de l'Etat espagnol.

La partie générale du volume est remplie par des abstractions sur les dictatures. Elle est indigente. « Nous nous efforçons, dit l'auteur, d'examiner le problème des dictatures comme pourrait le faire un homme d'une autre planète, ou comme peut le faire un Américain aux yeux duquel ce doit être une chose aussi surprenante que la découverte d'Amérique aux yeux des navigateurs du XV^e siècle ». On comprend que l'auteur parti dans cet état d'esprit n'ait rien su dégager de très concret ni de très précis : on imputera sa faiblesse au point de vue du Martien moyen. Plus grave est la candeur avec laquelle l'auteur enterine la pureté démocratique du pays des trusts, des grèves sanglantes et de l'ordre rétabli dans les républiques sud-américaines. Fausse candeur, bien entendu.

Dans sa recherche des causes des dictatures, l'auteur est égaré par l'empirisme inévitable des analyses bourgeoises. Il met sur le même rang les causes profondes et les symptômes accessoires. Il ne peut mener jusqu'à leurs conséquences profondes aucune de ses hypothèses. Il souligne que les dictatures naissent dans les pays *malades*, peu prospères, où prédominent les illettrés, etc., mais il ne peut traduire cette « *maladie* » : la nécessité pour la classe bourgeoise de maîtriser ses difficultés économiques et le conflit des forces sociales. Et il noie le filon qu'il eut dû creuser sous d'intarissables bavardages sur les symptômes secondaires : la crise de l'esprit civique, la crise du prestige parlementaire, l'égoïsme matérialiste (mais l'égoïsme de qui?).

D'ailleurs le politicien bourgeois est d'autant plus gêné pour traiter des dictatures qu'il admet très bien que la démocratie y recoure de temps à autres pour faire face à des « difficultés » qu'il s'abstient de déterminer plus clairement, et qu'il les divise en bonnes et mauvaises dictatures. Les reproches qu'il fait aux dictatures sont, d'ailleurs, très bénins : elles étouffent l'esprit civique, elles engendrent la corruption, elles entravent les vocations politiques (mal dont on ne saurait trop souligner la gravité), elle n'assurent pas la continuité avec le régime qui leur succédera.

Car c'est là qu'on voulait en venir et la seule partie intéressante de l'ouvrage est celle où Cambo pose en termes voilés sa candidature à la succession de Prime de Rivera. Son programme est clair : « Il faudra en premier lieu maintenir l'ordre public ». Et il fait l'apologie des services que Noske rendit à « la patrie et à la liberté » qui ne seront jamais payés d'assez de reconnaissance ». Voilà qui éclaire la lanterne de ce livre vide et flandréux.

Il pourrait avoir un intérêt si le conservateur constitutionnel traitait franchement — ou aussi franchement que cela est possible à un politique bourgeois — les notions de classes, de leurs intérêts et de leurs conflits. Sur deux cents pages de journalisme disert, une seule est sérieuse. Celle où il expose qu'aucun esprit ne peut nier la faillite d'une bonne partie de l'idéologie de la révolution française devant les progrès de l'Internationale marxiste et du syndicalisme ouvrier et patronal. Dans ces conditions il conclut à la nécessité d'assurer *la stabilité des gouvernements*. « *Ces deux conditions se trouvent à un degré admirable dans les Républiques à régime présidentiel* ».

Ainsi ce livre dirigé contre les inconvénients des dictatures aboutit à l'éloge des démocraties que l'hégémonie de l'exécutif prive de toute réalité démocratique. Cette forme d'Etat dictatorial — le pilsudskisme — est en effet à l'ordre du jour des nations européennes dont les contradictions internationales, économiques et sociales font sauter les plots démocratiques.

Et Cambo eut pu diriger alors ses réflexions jusqu'à l'Amérique présidentielle pour qui ces notions ne sont peut-être pas aussi *surprenantes* que la découverte de l'Amérique pour un navigateur du XV^e siècle ou pour un conservateur du XX^e. Mais l'auteur a choisi de ne rien nous apprendre que sur lui-même.

F. G.

G. PLEKHANOV. — *Le Matérialisme militant*. Préface de A. Deborine. (Ed. Les Revues).

Ce sont quatre lettres adressées par Georges Plekhanov à Bogdanov sur les bases philosophiques du matérialisme dialectique. Ces quatre lettres complètent heureusement, sous une forme souvent plus claire et plus élégante le grand ouvrage de Lénine sur *Le Matérialisme et l'Empirio-Criticisme* (T. XIII. des Œuvres Complètes, trad. française, aux Editions Sociales Internationales). Le sujet est le même — la lutte entre le Matérialisme et l'Idealisme, la lutte des marxistes matérialistes contre le révisionnisme pseudo-marxiste qui prétend dénoncer le matérialisme philosophique (position de l'objectivité du monde matériel existant indépendamment de la pensée humaine et de toute pensée en général) du matérialisme historique (explication du mouvement des superstructures de la vie sociale — droit, Etat, science, art, religion, philosophie, par le mouvement de l'infrastructure matérielle de la société — forces productrices du milieu géographique et de la technique humaine, rapports de production et d'échange entre les hommes, rapports de classes qui en découlent).

Plekhanov et Lénine n'admettent pas la dissociation. Pour eux le matérialisme historique n'est qu'un cas particulier dans son application à la Sociologie et à l'Histoire, du matérialisme philosophique, unique base philosophique d'une conception scientifique de l'univers qui par sa nature comporte une référence aux choses exist-

tant en dehors de nous. Pour eux toute conception non matérialiste de l'univers est fondée sur quelque chose d'autre que la science (la Religion en général). En cela ils sont dans la tradition de Marx et de Engels qui déduisent le matérialisme historique d'une proposition philosophique plus générale (ce n'est pas la conscience qui détermine l'être, c'est l'être qui détermine la conscience; cas particulier : c'est la manière d'être sociale des hommes qui détermine leur conscience sociale et non l'inverse) et dans la tradition de la filiation historique du marxisme (renversement de la dialectique idéaliste de Hegel, critique de la religion de Feuerbach).

Par contre la dissociation était admise après l'échec de la Révolution de 1905, par toute une école de bolcheviks dérivés politiquement vers l'ultra-gauche (sabotage des élections à la Douma) philosophiquement vers le mysticisme religieux où ils cherchaient des compensations à leurs défaites en ce bas monde (orientation de Lounatcharski et consorts vers la recherche d'un dieu « social »). Elle est encore admise par les représentants idéologiques les plus notoires de la II^e Internationale (Adler et les austro-marxistes en général) qui s'efforcent de racheter par le mysticisme idéaliste les turpitudes pratiques de leur action et de faire risette à la Religion comme à toute autre institution reconnue par le Capitalisme. Nos camarades liront avec intérêt cette polémique, qui conserve son intérêt actuel et même pratique et qui a l'avantage d'être présentée par Plekhanov de façon claire et alerte, un peu à la manière des philosophes français du XVIII^e siècle.

A. A.

La Vie de la Revue

La diffusion de la revue continue à être encourageante. Il faut continuer l'effort. Et surtout multiplier les abonnements. Nous avons besoin d'abonnements parce que cela nous assure des recettes plus régulières que la vente au numéro. D'autre part cela assure un contact plus suivi entre notre rédaction et les lecteurs. Chacun de nos abonnés actuels doit immédiatement faire un nouvel abonné. Cela n'est pas difficile, il suffit de le vouloir. Tous nos lecteurs savent maintenant que la revue paraît régulièrement chaque mois, rien ne peut par conséquent les empêcher de s'abonner. Qu'ils nous envoient non seulement leur abonnement, mais aussi des listes de camarades susceptibles de s'abonner, auxquels nous enverrons des numéros d'essai.

Il faut remarquer que jusqu'à présent nous avons donné une matière plus abondante que celle que nous avions promise. Cela tient à la nécessité de donner des textes aussi nombreux que possible, et aussi au fait que les ressources sont rentrées avec assez de régularité. Nous avons promis au minimum 64 pages par mois. En général nous en avons donné 80. Dans ces conditions le prix de 2 francs par numéro, et de 20 francs pour l'abonnement d'un an, devra probablement être relevé. La question sera examinée

au bout de six mois pleins d'activité, et si le nombre d'abonnements n'augmente pas suffisamment d'ici là.

Un mot sur la composition de ce numéro. Les textes concernant notre prochaine conférence nationale annoncés n'y figurent pas parce que notre conférence se tiendra plus tard que nous ne l'avions prévu.



Rappelons que la revue est en vente dans les principaux kiosques de Paris, et notamment, à

La Vérité, 45 Boulevard de la Villette, 10^e.

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre et Meuse, 10^e.

Librairie Picart, 59, Boulevard St-Michel, 5^e.

Errata

Les deux précédents numéros de la *Lutte de Classes* contenaient un certain nombre d'erreurs qu'il faut relever.

DANS LE N° 18 (FEVRIER), p. 160, dernière ligne de la *Lettre aux membres du Cercle Communiste Marx et Lénine*, au lieu de : « Les circonstances nous montreront ce que vous avez préparé »,

il faut lire : « Les circonstances nous montreront ce que vous avez préféré ».

DANS LE N° 19 (MARS), p. 172, dixième ligne en commençant par la fin, au lieu de :

« Elle forma et aida le parti ouvrier pan-hindou, cette caricature du marxisme, etc... »

il faut lire : « Elle forma et aida le parti ouvrier-paysan, cette caricature du marxisme, etc... »

P. 209, ligne 6, il faut rétablir le texte comme suit : « Ce n'est qu'en considération de cette situation qu'on comprendra le point de vue que Marx pouvait avoir à l'égard de Schweitzer et de ses syndicats. Depuis son livre contre *La Philosophie de la misère* de Proudhon, Marx mena une lutte sans merci contre l'ignorance économique du socialisme petit-bourgeois, etc... »

P. 219, supprimer la dernière ligne de la page.

Livres reçus au bureau de la revue

MA VIE, essai autobiographique. I (1879-1905) par Léon Trotsky.
— (1 vol. in-8, 2 hors-textes, traduction de Parijanine. —
16 frs 50. Rieder, éd.).

- LES MESKINES, roman par *Charles Boussinot*. (Ed. de La Librairie du Travail, 1 vol. 341 p. — 15 fr.).
- AU SECOURS DE FRANCESCO GHEZZI. Un prisonnier du Guépéou. (*Comité pour la libération de F. Ghezzi, Bruxelles*. 1 broch. 48 p. — 1 fr. 50).
- LE MATÉRIALISME MILITANT, par *Georges Plekhanov*. Préface de A. Debordine. Traduction de S. Engelson. (Ed. Les Revues. 1 vol. 226 p. — 12 fr.).
- LA POLITIQUE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LE MOUVEMENT OUVRIER EN FRANCE (Luttes économiques et politiques. Syndicats et Comités de Lutte), par *Henri Davanne*. (Parti Ouvrier et Paysan. 1 broch. 44 p. — 1 fr. 50).

TOUS LES COMMUNISTES DOIVENT LIRE

LES OUVRAGES
DE LEON TROTSKY

	Fr.
Nouvelle Etape	5.—
1905	25.—
Europe et Amérique	6.—
Où va l'Angleterre?	8.50
Cours nouveau	4.—
Lénine	12.—
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme?	3.50
La défense de l'U. R. S. S. et l'Opposition	3.—
La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste	3.—
La Révolution défigurée	15.—
Ma Vie (Tome I)	16.50

En vente à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre et Meuse. — Paris X^e.

Le Gérant : P. NAVILLE.



Imprim. de la Soc. Nouv. d'Éditions Franco-Slaves
32, rue de Ménilmontant, Paris (20^e).

LISEZ LES PUBLICATIONS INTERNATIONALES
DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

Bulletin de l'Opposition (Bolcheviks-
Léninistes)

(entièrement en langue russe)

VIENT DE PARAÎTRE N° 10

AU SOMMAIRE :

L. Trotsky : La situation du parti et les tâches de l'Opposition de Gauche (Lettre ouverte aux membres du P. C. R.). — *Oui ou Non?* (la pire réponse au sujet de l'assassinat de Blumkine). — *Marhin* : La dissolution du parti dans la classe. — *L. Trotsky* : Le plan quinquennal et le chômage mondial. — « *Une course, mais non une politique* » : au sujet du cours nouveau en U. R. S. S. — Correspondance de l'Opposition. — Lettres de Russie. — *Alfa* : « Pur et limpide comme le cristal ». — *R. Well* : La scission du Léninbund. — L'unification internationale de l'Opposition de Gauche. — *Berg* : Le mouvement ouvrier en Lithuanie. — Divers. — Notes. — Boîte aux Lettres.

Der Kommunist

Organe bi-mensuel de l'Opposition de Gauche unifiée du
Parti Communiste Allemand.

Brusendorferstrasse 23. Berlin-Neukölln. — Allemagne.

The Militant

Organe hebdomadaire de la Ligue Communiste d'Amérique (opposition).
25, Third Avenue, New-York, Etats-Unis.

Le Communiste

Organe bi-mensuel du Groupe d'Opposition du P. C. Belge.
114, rue de l'Indépendance, Molenbeek - Bruxelles, Belgique.

ADRESSEZ-VOUS A « LA VÉRITÉ »,
45, Bd DE LA VILLETTE. PARIS X^e.



LIBRAIRIE DU TRAVAIL .17. R. DE SAMBRE & MEUSE PARIS (10^e)

Téléphone : Combat 08-02. R. C. 235.494. B. Chèque Postal N° 43.08. Paris.

Vient de paraître :

VICTOR-SERGE

L'an I
de la
Révolution
Russe

Un volume in-16 jésus (14 × 19) de 448 pages.

Prix 20 fr.

Nous mettons en vente
un certain nombre de
collections des deux
premières années de

La Lutte
de Classes

16 numéros parus
394 pages sur 2 colonnes
au prix de 45 fr.

Vient de paraître :

Bibliothèque
de l'Opposition Communiste

■ ■ ■

**La "troisième période" d'erreurs
de l'Internationale Communiste**

par L. TROTSKY

64 pages — Prix : 3 francs

Par 20 exemplaires : 2 francs.

Rappel :

L. TROTSKY : *La défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition.*

Prix : 3 fr.

EN VENTE A

LA VÉRITÉ, 45, Bd de la Villette, Paris X^e.

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse,
Paris X^e.